

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



BURKINA FASO
Unité – Progrès – Justice

**Rapport sur la situation
d'exécution du budget et de la
trésorerie de l'Etat, exercice
2023, au 30 septembre**

NOTE SYNTHETIQUE

L'exécution du budget de l'Etat au troisième trimestre, exercice 2023, s'est poursuivie dans un environnement national socio-économique caractérisé par la persistance des attaques terroristes, la dynamique de reconquête du territoire dans un contexte socio-politique transitoire et la perspective d'une campagne agricole favorable.

Les prévisions de recettes de la Loi de Finances Initiale (LFI) s'élèvent à 2 631,26 milliards FCFA. En intégrant les recettes destinées au CAST « remboursement crédits TVA » d'un montant de 100 milliards FCFA, ces prévisions s'élèvent à 2 731,26 milliards FCFA.

Le niveau de mobilisation des recettes à fin septembre 2023 s'établit à 2 096,67 milliards FCFA, soit un niveau de réalisation de 76,77%. Les recettes ordinaires et les recettes extraordinaires ont été recouvrées respectivement à hauteur de 1 902,30 milliards FCFA et 194,37 milliards FCFA en 2023 contre 1 743,40 milliards FCFA et 206,23 milliards FCFA en 2022, soient respectivement une hausse de 158,90 milliards FCFA et une baisse de 11,86 milliards FCFA entre les deux périodes.

Au titre des dépenses budgétaires, pour une prévision annuelle de 3 235,91 milliards FCFA des crédits de paiement, les dépenses exécutées à fin septembre 2023 s'élèvent à 2 567,20 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 79,33% contre un taux d'exécution de 76,53% en 2022 à la même période. Les dépenses ordinaires affichent un volume engagé visé de 1 676,61 milliards FCFA, soit un taux de 80,93 % sur des CP ajustés de 2 071,62 milliards FCFA. Les dépenses en capitaux enregistrent un montant engagé visé de 890,59 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 76,49%.

Au titre de la gestion de la trésorerie à fin septembre 2023, il a été décaissé 2 964,19 milliards FCFA contre des encaissements constatés de 2 856,78 milliards FCFA. Il se dégage un solde débiteur de 107,41 milliards FCFA sous la période, entièrement couvert par les disponibilités de début de période.

Au 30 septembre 2023, il se dégage une épargne budgétaire de 154,29 milliards FCFA et un solde budgétaire global déficitaire de 541,93 milliards FCFA pour des soldes prévisionnels respectifs de 273,18 milliards FCFA et 604,65 milliards FCFA (hors recouvrement des recettes destinées au CAST « remboursement crédits TVA » d'un montant de 71,40 milliards FCFA). Il ressort une épargne budgétaire positive bien qu'en baisse par rapport au niveau prévisionnel de fin de période. En d'autres termes, les ressources propres du budget de l'Etat ont permis à cette date de faire face aux charges de fonctionnement de l'Administration publique et une épargne a été dégagée pour la couverture partielle des investissements. Le niveau de l'épargne s'est nettement amélioré entre les deux trimestres.

Au regard des délais des opérations budgétaires, exercice 2023 édictées par lettre circulaire N° 2023-02953 /MEFP/SG/DG-CMEF du 10 octobre 2023 relative à la clôture des opérations budgétaires, exercice 2023, les ministères et institutions sont invités à la prudence dans l'exécution des dépenses notamment celles portant sur les investissements au titre du dernier trimestre au regard des délais de clôture des opérations budgétaires 2023 en s'assurant de leur aboutissement dans les délais, à la liquidation effective des dépenses déjà engagées en procédure normale afin d'éviter la constitution des dépenses non abouties qui pourraient impacter négativement la mise en œuvre des plans annuels de travail de l'exercice budgétaire 2024 et le respect des indicateurs de bonne gouvernance des marchés publics IP18 et IP19.

TABLE DES MATIERES

NOTE SYNTHETIQUE	A
TABLE DES MATIERES	B
TABLEAUX	C
LISTE DES GRAPHIQUES.....	D
LISTE DES ANNEXES.....	D
SIGLES ET ABBREVIATIONS	E
INTRODUCTION	7
I. CONTEXTE D'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT , EXERCICE 2023.....	8
I.1. CONTEXTE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, RÉGIONAL ET SOUS RÉGIONAL.....	8
I.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE	10
I.3. RAPPEL DES PRIORITES ET MESURES POUR L'EXECUTION DU BUDGET 2023.....	11
I.3.1 Rappel des priorités du budget 2023	11
I.3.2 Rappel des mesures pour l'exécution du budget 2023.....	12
I.4. CONFIGURATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2023 AU 30 SEPTEMBRE	13
II. SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES.....	14
II.1. RÉALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES AU TITRE DU TROISIEME TRIMESTRE	14
II.1.1 Analyse des réalisations des recettes ordinaires du 3 ^{ème} trimestre 2023	15
II.1.2 Analyse des réalisations des recettes extraordinaires du 3 ^{ème} trimestre 2023.....	17
II.2. CUMUL DES REALISATIONS DES RECETTES BUDGETAIRES AU 30 SEPTEMBRE 2023.....	17
II.2.1 Analyse des réalisations des recettes ordinaires à fin septembre 2023	18
II.2.2 Analyse des réalisations des recettes extrordinaires à fin septembre	28
III. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES.....	31
III.1. ANALYSE DE L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT PAR NATURE DE DEPENSES	33
III.1.1 Dépenses ordinaires	34
III.1.2.Dépenses en capital.....	39
III.2. ANALYSE DE LA SITUATION D'EXECUTION PAR PROGRAMME ET DOTATION.....	42
III.3. ANALYSE DE LA SITUATION D'EXECUTION DES CP DES PROGRAMMES ET DOTATIONS.....	42
III.4. ANALYSE DE LA SITUATION D'EXECUTION DES AE DES PROGRAMMES ET DOTATIONS	43
III.5. ANALYSE DES CREDITS DELEGUES.....	43
III.6. ANALYSE DES DEPENSES SOCIALES	43
III.7. ANALYSE DES DEPENSES DE CONSOMMATION D'EAU, D'ELECTRICITE ET DE TELEPHONE .	44
III. 7.1 Analyse des dépenses de consommation d'électricité	44
III. 7.2 Analyse des dépenses de consommation d'eau.....	45
III. 7.3 Analyse des dépenses de consommation de téléphone	45
III.8. SITUATION DES RESTES A LIQUIDER EN PROCEDURE NORMALE	45
IV. ANALYSE DES INDICATEURS DE BONNE GOUVERNANCE DES MARCHES PUBLICS.....	46
IV.1. DU RESPECT DE L'INDICATEUR "IP18".....	46
IV.2. DU RESPECT DE L'INDICATEUR "IP19".....	47
IV.3. SITUATION DES REMISES DE PENALITES ET DE PAIEMENT DES INTERETS MORATOIRES	47
V. SITUATION D'EXECUTION DES PLANS DE DEBLOCAGES DE FONDS.....	48
V.1. SITUATION D'EXECUTION PAR NATURE DE DEPENSES	48

V.2. EXECUTION DU PLAN DE DEBLOCAGE DE FONDS PAR MINISTERE ET INSTITUTION	49
V.3. EXECUTION DU PLAN DE DEBLOCAGE DE FONDS PAR PROGRAMME BUDGETAIRE	49
V.4. DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS DE DEBLOCAGE DES FONDS. 50	
VI. EVOLUTION DES DELAIS DE PAIEMENT DE LA DEPENSE PUBLIQUE	50
VII. GESTION DE LA TRESORERIE.....	51
VII.1. SITUATION DES ENCAISSEMENTS AU 30 SEPTEMBRE 2023	52
VII.2. SITUATION DES DECAISSEMENTS AU 30 SEPTEMBRE 2023	52
VII.3. SOLDE DES OPERATIONS D'ENCAISSEMENTS ET DE DECAISSEMENTS AU 30 SEPTEMBRE 2023 52	
VII.4. EVOLUTION DES INSTANCES DE PAIEMENTS DU TRESOR PUBLIC AU 30 SEPTEMBRE 2023	52
VII.5. SITUATION DES DISPONIBILITES DE TRESORERIE AU 30 SEPTEMBRE 2023	53
VII.6. EVOLUTION MENSUELLE DES SOLDES DES COMPTES DE DEPOTS DU 1 ^{ER} JANVIER AU 30 SEPTEMBRE 2023	53
VIII. ANALYSE DES PRINCIPAUX SOLDES ET INDICATEURS DE PERFORMANCES DE LA GESTION BUDGETAIRE	54
VIII.1. SOLDES BUDGETAIRES	54
VIII.2. CRITERES DE REALISATION QUANTITATIFS ET OBJECTIFS INDICATIFS DU PROGRAMME EN LIEN AVEC LE TOFE.....	55
IX. RECOMMANDATIONS	56
CONCLUSION	56

TABLEAUX

Tableau 1 : Croissance du PIB, des valeurs ajoutées sectorielles et de l'inflation sur la période 2019-2023	11
Tableau 2: Etat de recouvrement par nature des recettes ordinaires du 3ème trimestre 2022, des 2ème et 3ème trimestres 2023 (en milliards FCFA).....	16
Tableau 3: Etat de recouvrement par régie des recettes ordinaires du 3ème trimestre 2022, des 2ème et 3ème trimestres 2023 (en milliards FCFA).....	17
Tableau 4: Etat de recouvrement cumulé des recettes au 30 septembre 2022 et 2023 (en milliards FCFA).....	18
Tableau 5: Situation des recettes ordinaires par régie à fin septembre 2022 et 2023 (en milliards)	28
Tableau 6 : Situation des décaissements des dons projets par groupe de donateurs au 30 septembre 2023 (en FCFA)	30
Tableau 8 : Situation d'exécution des dépenses par nature au 30 septembre 2022 et 2023 (en milliards de FCFA)	32
Tableau 9 : Volume des dépenses engagées visées par nature des 1er, 2ème et 3ème trimestres 2022 (en milliards FCFA)	33
Tableau 9 : Situation d'exécution des charges financières de la dette au 30 septembre 2023 (en milliers de FCFA)	36
Tableau 10 : Situation d'exécution des dépenses d'investissements financées sur ressources extérieures au 30 septembre 2023 (en millier de FCFA).....	42
Tableau 10 : Evolution de consommation d'électricité à fin juin sur la période 2022 à 2023	44
Tableau 11: Evolution de consommation d'eau à fin mai sur la période 2022 à 2023	45
Tableau 12: Evolution des dépenses de communications téléphoniques à fin juin sur la période 2022 à 2023	45
Tableau 16: Situation des disponibilités de trésorerie à fin septembre 2023	53
Tableau 17: Situation des soldes au 30 septembre 2023 (en milliards de FCFA)	55

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Perspectives de croissance économique dans les grandes zones (en %)	9
Graphique 2 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles	11
Graphique 3 : recouvrements des recettes au 3 ^{ème} trimestre 2022 et 2023 par catégorie	14
Graphique 4 : recouvrements des recettes ordinaires à fin septembre 2022 et 2023 par nature	18
Graphique 5 : recouvrements de quelques impôts et taxes leaders à fin septembre 2022 et 2023	19
Graphique 6 : Recouvrements de quelques impôts et taxes leaders à fin septembre 2022 et 2023	22
Graphique 7 : les recouvrements de quelques impôts et taxes -leaders de la Direction Générale des Impôts à fin septembre 2022 et 2023.	23
Graphique 8 : les recouvrements de quelques droits et taxes leaders de la Direction Générale des Douanes à fin septembre 2022 et 2023.	25
Graphique 9 : Les recouvrements des recettes leaders de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique à fin septembre 2022 et 2023	26
Graphique 10 : Situation d'exécution du budget de l'Etat, exercice 2023, au 30 septembre (Base engagée visée, en milliards FCFA et en %)	34
Graphique 11 : Evolution des soldes des correspondants du Trésor au 30 septembre 2023 (en F CFA milliards F CFA)	54

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : situation d'exécution par catégorie de dépenses au 30 septembre 2023 (en milliers FCFA)	I
Annexe 2 : Situation d'exécution des dépenses de personnel au 30 septembre 2023 (en FCFA)	I
Annexe 3 : Situation d'exécution des dépenses d'acquisition des biens et service au 30 septembre 2023 (en FCFA)	II
Annexe 4 : Situation d'exécution des dépenses de transferts courants au 30 septembre 2023 (en F CFA).....	III
Annexe 5 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement exécuté sur ressources propres(Etat seul+ contreparties) au 30 septembre 2023 (en F CFA).....	IV
Annexe 6 : Situation d'exécution des investissements exécutés par l'Etat seul au 30 septembre 2023 (en FCFA)	V
Annexe 7 : Situation d'exécution des crédits de paiement des programmes budgétaires au 30 septembre 2023 (en FCFA).....	VI
Annexe 8 : Situation d'exécution des autorisations d'engagement des programmes budgétaires au 30 septembre 2023 (en FCFA)	VIII
Annexe 9 : Situation d'exécution des crédits de paiement délégués des ministères et institutions au 30 septembre 2023 (en FCFA).X	X
Annexe 10 : Situation d'exécution des dépenses sociales de réduction de la pauvreté au 30 septembre 2023 (en FCFA)	X
Annexe 11 : Situation des restes à liquider des crédits de paiement en procédure normale en FCFA.....	XI
Annexe 12 : Situation des consommations d'électricité de 2021 et 2022 à fin juillet en FCFA	XII
Annexe 13 : Situation des consommations d'eau de 2021 et 2022 à fin juin en FCFA.....	XIII
Annexe 14 : Situation des consommations téléphoniques de 2021 et 2022 à fin juillet en FCFA.....	XIV
Annexe 16 : Situation de la mise en œuvre des plans de déblocage de fonds par nature et par ministères et institutions au 30 septembre 2023 (en milliers FCFA).....	XV

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ACCT	: Agence Comptable Centrale du Trésor
ADE	: Autres Droits d'Enregistrement
AE	: Autorisation d'Engagement
ALT	: Assemblée Législative de Transition
ARCEP	: Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes
BAD/FAD	: Banque Africaine de Développement/Fonds Africain de Développement
CE	: Banque Centrale Européenne
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BM/IDA	: Banque Mondiale/Association Internationale de Développement
CAST	: Compte d'Affectation Spéciale du Trésor
CID	: Circuit Informatisé de la Dépense
CODEP-MP	: Comité de Suivi des délais d'Exécution des Dépenses Publics et des Marchés Publics
CP	: Crédit de Paiement
DC-BR	: Dépositaire Central/Banque de Règlement
DCIM	: Dépenses Communes Interministérielles
DGB	: Direction Générale du Budget
DG-CMEF	: Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers
DGD	: Direction Générale des Douanes
DGF	: Direction de la Gestion des Finances
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DOC	: Direction de l'Ordonnancement et de la Comptabilité
FEC	: Facilité Elargie de crédits
FED/UE	: Fonds Européen de Développement/Union Européenne
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FMI	: Fonds Monétaire International
IAP	: Instrument Automatisé de Prévisions
IFU	: Identifiant Financier Unique
IP	: Indicateur de Performance
IPC	: Indice Prix Consommation
IRCM	: Impôts sur le Revenu des Capitaux Mobiliers
IS	: Impôt sur les Sociétés
IUTS	: Impôt Unique sur les Traitements et Salaires
LFI	: Loi de finances Initiale
LFR	: Loi de finances rectificative
LOLF	: Loi Organique relative aux Lois de Finances
MEFP	: Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective
MOD	: Maîtrise d'Ouvrage Déléguée
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement en Europe
ONATEL	: Office National des Télécommunications
ONEA	: Office National de l'Eau et de l'Assainissement
PAP	: Programme d'Actions Prioritaires
PCS	: Prélèvement Communautaire de Solidarité
PDF	: Plan de Déblocage des Fonds

PIB	: Produit Intérieur Brut
PNDES	Plan National de Développement Economique et Sociale
PPM	: Plan de Passation des Marchés
PRM/DMP	: Personne responsable des Marchés/Directeur des marchés Publics
PSCE	: Programme Spécial de Création d'Emplois
PSUT	Programme Socio-économique d'Urgence de la Transition
PTBA	: Plan de Travail du Budget Annuel
RAR	: Restes à Recouvrer
SIGASPE	: Système Intégré de Gestion Administrative et Salariale du personnel de l'Etat
SIGEET	: Système Intégré de gestion de l'Eau, de l'Electricité et du Téléphone
SIMP	: Système d'Information Intégré des marchés Publics
SI-N@folo	: Système Intégré N@folo
SONABEL	: Société Nationale d'Electricité du Burkina
SONABHY	: Société Nationale des Hydrocarbures du Burkina
SYDONIA	: Système Douanier Automatisé
SYLVIE	: Système de Liaison Virtuelle des opérations d'Importation et d'Exportation
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TPP	: Taxe sur les Produits Pétroliers
TR	: Trésorerie Régionale
TSB	: Taxe sur les Boissons
TST	: Taxe sur les Tabacs
TVA	: Taxe sur la valeur Ajoutée
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UR	: Unités de Recouvrement

INTRODUCTION

Le budget de l'Etat, exercice 2023 a été adopté par la loi n°029-2022/ALT du 24 décembre 2022 portant loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2023. Promulguée par le décret n°2022-1144/PRES-TRANS du 30 décembre 2022, ladite loi a été mise en exécution à compter du 1^{er} janvier 2023.

Dans le cadre du suivi de l'exécution de cette loi, le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (MEFP) a produit ce présent rapport sur la situation d'exécution du budget et de de la gestion de la trésorerie de l'Etat au 30 septembre 2023.

Il répond aux exigences édictées dans la loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances (LOLF) qui dispose en son article 94 que : « le gouvernement transmet trimestriellement au Parlement, à titre d'information, des rapports sur l'exécution du budget et l'application du texte de la loi de finances. Ces rapports sont mis à la disposition du public ».

Le présent rapport fait la synthèse de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2023 au 30 septembre tant en recettes qu'en dépenses.

Il comprend :

- ✓ le contexte du budget de l'Etat, exercice 2023 ;
- ✓ la situation de la mobilisation des recettes budgétaires;
- ✓ la situation de l'exécution des dépenses budgétaires ;
- ✓ l'analyse des indicateurs de bonne gouvernance des marchés publics ;
- ✓ la situation d'exécution des plans de déblocage de fonds ;
- ✓ l'évolution des délais de paiement des dépenses publiques ;
- ✓ la gestion de la trésorerie de l'Etat ;
- ✓ les principaux soldes et indicateurs de performance de la gestion budgétaire ;
- ✓ les principales recommandations.

I. CONTEXTE D'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT , EXERCICE 2023

Le budget de l'Etat, exercice 2023 s'est exécuté au troisième trimestre, dans un environnement économique international marqué par la poursuite des tensions géopolitiques et des tensions inflationnistes ainsi que le durcissement des conditions financières. L'environnement national reste marqué par la crise sécuritaire et des actions de reconquête du territoire national.

I.1. CONTEXTE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, RÉGIONAL ET SOUS RÉGIONAL

La croissance économique mondiale s'établirait à 3,0% en 2023, en contraction de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2022¹. Ce ralentissement est imputable au durcissement des politiques monétaires pour lutter contre l'inflation qui demeure élevée. La baisse des investissements dans l'immobilier, l'apparition de facteurs de vulnérabilités dans le secteur bancaire des économies avancées avec des risques de propagation à l'ensemble du secteur financier mondial, l'impact de la crise russo-ukrainienne et l'héritage de trois années de Covid-19 sont entre autres les facteurs qui contribuent à la décélération de l'activité économique.

L'inflation mondiale baisserait à 6,8% en 2023 contre 8,7% en 2022, en lien avec le recul attendu des prix de l'énergie et des produits alimentaires, les effets des resserrements monétaires sur la demande ainsi que la baisse des coûts du fret au niveau mondial.

En Afrique subsaharienne, la croissance de l'activité économique décélérerait, passant de 3,9% en 2022 à 3,5% en 2023, expliquée essentiellement par une pénurie de financement engendrée par les effets du conflit entre la Russie et l'Ukraine, le relèvement des taux par les banques centrales et l'appréciation du dollar américain.

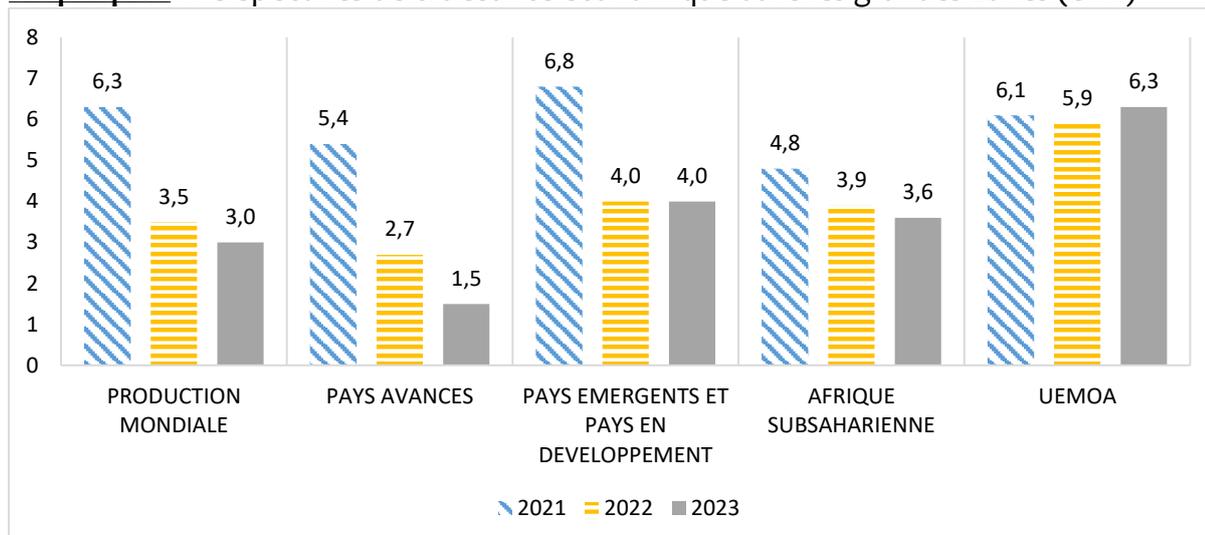
L'inflation de la région resterait élevée en s'établissant à 14,0% en 2023 contre 14,5% en 2022. Ce niveau des prix est imputable principalement aux effets du conflit en Ukraine, à la persistance de l'inflation mondiale et à la hausse des coûts d'emprunt pour les pays du fait de la dépréciation des monnaies nationales.

Dans l'UEMOA, la croissance de l'activité économique est plus vigoureuse en 2023 avec un taux de 6,3% contre 5,9% un an plus tôt, en lien avec le renforcement de l'activité dans l'ensemble des secteurs notamment l'accroissement des productions extractives et manufacturières, de la production agricole et des activités commerciales.

Le taux d'inflation dans l'Union, en moyenne annuelle, connaîtrait une décélération pour s'établir à 4,4% en 2023 après 7,4% en 2022. Cette décélération est en lien avec l'augmentation de l'offre de céréales en raison d'un bon approvisionnement des marchés en produits céréaliers issus de la campagne agricole 2022/2023. Aussi, il est attendu une tendance à la baisse des prix des produits alimentaires importés, en phase avec la décline des cours internationaux des denrées alimentaires importées par l'Union.

¹ FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2023

Graphique 1 : Perspectives de croissance économique dans les grandes zones (en %)



Source : DGEP, à partir des perspectives de l'économie mondiale du FMI, juillet 2023 et Rapport sur la politique monétaire dans l'UEMOA, juin 2023

Sur le marché des changes, le cours du dollar US par rapport au FCFA s'est situé à 614,0 FCFA en septembre 2023, contre 601,3 FCFA en août, en appréciation de 2,1%. Comparativement au même mois de l'année 2022, le cours du dollar se déprécie de 7,3%.

Au troisième trimestre 2023, le dollar US s'est échangé en moyenne à 602,9 FCFA contre 651,6 FCFA au même trimestre de l'année 2022, soit une dépréciation de 7,5%.

Sur le marché des matières premières, l'once d'or s'échange à 1 918,4 dollars US en septembre 2023, contre 1 921,2 dollars US un mois plus tôt, en régression de 0,1%. En glissement annuel, il est en hausse de 13,8%.

En moyenne trimestrielle, le cours de l'once d'or s'est élevé à 1 929,7 dollars US au troisième trimestre 2023, en hausse de 11,5% par rapport à la moyenne du même trimestre de l'année 2022.

Quant au **cours du coton**, il a enregistré une hausse de 2,1% en septembre 2023, se situant à 2 159,4 dollars US contre 2 114,9 dollars US le mois précédent. En comparaison avec septembre 2022, le cours baisse de 17,2%.

En moyenne, le cours a baissé de 23,2% au troisième trimestre de 2023 en s'affichant à 2 109,5 dollars US contre 2 746,5 dollars la même période un an plus tôt.

Pour ce qui est du **cours du baril de pétrole**, il a enregistré une hausse de 9,1% en septembre 2023, en variation mensuelle. En effet, il s'est affiché à 94,0 dollars US contre 86,2 dollars US un mois auparavant. En glissement annuel, le cours du baril de pétrole est en hausse de 4,3%.

En moyenne, le cours du baril s'est établi à 86,8 dollars US au troisième trimestre de 2023 contre 99,2 dollars US à la même période en 2022, en régression de 12,6%.

I.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE

L'activité économique nationale s'est déroulée dans un environnement marqué par une dynamique de reconquête du territoire national dans un contexte socio-politique transitoire et la perspective d'une campagne agricole favorable.

Aussi, le contexte national se caractérise par la mise en œuvre du Plan d'Actions pour la Stabilisation et le Développement (PA-SD), les difficultés de mobilisation des financements extérieurs et les ajustements budgétaires.

En outre, le contexte est soumis aux effets de la crise russo-ukrainienne, notamment l'accentuation des pressions sur les prix des produits importés et locaux. Dans un tel environnement, la croissance économique connaîtrait une accélération de son rythme de croissance en 2023.

La croissance économique ressortirait à 4,4% contre 1,5% en 2022². Le PIB nominal s'établirait à 13 018,7 milliards de FCFA en 2023 contre 11 944,8 milliards de FCFA en 2022. La croissance en 2023 serait tirée par l'ensemble des secteurs.

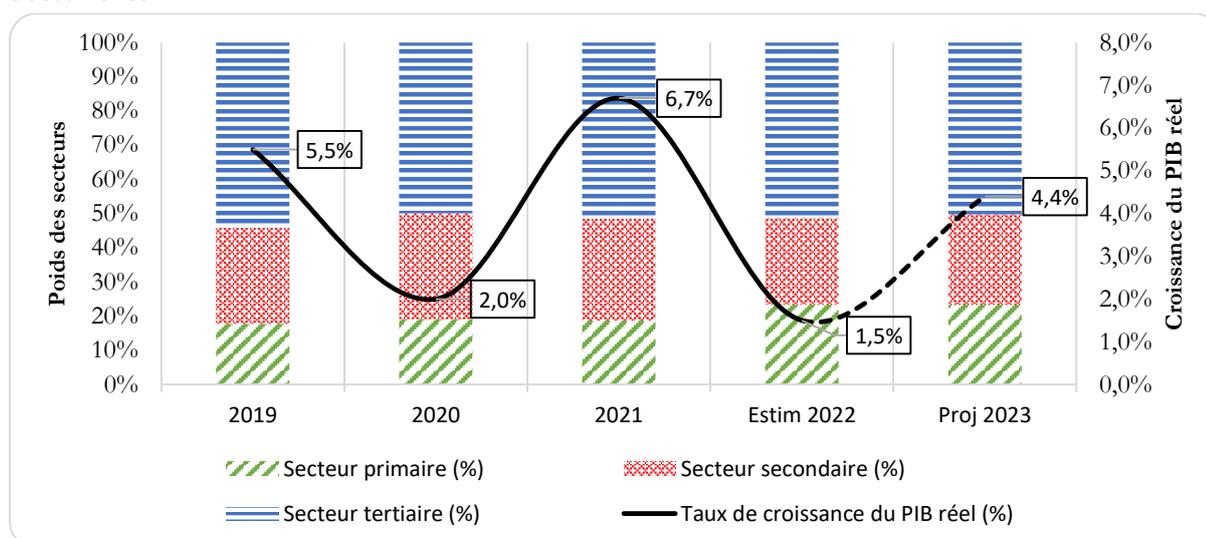
Concernant le secteur tertiaire, sa valeur ajoutée ressortirait en hausse de 5,0% en 2023 après une croissance de 5,9% en 2022. Cette performance serait imputable aux activités des branches « services non marchands » (+7,0%), « activités financières et d'assurance » (+5,4%), « transport et entreposage » (+5,0%), « hôtellerie et restauration » (+5,0%) et « Activités immobilières » (+5,0%).

S'agissant du secteur primaire, sa valeur ajoutée ressortirait en hausse de 4,9% en 2023 après 10,4% en 2022. Cette performance serait due principalement aux activités des branches « agriculture de rente » (+12,5%), « agriculture vivrière » (+5,3%) et « sylviculture-chasse-pêche » (+5,0%). Quant à l'égrenage coton sa valeur ajoutée baisserait de 22,0%.

Quant au secteur secondaire, sa valeur ajoutée ressortirait à 4,1% en 2023 après une baisse de 9,6% en 2022. Cette évolution serait principalement impulsée par les branches « activités manufacturières » (+5,3%), « électricité, eau et assainissement » (+5,0%), « construction » (+3,7% après -18,1% en 2022) et « activités extractives » (+3,4% après -13,6% en 2022).

² CPC, août 2023

Graphique 2 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles



Source : DGEP/CPC, cadrage macroéconomique, août 2022

Le taux d'inflation au mois d'août 2023 est de 5,2%, contre 11,5% en août 2022. Pour l'année 2023, l'inflation ressortirait à 1,2% contre 14,1% en 2022.

Tableau 1 : Croissance du PIB, des valeurs ajoutées sectorielles et de l'inflation sur la période 2019-2023

Rubrique	2020	2021	2022	2023
Taux de croissance du PIB réel (%)	2,0	6,7	1,5	4,4
Secteur primaire (%)	6,5	-6,8	10,4	4,9
Secteur secondaire (%)	7,1	7,6	-9,6	4,1
Secteur tertiaire (%)	-2,5	12,2	5,9	5,0
Impôts et taxes nets sur les produits (%)	-0,1	6,3	-1,4	1,0
PIB Nominal en milliards de FCFA	10 405,0	11 074,7	11 944,8	13 018,7
Taux d'inflation en moyenne annuelle (%)	1,9%	3,9%	14,1%	1,2%

Source : DGEP/CPC, cadrage macroéconomique, août 2023

I.3. RAPPEL DES PRIORITES ET MESURES POUR L'EXECUTION DU BUDGET 2023

I.3.1 Rappel des priorités du budget 2023

L'élaboration du budget de l'Etat, exercice 2023, est intervenue dans un contexte marqué au plan national par une situation sécuritaire et une crise humanitaire sans précédent du fait des attaques terroristes.

Il s'agit d'apporter une réponse efficace en matière de lutte contre le terrorisme et la restauration de l'intégrité du territoire ainsi que la résolution de la crise humanitaire. La refondation de l'Etat et l'amélioration de la gouvernance ainsi que la réconciliation nationale et à la cohésion sociale sont inscrites au titre des priorités de l'exercice 2023.

La définition des choix stratégiques en matière de recettes et de dépenses s'est inscrite dans la dynamique d'une plus grande efficacité de la politique budgétaire dans le cadre de la mise en œuvre des actions prioritaires du Gouvernement de Transition pour l'année 2023.

Ces choix stratégiques reposent toujours sur la couverture de plus en plus importante des charges du budget par les recettes propres et le recours aux autres formes de concours, notamment les financements extérieurs sous forme d'appuis budgétaires, le marché financier sous-régional ou le Partenariat public-privé.

Au titre des recettes budgétaires, il importe de poursuivre l'accroissement continu des recettes propres à travers la modernisation des procédures au niveau des régies de recettes pour optimiser le rendement de l'impôt d'une part, et le parachèvement des réformes visant à accroître substantiellement l'assiette fiscale d'autre part.

En matière de dépenses, les choix stratégiques reposent prioritairement sur l'efficacité du système à travers une optimisation de l'allocation des ressources d'une part et la qualité de la budgétisation pour une bonne exécution du budget d'autre part.

Il s'agit donc de couvrir en priorité les actions du plan d'actions de la transition tout en retenant les objectifs de développement notamment de croissance économique. Au regard du volume important de ressources à mobiliser pour le plan d'actions, les inscriptions nouvelles autres que celles du plan d'actions seront limitées au maximum.

L'effort sera cependant fait en vue de doter dans la mesure du possible les programmes en cours dans le souci de respecter les engagements avec les partenaires. Dans ce sens, les efforts déployés à l'endroit des secteurs prioritaires seront maintenus afin d'assurer la production de biens et services de base en quantité et en qualité pour les populations en général et les plus défavorisées en particulier.

Au titre de la modernisation des procédures de la dépense publique, il s'agira de poursuivre la dématérialisation des processus de passation de la commande publique et des documents de la chaîne de la dépense publique ainsi que la mise en œuvre des innovations introduites par le décret n°2022-0055/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 20 avril 2022 portant organisation type des départements ministériels, notamment les Directions de la Solde et de l'Ordonnancement pour une plus grande efficacité de la dépense publique.

1.3.2 Rappel des mesures pour l'exécution du budget 2023

Elles s'inscrivaient dans le cadre d'une mobilisation optimale des ressources d'une part, et d'une plus grande efficacité dans l'exécution des dépenses d'autre part.

En matière de mobilisation de recettes propres, le gouvernement poursuivra les efforts de modernisation des procédures entamées au niveau des régies de recettes afin d'optimiser le rendement de l'impôt. Ainsi, les télés procédures seront progressivement élargies aux autres catégories de contribuables.

Par ailleurs, les autres réformes visant à élargir de manière substantielle l'assiette fiscale notamment, la mise en place du Cadastre fiscal seront poursuivies.

En matière de dépenses, l'exécution sera toujours marquée par la poursuite d'une part, des actions de réforme du budget programme et d'autre part, des actions de rationalisation des charges de fonctionnement en vue de dégager plus d'espace budgétaire pour financer les dépenses d'investissement.

I.4. CONFIGURATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2023 AU 30 SEPTEMBRE

Le budget de l'Etat, exercice 2023 a été arrêté en recettes et en dépenses (crédits de paiement) respectivement à 2 631,26 milliards FCFA et 3 235,91 milliards FCFA avec une épargne budgétaire de 273,18 milliards FCFA et un besoin de financement de 604,65 milliards FCFA . Les autorisations d'engagement s'élevaient à 859,86 milliards FCFA.

De l'analyse des mouvements de crédits opérés dans le cadre de la fongibilité asymétrique, des transferts et des virements de crédits, la nouvelle configuration du budget au 30 septembre 2023 au titre des crédits de paiement se présente par nature de dépenses comme suit :

- les **dépenses d'acquisition de biens et services** ressortent à 222,77 milliards FCFA contre 209,00 milliards FCFA dans la loi de finances initiale (LFI), soit un accroissement en valeur absolue de 13,77 milliards FCFA et en valeur relative de 6,59%;
- les **dépenses de transferts courants** passent de 533,28 milliards FCFA dans la LFI à 516,07 milliards FCFA, soit une régression de 17,21 milliards FCFA en valeur absolue et 3,23% en valeur relative;
- les **dépenses en atténuation des recettes** ressortent à 1,43 milliards FCFA contre 1,00 milliards FCFA dans la loi de finances initiale (LFI), soit un accroissement de 43% en valeur relative ;
- les **dépenses d'investissement exécutées par l'Etat** sur ressources propres ressortent à 700,09 milliards FCFA contre 696,00 milliards FCFA de prévisions initiales, soit un accroissement de 4,09 milliards FCFA.

Les autres natures de dépenses (charges financières de la dette, dépenses de personnel) ressortent inchangées par rapport aux prévisions initiales.

Les détails de la nouvelle configuration du budget sont donnés à *l'annexe n°1*.

II. SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

Les prévisions de recettes pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2023 se chiffrent à 2 731,26 milliards FCFA³, dont 2 447,80 milliards FCFA et 283,46 milliards FCFA respectivement pour les recettes ordinaires et les recettes extraordinaires.

La mobilisation des recettes budgétaires se chiffre à **2 096,67 milliards FCFA** au 30 septembre 2023 pour un objectif périodique de 1 982,78 milliards FCFA, soit une performance de 105,74%. Ces réalisations représentent **76,77%** de l'objectif annuel.

Comparé au niveau des recouvrements au 30 septembre 2022, il ressort une hausse de 147,03 milliards FCFA en valeur absolue et 7,54% en valeur relative.

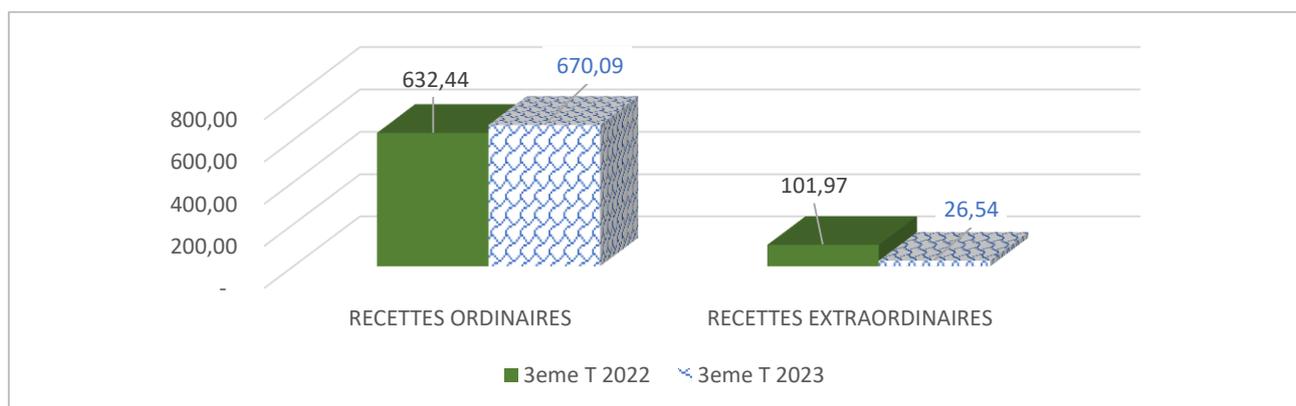
II.1. RÉALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES AU TITRE DU TROISIEME TRIMESTRE

Au cours du 3^{ème} trimestre, les recettes totales ont été recouvrées à hauteur de 696,63 milliards FCFA sur des objectifs trimestriels de 654,71 milliards FCFA, soit une performance de 106,40%. Par rapport aux réalisations du 2^{ème} trimestre qui s'élevaient à 704,19 milliards FCFA avec une performance de 101,94%, il ressort une hausse en termes de performance trimestrielle de 4,46 point de pourcentage.

Comparativement au recouvrement du 3^{ème} trimestre 2022 qui s'est chiffré à 734,41 milliards FCFA, il est enregistré une baisse de 37,79 milliards FCFA en valeur absolue et de 5,15% en valeur relative.

Le graphique ci-dessous illustre les recouvrements des recettes au 3^{ème} trimestre 2022 et 2023 par catégories.

Graphique 3 : Recouvrements des recettes au 3^{ème} trimestre 2022 et 2023 par catégorie



Source : MEFP/SG/DGB

³ Le montant total des recettes du budget de l'Etat intègre le montant des recettes recouvrées au profit du compte affectation spéciale du Trésor (CAST) « remboursement crédits TVA » d'un montant de 100 milliards.

II.1.1 Analyse des réalisations des recettes ordinaires du 3^{ème} trimestre 2023

Les réalisations des recettes ordinaires au titre du 3^{ème} trimestre se sont chiffrées à 670,09 milliards FCFA sur un montant attendu de 628,18 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de l'objectif périodique de 106,67%.

Les réalisations des recettes ordinaires constituent 96,19% des ressources du trimestre contre 91,73% au 2^{ème} trimestre 2023 et 86,19% au 3^{ème} trimestre 2022.

Comparé au 2^{ème} trimestre où les réalisations étaient de 645,99 milliards FCFA avec un taux de réalisation de l'objectif périodique de 102,12%, il ressort une hausse en volume de 60,39 milliards FCFA et également une haute en termes de performance de 4,55 point de pourcentage.

Par rapport au 3^{ème} trimestre 2022 qui enregistrait un volume de 632,44 milliards FCFA, les réalisations trimestrielles sont en hausse de 37,65 milliards FCFA (+5,95%).

A. Analyse par nature des recettes ordinaires

L'analyse par nature des recettes ordinaires fait ressortir la répartition suivante :

- ✓ **recettes fiscales** : sur une prévision trimestrielle de 538,14 milliards FCFA, les recettes fiscales ont été réalisées à hauteur de 566,79 milliards FCFA, soit un taux de réalisation trimestriel de 105,32%. Par rapport aux réalisations de 567,05 milliards FCFA pour le 2^{ème} trimestre avec un taux de réalisation trimestriel de 99,41%, il ressort une baisse de 0,26 milliards FCFA et une progression en termes de performance de 5,91 point. Comparativement au recouvrement du 3^{ème} trimestre 2022 qui s'est chiffré à 554,89 milliards FCFA, il est enregistré une hausse de 11,90 milliards FCFA en valeur absolue et de 2,14% en valeur relative ;
- ✓ **recettes non fiscales** : sur une prévision trimestrielle de 90,21 milliards FCFA, les recettes non fiscales ont été recouvrées à hauteur de 103,30 milliards FCFA, soit un taux d'exécution global de 114,73%. Par rapport aux réalisations du 2^{ème} trimestre de 77,44 milliards FCFA, il ressort un accroissement de 33,39%. Comparativement au recouvrement du 3^{ème} trimestre 2022 qui s'est chiffré à 77,55 milliards FCFA, il est enregistré une hausse de 25,75 milliards FCFA en valeur absolue et de 33,20% en valeur relative.

En somme, on note que les recettes fiscales constituent 84,58% des recouvrements des recettes ordinaires du 3^{ème} trimestre.

Le tableau ci-dessous récapitule par nature de recettes, l'évolution des recouvrements des recettes ordinaires entre les 3^{ème} trimestre 2022, 2^{ème} trimestre 2023 et 3^{ème} trimestre 2023.

Tableau 2: Etat de recouvrement par nature des recettes ordinaires du 3^{ème} trimestre 2022, des 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2023 (en milliards FCFA)

Nature de recette	2 ^{ème} trimestre 2023			3 ^{ème} trimestre 2023			3 ^{ème} trimestre 2022			Ecart en %	
	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx	e-h	e-b
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g		
Ventes de produits et services	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00%	0,00%
Recettes fiscales	570,40	567,05	99,41%	538,14	566,79	105,32%	451,15	554,89	122,99%	2,14%	-0,05%
Recettes non fiscales	62,16	77,44	124,58%	90,04	103,30	114,73%	75,18	77,55	103,16%	33,20%	33,39%
Produits financiers	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00%	0,00%
Recettes exceptionnelles	0,00	1,50	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00%	-100,00%
Total	632,56	645,99	102,12%	628,18	670,09	106,67%	526,33	632,44	120,16%	5,95%	3,73%

Source : DGB

B. Analyse des recouvrements par régies de recettes

Par régie de recettes, la situation des recouvrements du trimestre se présente comme suit :

- ✓ **Direction Générale des Impôts (DGI)** : sur un objectif de recouvrements du trimestre de 309,70 milliards FCFA, les réalisations se chiffrent à **318,37 milliards FCFA**, soit un taux de **102,80%**. Les réalisations de la DGI, qui ont baissé de 3,38 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2023 et augmenté de 6,58 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2022, constituent 45,51% de la réalisation totale des recettes ordinaires contre 51,00% au 2^{ème} trimestre 2023 et 47,23% au 3^{ème} trimestre 2022.
- ✓ **Direction Générale des Douanes (DGD)** : sur un objectif de recouvrements du trimestre de 232,41 milliards FCFA, les réalisations se chiffrent à **250,21 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **107,66%**. Les réalisations de la DGD, qui ont augmentées de 5,62% par rapport au 2^{ème} trimestre 2023 et baissées de 2,91% par rapport au 3^{ème} trimestre 2022, constituent 37,34% de la réalisation totale des recettes ordinaires contre 36,67% au 2^{ème} trimestre 2023 et 40,75% au 3^{ème} trimestre 2022.
- ✓ **Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)** : sur un objectif de recouvrements du trimestre de 86,07 milliards FCFA, les réalisations se chiffrent à **101,51 milliards FCFA**, soit un taux de **117,95%**. Cette performance est liée au paiement de dividendes de l'ordre de 61,78 milliards FCFA dont 44,70 milliards FCFA au cours du seul mois de septembre.

Les réalisations de la DGTCP qui ont augmentées de 27,53 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2023 et de 25,47% par rapport au 3^{ème} trimestre 2022, constituent 15,15% de la réalisation totale des recettes ordinaires contre 12,32% au 2^{ème} trimestre 2023 et 12,02% au 3^{ème} trimestre 2022.

En somme, il ressort un dépassement global de 41,91 milliards FCFA par rapport aux objectifs de recouvrements des recettes ordinaires du 3^{ème} trimestre, imputable aux dépassements constatés au niveau de la DGTCP à 15,45 milliards FCFA, de la DGI à 8,67 milliards FCFA et de la DGD à 17,80 milliards FCFA.

Le tableau ci-dessous récapitule par régie l'évolution du recouvrement des recettes ordinaires entre les 3^{ème} trimestre 2022, 2^{ème} trimestre 2023 et 3^{ème} trimestre 2023.

Tableau 3: Etat de recouvrement par régie des recettes ordinaires du 3^{ème} trimestre 2022, des 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2023 (en milliards FCFA)

Régie de recette	3 ^{ème} trimestre 2022			2 ^{ème} trimestre 2023			3 ^{ème} trimestre 2023			Ecart en %	
	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx	h-b	h-e
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g		
DGI	263,04	298,71	113,56%	346,68	329,50	95,04%	309,70	318,37	102,80%	6,58%	-3,38%
DGD	191,25	257,69	134,74%	228,02	236,90	103,89%	232,41	250,21	107,66%	-2,90%	5,62%
DGTCP	72,04	76,04	105,55%	57,86	79,60	137,56%	86,07	101,51	117,95%	33,50%	27,53%
Total	526,33	632,44	120,16%	632,56	645,99	102,12%	628,18	670,09	106,67%	5,95%	3,73%

Source : DGB

II.1.2 Analyse des réalisations des recettes extraordinaires du 3^{ème} trimestre 2023

L'analyse de la répartition des mobilisations de ressources budgétaires extraordinaires du trimestre ressort comme suit :

- ✓ **dons programmes** : aucun décaissement n'a été effectué au cours des trois (03) derniers trimestres conformément aux périodes de décaissements. Le montant décaissé au 3^{ème} trimestre 2022 s'élevait à 60,27 milliards FCFA ;
- ✓ **dons projets** : les décaissements effectifs du trimestre se chiffrent à 26,54 milliards FCFA. Par rapport aux décaissements du 2^{ème} trimestre 2023 qui se chiffraient à 58,20 milliards FCFA, il ressort une baisse de 31,67 milliards FCFA. Comparé aux décaissements du 3^{ème} trimestre 2022 qui s'élevaient à 41,71 milliards FCFA, il ressort également une baisse de 15,17 milliards FCFA.

II.2. CUMUL DES REALISATIONS DES RECETTES BUDGETAIRES AU 30 SEPTEMBRE 2023

La mobilisation des recettes budgétaires se chiffre à 2 096,67 milliards FCFA au 30 septembre 2023, soit un taux de recouvrement annuel de 76,77% correspondant à une hausse de 7,54% en valeur relative par rapport à 2022 à la même période. Cette performance est imputable principalement aux mesures fortes de recouvrement adoptées par les différentes régies de recettes.

Les recettes ordinaires, avec une progression de 158,90 milliards FCFA en valeur absolue et de 9,11% en valeur relative par rapport à celles de 2022 à la même période, représentent 90,73% du montant des recouvrements réalisés.

Les encaissements au titre des recettes extraordinaires connaissent une baisse de 11,87 milliards FCFA en valeur absolue et de 5,75% en valeur relative par rapport à la même période en 2022.

Le tableau ci-après fait ressortir le niveau de réalisation des recettes à fin septembre.

Tableau 4: Etat de recouvrement cumulé des recettes au 30 septembre 2022 et 2023 (en milliards FCFA)

Nature de recettes	2022			2023							Variations 2022-2023	
	Prévisions annuelles LFI	Recouvrements au 30 septembre		Prévisions annuelles LFI	Recouvrements au 30 septembre			Recouvrements du 3 ^{ème} trimestre		Perspective de recouvrement cumulé du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Absolue	Relative
		Montant	Taux (%)		Montant	Taux LFI (%)	Taux à fin septembre (%)	Montant	Taux trimestriel (%)			
	a	c	d=c/a	g	k	l=k/g	m=k/h	n	o=n/i	r	s=k-c	t=s/c
RECETTES ORDINAIRES	2 110,042	1 743,40	82,62	2 447,80	1 902,30	77,71	106,37	670,09	106,67	639,14	158,90	9,11
Recettes fiscales	1 862,40	1 557,75	83,64	2 207,31	1 677,89	76,01	105,40	566,79	105,32	600,02	120,14	7,71
Recettes non fiscales	247,64	185,65	74,97	240,49	222,92	92,69	113,43	103,30	114,73	39,12	37,26	20,07
Recettes exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	1,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,50	0,00
RECETTES EXTRAORDINAIRES	339,07	206,23	60,82	283,46	194,37	68,57	100,00	26,54	100,00	89,09	-11,87	-5,75
Dons programmes	117,40	60,27	51,33	43,87	0,00	0,00	-	0,00	-	43,87	-60,27	-100,00
Dons projets	221,67	145,97	65,85	239,59	194,37	81,13	100,00	26,54	100,00	45,22	48,40	33,16
TOTAL	2 449,11	1 949,63	79,61	2 731,26	2 096,67	76,77	105,74	696,63	106,40	728,230	147,03	7,54

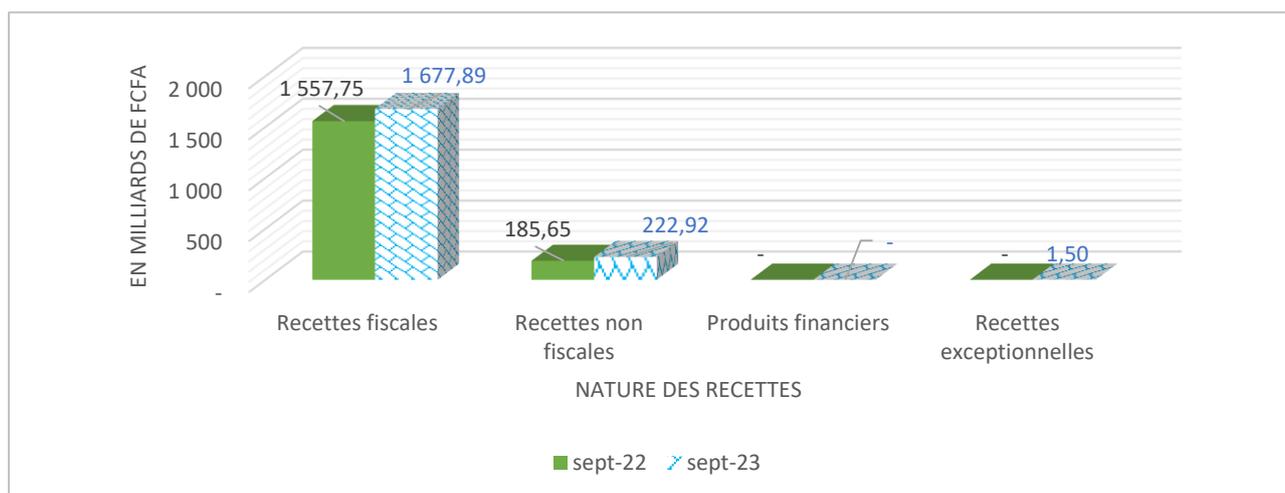
Source : DGB

II.2.1 Analyse des réalisations des recettes ordinaires à fin septembre 2023

Elle porte sur les ventes des produits et services, les recettes fiscales, les recettes non fiscales et les produits financiers.

Le graphique ci-dessous fait ressortir le niveau de recouvrements des recettes ordinaires à fin septembre 2022 et 2023 par nature.

Graphique 4 : Recouvrements des recettes ordinaires à fin septembre 2022 et 2023 par nature



Source : DGB

A. Analyse par nature des recettes ordinaires à fin septembre 2023

➤ Ventes des produits et services

Aucune prévision n'a été faite pour cette nature de recette qui a été ventilée au niveau des prévisions de recettes non fiscales.

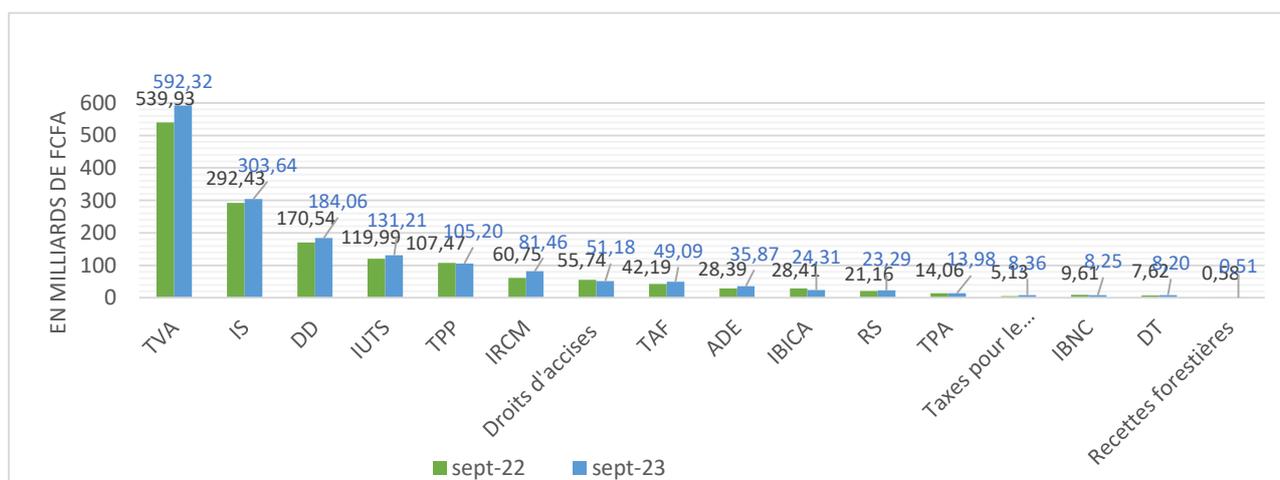
➤ Recettes fiscales

Au 30 septembre 2023, il a été recouvré 1 677,89 milliards FCFA sur des prévisions annuelles de 2 207,31 milliards FCFA, soit un taux de recouvrement de 76,01%.

Comparées à la même période en 2022, avec un niveau de réalisation cumulé de 1 557,75 milliards FCFA, il ressort une progression de 7,71% en valeur relative correspondant à 120,14 milliards FCFA en valeur absolue.

Le graphique ci-dessous fait ressortir le niveau de recouvrements de quelques impôts et taxes leaders à fin septembre 2022 et 2023.

Graphique 5 : Recouvrements de quelques impôts et taxes leaders à fin septembre 2022 et 2023



Source : DGB

□ Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services

Cette catégorie de recettes fiscales est essentiellement composée de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la taxe sur les produits pétroliers (TPP).

● **Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)**

La prévision annuelle de la taxe sur la valeur ajoutée au titre du budget 2023 est de 769,74 milliards FCFA dont 459,29 milliards FCFA à l'importation et 310,45 milliards FCFA à l'intérieur. À la date du 30 septembre 2023, le montant total cumulé recouvré par l'ensemble des régies est de 592,32 milliards FCFA, soit un taux d'exécution annuel de 76,95%.

Une analyse comparative entre les niveaux de recouvrement cumulé à fin septembre 2022 et 2023, fait ressortir une hausse de l'ordre de 9,70% en valeur relative et de 52,39 milliards FCFA en valeur absolue. Les réalisations de cette recette représentent 35,30% du recouvrement des recettes fiscales.

● **Taxe sur les produits pétroliers (TPP)**

Sur une prévision annuelle de 147,56 milliards FCFA, la TPP a été recouvrée au 30 septembre 2023 à hauteur de 105,20 milliards FCFA, soit un taux de réalisation annuel de 71,29%.

Comparativement à la même période de l'année 2022 où le recouvrement cumulé était de 107,47 milliards FCFA, il est observé une baisse de 2,11 % correspondant à un montant de 2,27 milliards FCFA. Les réalisations de cette recette représentent 6,27% du recouvrement des recettes fiscales.

□ **Impôts sur les revenus et bénéfiques**

L'analyse porte sur quelques impôts leaders tels que l'impôt sur les sociétés (IS), l'impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS), et sur les autres droits d'enregistrement (IRCM ou ADE).

● **Impôt sur les sociétés (IS)**

Sur une prévision annuelle de 410,44 milliards FCFA, le montant cumulé recouvré de l'IS se chiffre à 303,64 milliards FCFA au 30 septembre 2023, soit un taux d'exécution annuel de 73,98%. L'IS représente 18,10% des recettes fiscales.

En 2022 à la même période, le recouvrement de l'impôt sur les sociétés s'est établi à 292,43 milliards FCFA. De ce qui précède, il ressort une hausse du niveau de recouvrement de l'IS de 11,21 milliards FCFA (soit un taux de progression de 3,83%).

● **Impôt unique sur traitements et salaires (IUTS)**

Sur des prévisions annuelles de 162,30 milliards FCFA, le recouvrement cumulé de l'IUTS s'élève à 131,21 milliards FCFA à fin septembre 2023, soit un taux d'exécution annuel de 80,85%.

Comparativement à la même période en 2022, le niveau de recouvrement de l'IUTS est en hausse de 11,22 milliards FCFA en valeur absolue, correspondant à un taux de progression de l'ordre de 9,35%. L'IUTS représente 7,82% des recettes fiscales.

● **Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers (IRCM)**

Pour l'exercice budgétaire 2023, il est prévu un montant de 89,52 milliards FCFA au titre des IRCM. Sur la période de janvier à septembre, la DGI en a recouvré 81,46 milliards FCFA qui représentent 91,00% de l'objectif annuel sur ces droits.

Comparativement à fin septembre 2022 où le recouvrement était de 60,75 milliards FCFA, il ressort une hausse de 20,71 milliards FCFA correspondant à un taux de progression de 34,09%. L'IRCM représente 4,85% des réalisations des recettes fiscales.

□ **Droits et taxes à l'importation et à l'exportation**

Cette rubrique est composée pour l'essentiel des droits de douane, de la redevance statistique et des droits d'accises.

● **Droits de douane**

Le recouvrement cumulé des droits de douane (DD) s'est établi à 170,54 milliards FCFA et 184,06 milliards FCFA respectivement à fin septembre 2022 et 2023, soit une augmentation de 7,92%.

Par rapport à la prévision annuelle qui s'élève à 224,67 milliards FCFA, le taux de réalisation s'établit à 81,93% à fin septembre. Les DD représentent 10,97% des réalisations de recettes fiscales.

● **Redevance statistique**

Le niveau de recouvrement de la redevance statistique est en hausse de 2,13 milliards FCFA comparativement à 2022 à la même période. En effet, le recouvrement cumulé de ladite taxe est passé de 21,16 milliards FCFA au 30 septembre 2022 à 23,29 milliards FCFA au 30 septembre 2023. Relativement à la prévision de 2023 qui se chiffre à 30,09 milliards FCFA, le taux d'exécution se situe à 77,39%. Le montant recouvré représente 1,39% des réalisations des recettes fiscales.

● **Droits d'accises**

Les droits d'accises regroupent la taxe sur les boissons (TSB), la taxe sur les tabacs (TST), la taxe sur les produits de parfumerie et de cosmétique, la taxe sur la cola et la taxe sur les café et thé perçues en régime intérieur et de porte.

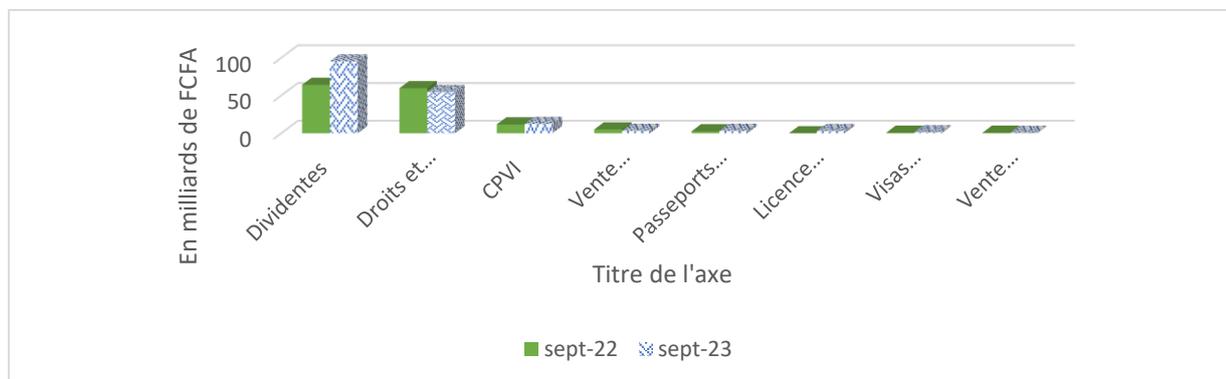
Le recouvrement cumulé desdits droits s'est établi à 51,18 milliards FCFA au 30 septembre 2023, contre 55,74 milliards FCFA à la même période en 2022, soit une baisse en volume de 4,56 milliard FCFA (-8,18%). Cette catégorie de recette représente 3,05% de la réalisation des recettes fiscales.

➤ **Recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales ont enregistré globalement une hausse de 20,07%, passant de 185,65 milliards FCFA à fin septembre 2022 à 222,92 milliards FCFA en 2023 au 30 septembre. Les recettes non fiscales représentent 11,72% du recouvrement cumulé des recettes ordinaires.

Le graphique ci-dessous fait ressortir le niveau de recouvrements de quelques impôts et taxes leaders à fin septembre 2022 et 2023.

Graphique 6 : Recouvrements de quelques impôts et taxes leaders à fin septembre 2022 et 2023



Source : DGB

➤ **Produits financiers**

Aucune prévision n'a été faite pour cette nature de recette. La prévision a été ventilée au niveau des prévisions de recettes non fiscales

➤ **Recettes exceptionnelles**

Aucune prévision n'a été faite concernant cette catégorie de recette. Par contre, un montant de 1,5 milliards FCFA a été recouvré et représente le paiement de cession des actifs miniers de l'Etat sur le périmètre de l'ancien permis de recherche de Dynikongo.

B. Analyse des réalisations des recettes ordinaires par structure de recouvrement

Les structures chargées du recouvrement des recettes ordinaires sont la Direction Générale des Impôts, la Direction Générale des Douanes et la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique. L'analyse est faite sur la base des prévisions de la Loi de finances initiale (LFI). Les objectifs annuels et à fin septembre assignés aux régies se chiffrent respectivement à 2 447,80 milliards FCFA et à 1 788,41 milliards FCFA.

➤ **Direction Générale des Impôts**

Au titre de sa mission de mobilisation des ressources fiscales intérieures, la Direction Générale des Impôts (DGI) s'est vue assigner, au titre de l'exercice budgétaire 2023 et sur la base de la Loi de finances initiale (LFI), un objectif de recouvrement de 1 280,36 milliards FCFA.

À fin septembre 2023, les recouvrements de la DGI se chiffrent à 951,69 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 74,33%. Ces recouvrements rapportés aux prévisions à fin septembre qui se chiffrent à 951,70 milliards FCFA font ressortir un taux de réalisation de 100%.

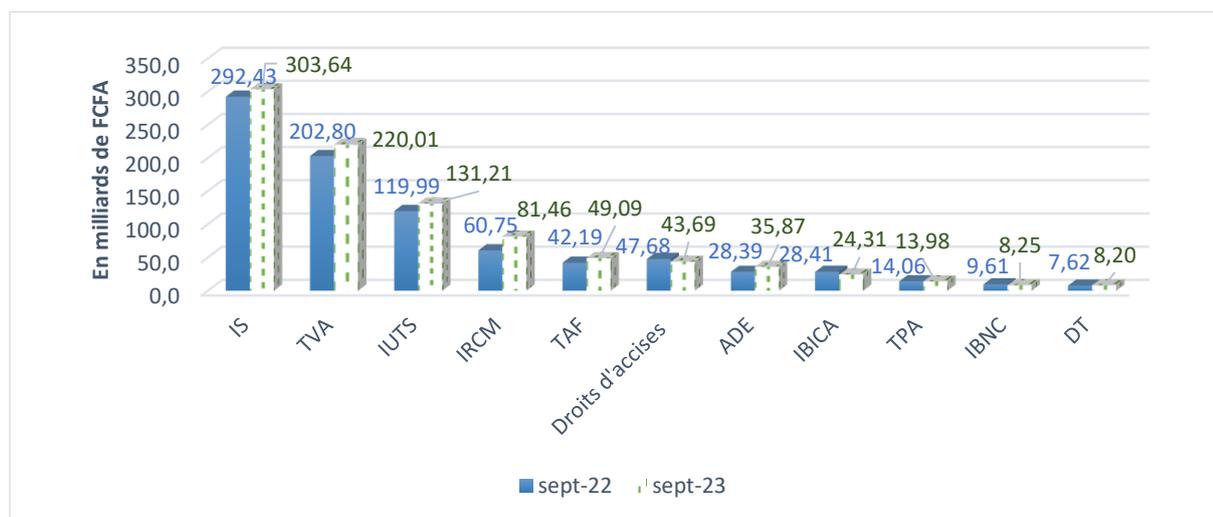
Les réalisations de la DGI représentent 50,03% du recouvrement cumulé des recettes ordinaires.

Ce niveau de recouvrement est expliqué en grande partie par :

- la vulgarisation des télé-procédures qui vise à faciliter la déclaration et le paiement en ligne des impôts et taxes par tous les segments de contribuables ;
- la multiplication des campagnes de recouvrement par les unités de recouvrement (UR) ;
- la répression de la fraude fiscale à travers la judiciarisation de certains actes (circuits de fausse facturation de TVA, utilisation frauduleuse de numéro IFU, ...) ;
- la poursuite des actions de maîtrise et d'apurement des RAR.

Le graphique ci-dessous présente le recouvrement cumulé à fin septembre 2022 et 2023 de quelques impôts leaders au niveau de la DGI.

Graphique 7 : Recouvrements de quelques impôts et taxes -leaders de la Direction Générale des Impôts à fin septembre 2022 et 2023.



Source : DGB

La DGI pourrait nettement améliorer ces résultats obtenus si elle n'était pas confrontée à des difficultés dont la plus importante est relative à la délocalisation de certaines sous unités de recouvrements dans les chefs-lieux des régions due à l'insécurité.

Les perspectives de recouvrement pour le reste de l'année sont estimées à 345,82 milliards FCFA dont 17 milliards FCFA alloués au titre de la loi de finances rectificative. Pour améliorer le niveau des recettes du budget de l'État, les activités seront orientées vers des actions porteuses de recettes additionnelles.

Plus spécifiquement, la DGI entreprendra les actions suivantes :

- l'opération de contrôle et de retrait des terrains à usage autre que d'habitation ;
- la promotion de l'exemplarité fiscale ;
- la justice fiscale en vue d'améliorer l'égalité de tous devant l'impôt et participer à la justice sociale ;
- la poursuite des opérations spéciales de recouvrements ;
- l'élargissement de l'assiette fiscale pour améliorer la répartition de la charge fiscale entre les contribuables ;
- les ajustements techniques et des taux dans le but d'améliorer l'administration et le rendement de l'impôt.

➤ **Direction Générale des Douanes**

L'objectif annuel de recouvrement assigné à la Direction Générale des Douanes (DGD) s'élève à 927,49 milliards FCFA selon la LFI.

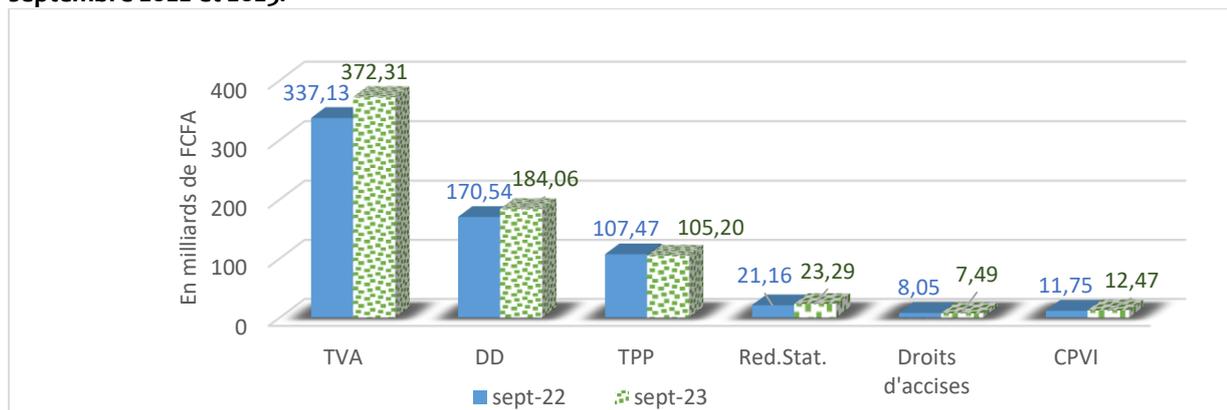
Au 30 septembre 2023, les réalisations de recettes pour le compte du budget de l'Etat se chiffrent à 730,37 milliards FCFA sur une prévision à la même période de 651,45 milliards FCFA, soit un taux de réalisation périodique de 112,12%. En rapportant la réalisation à l'objectif annuel, il ressort un taux d'exécution de 78,75%.

Ces réalisations, qui représentent 38,39% des recouvrements cumulés de recettes ordinaires au 30 septembre 2023, sont constituées de 717,69 milliards FCFA au titre des recettes fiscales et 12,68 milliards FCFA au titre de recettes non fiscales.

A la même période de l'année 2022, les réalisations de la DGD étaient de 681,25 milliards FCFA. Il ressort de l'analyse comparative du niveau de réalisations entre fin septembre 2022 et fin septembre 2023, une augmentation de 49,12 milliards FCFA soit un taux de progression de 7,21%.

Le graphique ci-dessous fait ressortir le niveau de recouvrements de quelques droits et taxes leaders de la Direction Générale des Douanes à fin septembre 2022 et 2023.

Graphique 8 : Recouvrements de quelques droits et taxes leaders de la Direction Générale des Douanes à fin septembre 2022 et 2023.



Source : DGB

Pour relever le défi de mobilisation des recettes pour l'année 2023, la DGD prévoit la poursuite de l'amélioration de ses performances, de la facilitation des échanges commerciaux et des réformes stratégiques.

Il s'agit de :

- la mise en place de la plateforme électronique de dédouanement des véhicules automobiles;
- le contrôle de la destination finale du matériel en exonération accordé aux sociétés minières;
- la finalisation des interconnexions du système informatique douanier du Burkina Faso avec les pays voisins;
- le cautionnement des marchandises en transit;
- le renforcement des capacités des vérificateurs sur le contrôle en entreprise ;
- la migration de la plateforme SYLVIE des opérations d'importation vers sa deuxième version ;
- l'identification du principal obligé.

➤ **Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique**

Au titre de l'exercice budgétaire 2023, l'objectif annuel initial de recouvrement de recettes assigné à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) est de 239,96 milliards FCFA. Cet objectif, constitué essentiellement de recettes non fiscales (98,27%), connaît une hausse de 3,20% correspondant à 7,45 milliards FCFA en terme nominale comparativement à la prévision initiale de 2022.

Au 30 septembre 2023, les réalisations de recettes pour le compte du budget de l'Etat se chiffrent à 220,25 milliards FCFA.

En rapportant ces réalisations à l'objectif annuel initial 2023, il ressort un taux de réalisation de 91,79%. Ces réalisations représentent 11,58% du recouvrement cumulé des recettes ordinaires.

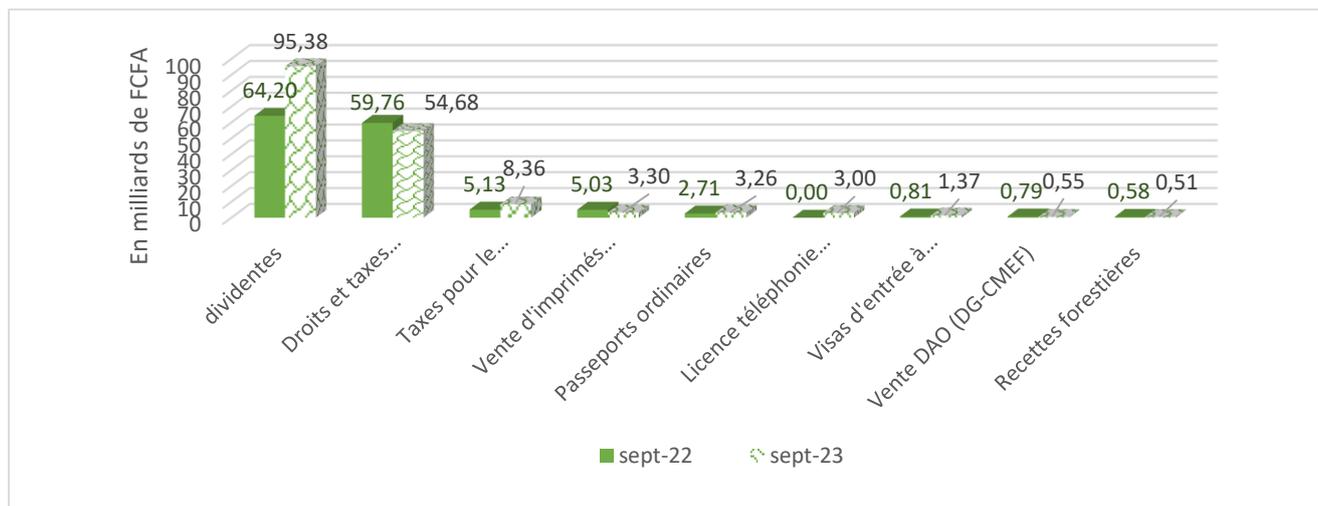
A titre comparé au 30 septembre 2022, les réalisations de recettes pour le compte du budget de l'Etat se chiffraient à 179,07 milliards FCFA. En rapportant ces réalisations à l'objectif annuel, il ressortait un taux de réalisation de 77,02%.

Entre 2022 et 2023 à fin septembre, les recettes mobilisées par la DGTCP ont augmenté de 41,18 milliards FCFA, soit un taux de progression de 22,99% en lien avec le recouvrement des recettes de la licence 4G de téléphonie mobile (3,00 milliards FCFA en 2023 contre 0 en 2022) et le bon niveau des dividendes (95,38 milliards FCFA en 2023 contre 64,20 milliards FCFA en 2022).

Le niveau de recouvrement atteint par la DGTCP à fin septembre 2023 est essentiellement porté par les recettes non fiscales (95,24%).

Le niveau de performances de la DGTCP a été porté essentiellement par les dividendes, les droits proportionnels et taxes superficielles et dans une moindre mesure la taxe pour le développement de la télé représentant respectivement 43,31%, 24,83% et 3,80% du total des recouvrements.

Graphique 9 : Recouvrements des recettes leaders de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique à fin septembre 2022 et 2023



Source : DGB

De façon globale, il ressort une hausse du niveau des recouvrements au 30 septembre 2023 comparé à son niveau en 2022 au regard du taux de progression de 22,99%.

La performance enregistrée entre 2022 et 2023 à fin septembre est également imputable à un meilleur recouvrement de certaines natures de recettes, à savoir :

- les recettes en atténuation des dépenses ;
- le reversement de la dévolution du résultat de l'ARCEP ;

- le reversement des recettes de l'exercice 2022 par les zones cotonnières ;
- la taxe sur l'usage des titres de transport aérien de passagers ;
- les recettes issues de la délivrance des passeports ordinaires et des visas d'entrée du ministère de la sécurité ;
- les recettes issues des opérations de nantissement des fonds de commerce et de la délivrance des actes tarifés de la justice ;
- la redevance pour l'exploitation des infrastructures de communication électronique ;
- la taxe de soutien au développement des activités audiovisuelles ;
- les recettes issues de la taxe d'inspection phytosanitaire et de la taxe de contrôle de la qualité des produits et du conditionnement.

Le niveau de performance de la DGTCP a aussi été tributaire de l'insécurité qui a joué négativement sur la mobilisation des ressources des unités de recouvrements.

Au regard des résultats enregistrés au 30 septembre 2023, la DGTCP poursuivra les efforts en vue d'atteindre l'objectif annuel de recouvrement. Dans ce sens, les mesures ou actions suivantes seront mises en œuvre :

- la poursuite de la sensibilisation des différents ministères et institutions en vue de l'implication des premiers responsables dans la mobilisation des recettes de service ;
- le suivi rapproché des acteurs du recouvrement par le contrôle et le reversement régulier des ressources collectées ;
- la lutte contre la fraude par la mise en œuvre de missions de contrôles ciblés ;
- l'amélioration des relations avec les usagers par le renforcement de la communication notamment, la mise en œuvre de campagnes d'information sur les prestations de l'administration ;
- la poursuite des activités de prospection de nouvelles recettes en vue de l'élargissement de l'assiette des recettes de service ;
- la tenue des cadres de concertation avec les acteurs de la chaîne de mobilisation des recettes de service ;
- l'exécution des missions de contrôle des prix sur les produits de grande consommation ;
- le contrôle des sociétés minières en termes de rapprochement des données sur les royalties déclarées et les quantités réelles d'or vendu ;
- la poursuite de la mise en œuvre du plan de contrôles des structures sous tutelle.

Le tableau ci-dessous fait ressortir la situation de recouvrements des recettes ordinaires par régie à fin septembre 2022 et 2023.

Tableau 5: Situation des recettes ordinaires par régie à fin septembre 2022 et 2023 (en milliards)

Nature de recettes	2022					2023							Variations 2022-2023	
	Prévisions annuelles LFI	Recouvrements au 30 septembre		Recouvrements du 3 ^{ème} trimestre		Prévisions annuelles LFI	Recouvrements au 30 septembre			Recouvrements du 3 ^{ème} trimestre		Perspective de recouvrement cumulé du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Absolue	Relative
		Montant	Taux (%)	Montant	Taux trimestriel (%)		Montant	Taux LFR (%)	Taux à fin septembre (%)	Montant	Taux trimestriel (%)			
	a	c	d=c/a	e	f=e/b	g	k	l=k/g	m=k/h	n	o=n/i	r	s=k-c	t=s/c
I. DGTCP	232,51	179,07	77,02	76,04	105,55	239,96	220,25	91,79	118,88	101,51	117,95	34,28	41,18	22,99
Vente de produits et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes fiscales	4,13	5,85	141,57	2,63	241,80	4,16	8,99	216,19	284,88	2,60	236,56	1,14	3,14	53,59
Recettes non fiscales	228,38	173,22	75,85	73,41	103,46	235,80	209,76	88,96	115,18	98,91	116,41	33,14	36,54	21,09
Produit financier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,50	0,00
II. DGI	1105,04	883,08	79,91	298,71	113,56	1280,36	951,69	74,33	100,00	318,37	102,80	328,817	68,60	7,77
Recettes fiscales	1104,41	882,64	79,92	298,58	113,58	1279,83	951,21	74,32	99,99	318,16	102,78	328,62	68,57	7,77
Recettes non fiscales	0,64	0,44	69,57	0,13	78,13	0,53	0,48	90,40	130,06	0,21	161,20	0,20	0,03	7,75
Produit financier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
III. DGD	772,49	681,25	88,19	257,69	134,74	927,49	730,37	78,75	112,12	250,21	107,66	276,04	49,12	7,21
Vente de produits et services		0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes fiscales	756,03	669,26	88,52	253,68	135,52	907,67	717,687	79,07	112,59	246,03	108,16	270,26	48,43	7,24
Recettes non fiscales	16,45	11,99	72,88	4,02	98,84	19,82	12,68	63,98	90,35	4,18	84,62	5,79	0,69	5,76
Produit financier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IV. Total Recettes Ordinaires (IV=I+II+III)	2 110,04	1 743,40	82,62	632,44	120,16	2 447,80	1 902,30	77,71	106,37	670,09	106,67	639,14	158,90	9,11
Vente de produits et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes fiscales	1 862,40	1 557,75	83,64	554,89	122,99	2 207,31	1 677,89	76,01	105,40	566,79	105,32	600,02	120,14	7,71
Recettes non fiscales	247,64	185,65	74,97	77,55	103,16	240,49	222,92	92,69	113,43	103,30	114,73	39,12	37,26	20,07
Produit financier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,50	0,00

Source : DGB

II.2.2 Analyse des réalisations des recettes extraordinaires à fin septembre

Les montants attendus au titre du budget 2023 se chiffrent à 283,46 milliards FCFA dont 43,87 milliards FCFA pour les dons programmes et 239,59 milliards FCFA au titre des dons projets.

Au 30 septembre 2023, un montant de 194,37 milliards FCFA a été enregistré, soit un taux de décaissement global annuel de 68,57%. Comparer à 2022 à la même période, où le taux était de 60,82% sur des prévisions de 339,07 milliards FCFA, il ressort une baisse des décaissements de 11,87 milliards FCFA.

Les recettes extraordinaires sont constituées des dons programmes et des dons projets.

A. Dons programmes

Sur une prévision annuelle base LFI de 43,87 milliards FCFA, dont 14,35 milliards FCFA de dons de partenaires bilatéraux et 29,52 milliards FCFA de dons de partenaires multilatéraux, il n'y a eu aucun décaissement de dons programmes à fin septembre 2023, d'où un taux annuel de décaissement nul. Cela s'explique par le fait qu'aucun décaissement n'avait été prévu sous la période sous revue.

A la même période en 2022, sur une prévision annuelle base LFI de 117,400 milliards de FCFA, les dons programmes ont été décaissés à hauteur de 60,27 milliards de FCFA, soit un taux annuel de décaissement de 51,33%.

Les perspectives de mobilisation de dons pour le reste de l'année demeurent quasiment nulles. En effet, eu égard aux changements institutionnels intervenus en 2022 dans notre pays, la quasi-totalité des PTF pourvoyeurs d'appuis budgétaires ont soit annulé leur contribution, soit transformé leurs appuis budgétaires en appuis projets. En conséquence, dans la nouvelle loi de finance rectificative, le montant total des prévisions de décaissement pour le reste de l'année au titre des dons a été abandonné et ressort nul.

B. Dons projets

Au 30 septembre 2023, le taux de réalisation annuel des dons projets est de 81,13% correspondant à un décaissement total de 194,37 milliards FCFA sur des prévisions de 239,59 milliards FCFA. Ce fort taux est expliqué par les décaissements hors prévision à hauteur de 20,95 milliards FCFA.

A la même période en 2022, ce taux était de 65,85% correspondant à des décaissements de 145,97 milliards FCFA sur des prévisions de 221,67 milliards FCFA. Il ressort un accroissement en volume de 48,40 milliards FCFA. Les dons projets sont constitués des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Les partenaires bilatéraux ont décaissé au titre des dons projets un montant de 18,81 milliards FCFA sur une prévision de 96,71 milliards FCFA, soit un taux de décaissement de 19,45%. La contribution des bilatéraux représente 9,68% du décaissement total des dons projets et 40,37% des prévisions totales y relatives.

Quant à la contribution des partenaires multilatéraux, elle représente respectivement 59,63% et 90,32% des prévisions et réalisations totales des dons projets.

En effet, sur des prévisions annuelles de 142,88 milliards FCFA, les décaissements effectifs desdits partenaires s'élèvent à 175,55 milliards FCFA, soit un taux de décaissement de 122,87%. Ce fort taux est imputable aux décaissements hors prévision de la Banque Mondiale et de la BAD.

Le tableau ci-après fait ressortir la situation des décaissements des dons projets par groupe de donateurs au 30 septembre 2023 (en milliards FCFA).

Tableau 6 : Situation des décaissements des dons projets par groupe de donateurs au 30 septembre 2023 (en FCFA)

Partenaires Multilatéraux	Decaissements	Partenaires Bilatéraux	Decaissements
BAD	9 252 283 110	Belgique	44 840 330
Banque Mondiale	163 996 039 482	FRANCE-AFD	3 412 106 087
FIDA	17 627 020	JAPON	4 586 414 360
PAM	2 006 017 780	RFA-KFW	9 906 383 932
Union Europeenne	281 070 252	Suède	864 750 000
Total	175 553 037 644	Total	18 814 494 709

Source : DGCOOP

Le tableau ci-dessous fait ressortir la synthèse du niveau de décaissement des recettes extraordinaires.

Tableau 7 : Situation des décaissements des dons projets et programmes par groupe de donateurs au 30 septembre 2022 et 2023 (en milliards FCFA)

BAILLEURS	2022			2023			ECART 2022-2023	
	Prévision annuelle CP	Décaissement au 30 septembre	Taux annuel (%)	Prévision annuelle CP	Décaissement au 30 septembre	Taux annuel (%)	ABSOLUE	RELATIF
DONS PROJETS	221,67	145,97	65,85	239,59	194,37	81,13	48,40	33,16
MULTILATERAL	137,58	136,25	99,03	142,88	175,55	122,87	39,30	28,85
BILATERAL	84,09	9,72	11,56	96,71	18,81	19,45	9,09	93,57
DONS PROGRAMMES	117,40	60,27	51,33	43,87	0,00	0,00	-60,27	-100,00
BILATERAL	13,25	0,00	0,00	14,35	0,00	0,00	0,00	0,00
MULTILATERAL	104,15	60,27	57,86	29,52	0,00	0,00	-60,27	-100,00
RECETTES EXTRAORDINNAIRES	339,07	206,23	60,82	283,46	194,37	68,57	-11,87	-5,75

Source : DGB

III. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

La présente partie fait le point de l'exécution des dépenses du budget de l'Etat, exercice 2023 à la date du 30 septembre. L'objectif escompté en termes d'exécution des dépenses de l'Etat en fin septembre 2023 est de 75%.

Les prévisions du budget de l'Etat, suivant la Loi de Finances Initiale (LFI) 2023 se chiffrent à 3 235,91 milliards FCFA de crédits de paiement (CP) et à 859,86 milliards FCFA de crédits d'autorisation d'engagement (AE).

Au terme du troisième trimestre 2023, le taux d'exécution global annuel sur la base des dépenses engagées visées au 30 septembre 2023 est de 79,33% des prévisions de CP ajustés. Hors financements extérieurs (subventions et prêts), le taux d'exécution ressort à 75,92% pour un montant engagé visé de 2 111,04 milliards FCFA.

Le niveau de liquidation global des engagements visés (y compris les subventions et les prêts) est de 96,93%

Le niveau des dépenses engagées visées cumulées est passé de 1 856,09 milliards FCFA au 30 juin 2023 à 2 567,20 milliards FCFA à fin septembre 2023. Il ressort un volume de dépenses engagées visées au cours du 3^{ème} trimestre de 711,11 milliards FCFA.

Ce volume trimestriel de dépenses engagées visées est en baisse de 175,15 milliards FCFA en valeur absolue et de 19,76% en valeur relative par rapport à celui du 2^{ème} trimestre. Cette baisse est portée principalement par les dépenses en capital dont le volume trimestriel a diminué de 151,96 milliards FCFA.

L'analyse détaillée s'articule autour des points suivants :

- la situation d'exécution par nature de dépenses ;
- la situation d'exécution des dépenses par programme ;
- la situation d'exécution des crédits délégués ;
- la situation d'exécution des dépenses spécifiques (dépenses sociales, dépenses de consommation d'électricité, dépenses liées à la COVID-19, restes à liquider, dépenses non abouties des exercices antérieurs à réengager sur l'exercice 2023).

La synthèse de l'exécution budgétaire par nature est consignée dans le tableau ci-après.

Tableau 7 : Situation d'exécution des dépenses par nature au 30 septembre 2022 et 2023 (en milliards de FCFA)

NATURE	2022				2023					VARIATION	
	AE AJUSTE*	CP AJUSTE*	MT EXECUTE	TAUX (EN %)	AE AJUSTE	CP_INIT	CP AJUSTE*	MT EXECUTE	TAUX (EN %)	MONTANT	EN %
DEPENSES ORDINAIRES	0,00	1 923,45	1 507,55	78,38	0,00	2 074,62	2 071,62	1 676,61	80,93	169,05	11,21
CHARGES FINANCIÈRES DE LA DETTE	0,00	195,80	155,74	79,54	0,00	234,16	234,16	228,74	97,69	73,01	46,88
DÉPENSES DE PERSONNEL	0,00	1 012,03	772,39	76,32	0,00	1 097,18	1 097,18	832,59	75,88	60,20	7,79
DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	0,00	218,25	161,94	74,20	0,00	209,00	222,77	154,74	69,46	-7,20	-4,45
DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS	0,00	496,37	417,11	84,03	0,00	533,28	516,07	459,21	88,98	42,10	10,09
DÉPENSES EN ATTÉNUATION DES RECETTES	0,00	1,00	0,38	37,77	0,00	1,00	1,43	1,32	92,56	0,95	250,44
DEPENSES EN CAPITAL	663,79	995,69	726,48	72,96	859,86	1 161,29	1 164,30	890,59	76,49	164,11	22,59
INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT	653,79	985,69	722,77	73,33	859,86	1 151,29	1 155,30	883,88	76,51	161,11	22,29
FINANCEMENT ETAT	329,05	639,53	437,70	68,44	443,71	696,00	700,09	427,72	61,09	-9,99	-2,28
ETAT SEUL	290,20	581,81	399,43	68,65	426,62	640,88	648,65	406,10	62,61	6,67	1,67
CONTRE PARTIE	38,86	57,73	38,28	66,30	17,09	55,12	51,44	21,62	42,02	-16,66	-43,52
FINANCEMENT EXTERIEUR	324,73	346,16	285,06	82,35	416,15	455,29	455,21	456,16	100,21	171,10	60,02
SUBVENTION	128,28	221,67	145,97	65,85	170,53	239,59	239,49	194,37	81,16	48,40	33,16
PRÊT	196,46	124,49	139,09	111,73	245,62	215,70	215,72	261,79	121,36	122,70	88,21
TRANSFERTS EN CAPITAL	10,00	10,00	3,71	37,14	0,00	10,00	9,00	6,71	74,60	3,00	80,81
TOTAL GENERAL	663,79	2 919,15	2 234,03	76,53	859,86	3 235,91	3 235,91	2 567,20	79,33	333,17	14,91

Source : DGB

III.1. ANALYSE DE L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT PAR NATURE DE DEPENSES

L'analyse selon la nature des dépenses est déclinée en dépenses ordinaires et en dépenses en capital.

Au 30 septembre 2023, les dépenses ordinaires affichent un taux d'engagé visé de 80,93% sur des CP ajustés de 2 071,62 milliards FCFA. Les dépenses en capital qui représentent 34,69% des dépenses totales engagées visées enregistrent un taux d'exécution de 76,49%. Les taux de liquidation des engagés visés des dépenses ordinaires et en capital ressortent respectivement à 97,80% et 95,31%.

En termes de volume trimestriel, les dépenses ordinaires enregistrent des montants engagés visés de 514,30milliards FCFA au cours 3^{ème} trimestre, soit une baisse de 23,45 milliards FCFA en valeur absolue et 4,36% en valeur relative par rapport au trimestre précédent.

Quant au volume trimestriel des dépenses en capital, il a diminué de 151,96 milliards FCFA, passant de 348,52 milliards FCFA au 2^{ème} trimestre à 196,57 milliards FCFA au 3^{ème} trimestre.

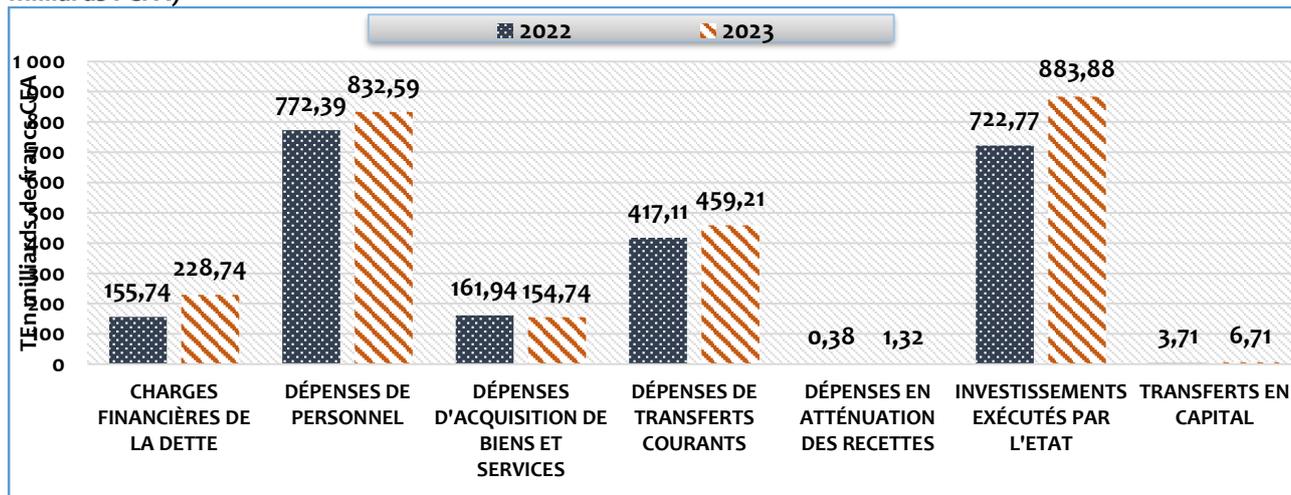
Le tableau et les graphiques suivants illustrent respectivement les niveaux d'exécution des dépenses du 2^{ème} et du 3^{ème} trimestre ainsi que le niveau cumulé des dépenses à fin septembre 2023 par nature.

Tableau 8 : Volume des dépenses engagées visées par nature des 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2022 (en milliards FCFA)

CATEGORIE	Cumul des engagés visés 2023			Volume des engagés vsés par trimestre			Variation du volume engagé visé	
	au 1er trim.	au 2e trim.	au 3e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	3e trim./ 2e trim.	en %
	[a]	[b]	[c]	[d]	[e]	[f]	[g=f-e]	[h=g/e]
DEPENSE ORDINAIRES	624,32	1 162,06	1 676,61	624,32	537,74	514,54	-23,20	-4,31
CHARGES FINANCIÈRES DE LA DETTE	54,16	145,83	228,74	54,16	91,66	82,92	-8,75	-9,54
DÉPENSES DE PERSONNELS	239,17	537,62	832,59	239,17	298,46	294,96	-3,49	-1,17
DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	61,63	121,55	154,74	61,63	59,93	33,18	-26,74	-44,63
DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS	268,73	356,06	459,21	268,73	87,33	103,15	15,82	18,11
DÉPENSES EN ATTÉNUATION DES RECETTES	0,64	1,00	1,32	0,64	0,36	0,32	-0,04	-9,85
DEPENSES EN CAPITAL	345,50	694,03	890,59	345,50	348,52	196,57	-151,96	-43,60
INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT	344,80	690,24	883,88	344,80	345,44	193,64	-151,80	-43,94
FINANCEMENT ETAT	140,31	310,30	427,72	140,31	169,99	117,42	-52,58	-30,93
0-ETAT SEUL	136,75	297,34	406,10	136,75	160,59	108,76	-51,83	-32,27
1-CONTRE PARTIE	3,56	12,96	21,62	3,56	9,41	8,65	-0,75	-7,99
FINANCEMENT EXTERIEUR	204,49	379,93	456,16	204,49	175,45	76,23	-99,22	-56,55
2-SUBVENTION	109,63	167,83	194,37	109,63	58,20	26,54	-31,67	-54,41
3-PRÊT	94,86	212,10	261,79	94,86	117,24	49,69	-67,55	-57,62
TRANSFERTS EN CAPITAL	0,71	3,79	6,71	0,71	3,08	2,92	-0,16	-5,15
Total général	969,82	1 856,09	2 567,20	969,82	886,26	711,11	-175,15	-19,76

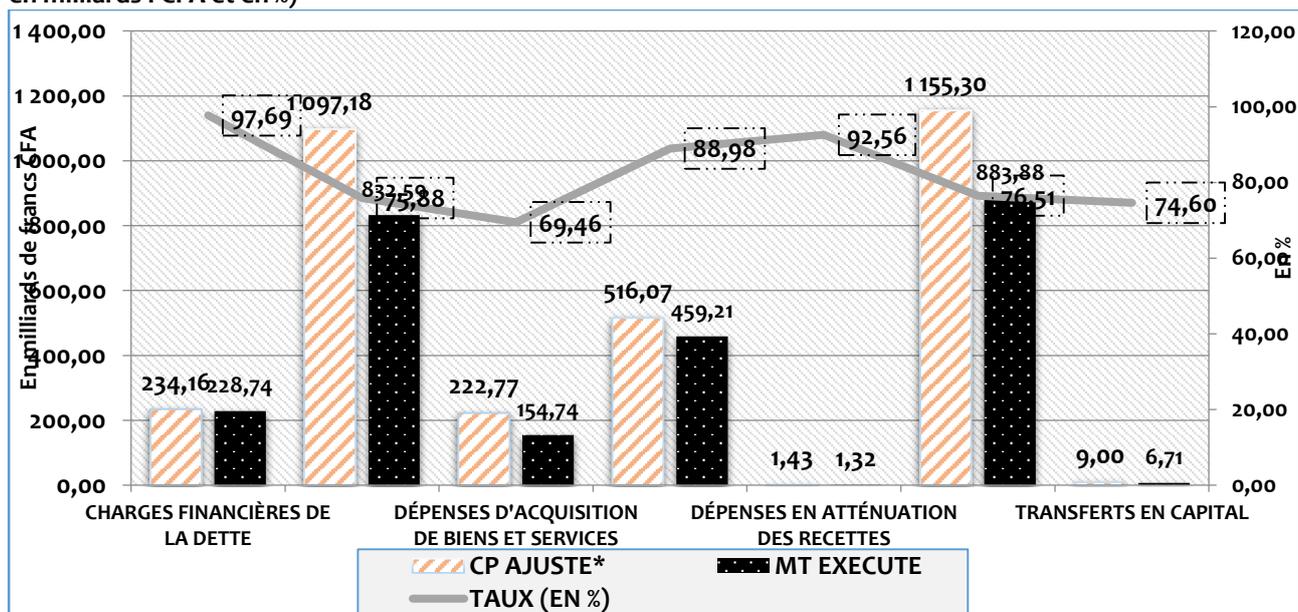
Source : DGB

Graphique 10 : Evolution des dépenses par nature entre fin septembre 2022 et 2023 (Base engagée visée, en milliards FCFA)



Source : DGB

Graphique 10 : Situation d'exécution du budget de l'Etat, exercice 2023, au 30 septembre (Base engagée visée, en milliards FCFA et en %)



Source : DGB

III.1.1 Dépenses ordinaires

Les prévisions de la LFI affichaient un montant des CP de 2 074,62 milliards FCFA au titre des dépenses ordinaires. Cependant, en prenant en compte la fongibilité asymétrique, ce montant s'élève à 2 071,62 milliards FCFA, soit une baisse de 3,01 milliards FCFA en valeur absolue.

A fin septembre 2023, le montant engagé visé au titre des dépenses ordinaires se chiffre à 1 676,61 milliards FCFA ce qui correspond à un taux d'exécution de 80,93%. Ce taux d'exécution est supérieur à la cible prévue à cette période (75,00%) avec un écart de 5,93 points.

Quant aux dépenses liquidées, elles s'élèvent à 1 639,69 milliards FCFA, soit un taux de liquidation des engagés visés de 97,80%.

A la même période en 2022, lesdites dépenses ont été engagées visées à hauteur de 1 507,55 milliards FCFA sur des CP ajustés de 1 923,45 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 78,38%.

En glissement annuel, le niveau d'exécution à fin septembre de ces dépenses affiche une augmentation en volume de 169,05 milliards FCFA. Cette hausse est portée par toutes les natures de dépenses à l'exception des dépenses d'acquisition de biens et services qui affichent une baisse de 7,22 milliards FCFA.

L'analyse du taux d'exécution global entre 2022 et 2023 fait ressortir une amélioration de 2,54 points de pourcentage.

Comparativement au trimestre précédent où le volume des dépenses engagées visées était de 537,74 milliards FCFA, le volume des dépenses engagées-visées au titre des dépenses ordinaires ressort au 30 septembre 2023 à 514,54 milliards FCFA, en baisse de 23,20 milliards FCFA en valeur absolue et de 4,31% en valeur relative. Cette diminution est due à toutes les natures de dépenses à l'exception des dépenses de transferts courants dont le volume a augmenté de 15,82 milliards FCFA.

Par composante, la situation des dépenses ordinaires se présente comme suit :

A. Charges financières de la dette

A fin septembre 2023, les paiements réels de la charge financière de la dette s'élèvent à **228,74 milliards FCFA** sur des crédits de paiement de 234,16 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de **97,69%**.

En 2022 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de **81,22%** pour un volume de paiement effectif de **159,01 milliards FCFA**.

En valeur absolue, les paiements effectifs de la charge financière de la dette ont augmenté de **69,74 milliards FCFA** entre 2022 et 2023, soit **43,86%** en valeur relative.

Cette progression est expliquée par le paiement des nouvelles charges liées aux nouveaux prêts et surtout celles liées au taux de change des devises fluctuantes (le dollar US, le SDR, KWD, AED, IDI, etc.). En effet, la montée du cours de ces devises à la suite de la guerre Russo-Ukrainienne a engendré des pertes de change qui constituent des charges supplémentaires pour le service de la dette.

Le niveau de paiement de la charge financière pourrait s'expliquer par l'accroissement de l'encours de la dette de l'Etat de 9,84%. En effet, l'encours de la dette de l'Etat est passé de 6 464,78 milliards FCFA au 30 septembre 2022 à 7 101,11 milliards FCFA au 30 septembre 2023.

En rappel, les nouveaux décaissements des financements extérieurs se chiffrent à 261,79 milliards FCFA (dont multilatéral : 222,36 milliards FCFA et bilatéral 39,43 milliards FCFA) et les émissions des titres publics à fin septembre 2023 à 568,83 milliards FCFA.

Le tableau ci-après donne le détail de l'exécution de cette nature de dépense.

Tableau 9 : Situation d'exécution des charges financières de la dette au 30 septembre 2023 (en milliers de FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		LIQUIDES		VBP		ECP	
			MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)
	[a]	[b]	[d]	[f=d/b]	[g]	[h=g/d]	[i]	[j=l/b]	[k]	[l=k/b]
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	234 160 242	234 160 242	228 744 698	97,58	228 744 698	100,00	228 744 698	97,69	228 744 698	97,69
Total général	234 160 242	234 160 242	228 744 698	97,69	228 744 698	100,00	228 744 698	97,69	228 744 698	97,69

Source : DGB

B. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel du budget de l'Etat, exercice 2023 au 30 septembre affichent un niveau des engagements visés de 832,59 milliards FCFA sur une prévision de 1 097,18 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 75,88%, mettant en exergue un écart positif de 0,88 point de pourcentage par rapport au taux repère de 75,00% attendu à fin septembre. Le niveau de liquidation des engagés visés se situe à 99,70%.

Le niveau d'exécution atteint à cette date est constitué de la solde mensuelle à hauteur de 567,39 milliards FCFA et des paiements hors solde ⁴d'un montant de 265,20 milliards FCFA.

L'exécution au-delà du taux repère est soutenu essentiellement par les rappels sur les actes de carrière (intégrations, avancements, régularisations de situation administrative, reconstitutions de carrière etc.) et sur les indemnités, ainsi que la régularisation de la charge salariale du troisième trimestre au profit des Missions diplomatiques et consulaires (MDC).

En 2022 à la même période, les dépenses engagées visées étaient de 772,39 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 76,32%. Ce niveau d'exécution était constitué de la solde mensuelle à

⁴ Les paiement hors solde concernent les regularisations des avantages salariaux (Indemnité de Départ à la Retraite, regularisation de situation administrative et indemnitaire, etc) octroyés à des personnes qui ne sont plus mandatés (en position de détachement, disponibilité, retraite, etc) sur le SIGASPE .

hauteur de 582,52 milliards FCFA et des paiements hors solde d'un montant de 189,86 milliards FCFA. L'analyse par ministère indique que 3 ministères absorbent à eux seuls 74,92% du poids de l'exécution globale des 33 sections, soit 623,78 milliards FCFA en valeur absolue. Il s'agit du ministère en charge de l'éducation nationale, du ministère en charge des armées et du ministère en charge de la santé qui absorbent respectivement 42,89%, 18,08% et 13,95% du poids de l'exécution globale.

Le détail des dépenses de personnel au 30 septembre 2023 est joint en [annexe 2](#).

C. Dépenses d'acquisitions de biens et services

Les engagements visés des dépenses d'acquisition de biens et services à fin septembre 2023 se chiffrent à 154,74 milliards FCFA sur des CP ajustés de 222,77 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 69,46%. Ce taux est en dessous du taux repère de 75,00% attendu à cette période, avec un écart de 5,54 points.

Il est à noter que vingt-deux (22) ministères et institutions enregistrent des taux d'exécution inférieurs au taux repère (75,00%).

En termes de liquidation, les dépenses s'établissent à 137,11 milliards FCFA, correspondant à un taux de liquidation de 88,61% par rapport aux montants engagés visés.

En 2022 à la même période, le taux était de 74,20% correspondant à des dépenses engagées visées de 161,94 milliards FCFA.

Entre les deux exercices budgétaires, les dépenses engagées visées ont diminué de 7,20 milliards FCFA. Cette régression est liée aux baisses constatées dans les paragraphes 611-Frais de transport et de mission (-15,05 milliards FCFA), 605-Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie (-3,86 milliards FCFA) et 612-Loyer et charges locatives (-3,22 milliards FCFA). Cependant, les paragraphes 622-Prestation de services et 601-Matières, matériel et fournitures ont connu respectivement des augmentations de 12,83 milliards FCFA et 2,80 milliards FCFA.

Le taux d'exécution affiche également une baisse de 1,48 point par rapport à l'exercice précédent.

Le volume de dépenses engagées-visées du 3^{ème} trimestre ressort à 33,18 milliards FCFA contre 59,93 milliards FCFA au 2^{ème} trimestre, soit une baisse de 26,74 milliards FCFA en valeur absolue et 44,63% en valeur relative.

Le détail des dépenses d'acquisition des biens et services au 30 septembre 2023 est joint en [annexe 3](#).

D. Dépenses de transferts courants

A la date du 30 septembre 2023, sur des CP ajustés de 516,07 milliards FCFA, les dépenses de transferts courants exécutées base « engagée visée » s'élèvent à 459,21 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 88,98%. Ce taux est supérieur au taux repère attendu (75,00%) à fin septembre avec un écart de 13,98 points.

Ce niveau d'exécution s'explique par le fait que ces dépenses sont quasiment exécutées par voie de déblocage. La prise en charge des subventions de l'Etat accordées au titre des hydrocarbures et du gaz (85,00 milliards FCFA) et des exonérations fiscales et douanières (21 milliards FCFA) représentent 23,08% des montants exécutés au titre de cette nature de dépenses. Cependant, neuf (09) ministères et institutions enregistrent des taux d'exécution inférieurs à la cible.

Les liquidations se chiffrent à 442,42 milliards FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 96,34% par rapport aux dépenses engagées visées.

En 2022 à la même période, le taux d'exécution était de 84,03% pour des dépenses engagées visées de 417,11 milliards FCFA.

Entre les deux exercices budgétaires, les dépenses engagées visées enregistrent une hausse de 42,10 milliards FCFA attribuable essentiellement aux paragraphes 649-Autres transferts (+36,13 milliards FCFA) et 646-Transferts aux autorités supranationales et contributions aux organisations internationales (+13,49 milliards FCFA) et 641-Transferts aux établissements publics nationaux (9,08 milliards FCFA). Cependant, les paragraphes 645-Transferts aux ménages et 643-Transferts aux autres administrations publiques ont enregistré des baisses respectives de 6,44 milliards FCFA et 5,19 milliards FCFA.

Le taux d'exécution affiche également une amélioration de 4,95 points par rapport à l'exercice précédent.

L'analyse en termes de volume fait ressortir un niveau de dépenses engagées visées de 103,15 milliards FCFA au 3^{ème} trimestre contre 87,33 milliards FCFA au 2^{ème} trimestre, soit une hausse de 15,82 milliards FCFA.

Le détail des dépenses de transferts courants au 30 septembre 2023 est joint en annexe 4.

E. Dépenses en atténuation des recettes

A la date du 30 septembre 2023, les dépenses en atténuation des recettes, inscrites en prévision pour un montant de 1,43 milliard FCFA, enregistrent un niveau d'exécution base « engagée visée » de 1,32 milliard FCFA, soit un taux d'exécution de 92,56%. Ce taux est supérieur à la cible escomptée à fin septembre (75,00%) avec un écart de 17,56 points.

Le taux de liquidation ressort à 100%.

En 2022 à la même période, le taux d'exécution était de 37,77% pour des dépenses engagées visées de 0,38 milliard FCFA.

III.1.2. Dépenses en capital

Les prévisions de crédits de paiement au titre des dépenses en capital inscrites dans la loi de finances initiale (LFI) de 2023 sont de 1 161,29 milliards FCFA. Cependant, en prenant en compte la fongibilité asymétrique, ce montant s'élève à 1 164,30 milliards FCFA, soit une hausse de 3,01 milliards FCFA en valeur absolue.

A fin septembre 2023, le montant exécuté au titre des dépenses en capital base « engagée visée » se chiffre à 890,59 milliards FCFA pour des CP ajustés de 1 164,30 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 76,49%. Comparé au taux repère attendu à fin septembre (75,00%), ce taux est supérieur à l'objectif avec un écart de 1,49 point.

Quant aux dépenses liquidées, elles s'élèvent à 848,79 milliards FCFA, soit un taux de liquidation appréciable des engagés visés de 95,31%.

A la même période en 2022, le taux d'exécution de ces dépenses était de 72,96% correspondant à des dépenses engagées visées de 726,48 milliards FCFA.

Entre les deux exercices budgétaires, les dépenses engagées visées ont augmenté de 164,11 milliards FCFA. Cette hausse est attribuable principalement aux dépenses d'investissements exécutés par l'Etat (+161,11 milliards FCFA).

Quant aux taux d'exécution, il s'est amélioré de 3,53 points par rapport à l'exercice précédent.

En volume, les dépenses en capital engagées visées sont passées de 348,52 milliards FCFA au 2^{ème} trimestre à 196,57 milliards FCFA au 3^{ème} trimestre, soit une baisse de 151,96 milliards FCFA.

Les dépenses en capital sont constituées de dépenses d'investissements exécutés par l'Etat et des dépenses de transferts en capital.

A. Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat

A fin septembre 2023, le montant des dépenses engagées visées au titre desdits investissements, toutes sources de financement confondues, s'élèvent à 883,88 milliards FCFA sur des CP ajustés de 1 155,30 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 76,51%. Ce taux est inférieur au taux repère escompté (75,00%) à cette période de l'année, avec un écart de 1,51 point.

Le montant liquidé se chiffre à 842,02 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 95,27% des engagés visés.

En 2022 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de 73,33% correspondant à des engagés visés de 722,77 milliards FCFA.

Entre les deux exercices budgétaires, il ressort une hausse du niveau d'exécution des dépenses engagées visées de 161,11 milliards FCFA. Cette hausse est imputable aux investissements financés sur ressources extérieures (+171,10 milliards FCFA), ceux financés sur ressources propres étant en baisse de 9,99 milliards FCFA.

L'annexe 5 donne le détail les dépenses d'investissements exécutés par l'Etat.

✓ Dépenses d'investissements sur ressources propres

A la date du 30 septembre 2023, sur des CP ajusté de 700,09 milliards FCFA, les dépenses d'investissements sur ressources propres affichent un niveau d'exécution de 427,72 milliards FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 61,09%. Ce taux est en deçà de l'objectif de 75,00% attendus à fin septembre avec un écart de 13,91 points. Un montant de 385,92 milliards FCFA des engagés visés a été liquidé soit un taux de liquidation 90,23%.

Il est à noter que vingt-trois (23) ministères et institutions enregistrent des taux d'exécution inférieurs au taux repère.

En 2022 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de 68,44% correspondant à des dépenses engagées visées de 437,70 milliards FCFA.

L'analyse comparative entre les deux exercices budgétaires à la même période fait ressortir une baisse du niveau d'exécution desdites dépenses de 9,99 milliards FCFA. Cette baisse résulte entièrement de la diminution des contreparties de l'Etat aux projets et programmes de développement (-16,66 milliards FCFA), les investissements liés aux projets et programmes financés exclusivement par l'Etat étant en hausse de 6,67 milliards FCFA.

L'analyse par paragraphe montre que la variation constatée se situe au niveau des paragraphes 629-Autres acquisitions de services (-56,77 milliards FCFA), 671-Intérêts et frais financiers sur la dette (-41,58 milliards FCFA), 244-Matériel et outillages techniques (-18,67 milliards FCFA), 235-Infrastructures (-11,44 milliards FCFA) et 221-Terrains (-8,40 milliards FCFA). Toutefois, les paragraphes 253-Mobiliers, matériels militaires et équipements et 679-Autres intérêts et frais bancaires ont augmenté respectivement de 105,01 milliards FCFA et 26,00 milliards FCFA.

Le taux d'exécution a régressé de 7,35 points par rapport à l'exercice précédent.

Le volume de dépenses d'investissements exécutés sur ressources propres au cours du 3^{ème} trimestre (1117,42 milliards FCFA) a diminué de 52,58 milliards FCFA par rapport au 2^{ème} trimestre qui enregistrait 169,99 milliards FCFA.

Le détail de l'exécution des investissements exécutés sur ressources propres est illustré dans **l'annexe n°6**.

✓ **Dépenses d'investissements financées sur ressources extérieures**

à fin septembre 2023, le montant total des décaissements s'élève à 371,31 milliards FCFA répartis en subvention (173,41 milliards FCFA) et en prêt (197,90 milliards FCFA). Le taux d'exécution se situe ainsi à 81,57% sur des crédits de paiement de 455,21 milliards FCFA.

En tenant compte des décaissements hors budget qui s'élèvent à 84,85 milliards FCFA dont 20,95 milliards FCFA au titre des subventions et 63,89 milliards FCFA au titre des prêts, le montant total des décaissements s'élève à 456,16 milliards FCFA répartis en subvention (194,37 milliards FCFA) et en prêt (261,79 milliards FCFA). Le taux d'exécution se situe ainsi à 100,21%.

En 2022 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de 82,35% correspondant à des dépenses ordonnancées de 285,06 milliards FCFA.

Entre les deux exercices budgétaires, il est à noter une hausse des dépenses d'investissements financées sur ressources extérieures (prêts + subventions) de 171,10 milliards FCFA.

Le tableau ci-après fait ressortir la situation d'exécution des dépenses d'investissements financées sur ressources extérieures au 30 septembre 2023.

Tableau 10 : Situation d'exécution des dépenses d'investissements financées sur ressources extérieures au 30 septembre 2023 (en millier de FCFA)

CATEGORIE	AE_INIT	AE_AJUST	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES CP		LIQUIDES		VBP	
					MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)
	[a]	[b]	[c]	[d]	[g]	[h=g/d]	[i]	[j=i/g]	[k]	[l=k/d]
2-Subvention	170 532 608	170 532 608	239 589 806	239 489 806	194 367 532	81,16	194 367 532	100,00	194 367 532	81,16
3-Prêt	245 621 422	245 621 422	215 699 014	215 718 214	261 791 753	121,36	261 791 753	100,00	261 791 753	121,36
Total général	416 154 030	416 154 030	455 288 820	455 208 020	371 311 993	81,57	371 311 993	100,00	456 159 285	100,21

Source : DGB

B. Transferts en capital

Les dépenses de transferts en capital (des crédits de paiement ajustés de 9,00 milliards FCFA) ont été engagées et visées pour un montant de 6,71 milliards FCFA au titre des prises de participation à l'extérieur, soit un taux d'exécution de 74,60%. Ce montant a été entièrement liquidé à fin septembre 2023.

En 2022 à la même période, le montant des crédits de paiement était de 10,00 milliards FCFA et le taux d'exécution était de 37,14%.

III.2. ANALYSE DE LA SITUATION D'EXECUTION PAR PROGRAMME ET DOTATION

III.3. Analyse de la situation d'exécution des CP des programmes et dotations

L'état des consommations des CP ajustés⁵ sur la base des montants engagés visés à la date du 30 septembre, indique que 76 programmes et dotations budgétaires sur 126, soit 60,31% de l'effectif, enregistrent un taux d'exécution en deçà du taux repère de 75,00%.

La situation détaillée se présente comme suit :

- 7 programmes enregistrent un taux d'exécution des CP inférieur à 25% ;
- 18 programmes enregistrent un taux d'exécution des CP compris entre 25% et 50% ;
- 51 programmes enregistrent un taux d'exécution des CP compris entre 50% et 75% ;
- 50 programmes enregistrent un taux d'exécution des CP supérieur ou égal à 75%.

⁵ Hors financements extérieurs et hors dépenses de personnel

III.4. Analyse de la situation d'exécution des AE des programmes et dotations

L'examen de la situation des consommations des AE ajustées (base « engagée visée ») révèle que sur un total de 93 programmes et dotations budgétaires, 72 programmes et dotations, soit 77,42% de l'effectif, enregistrent un taux d'exécution en deçà du taux repère de 75,00% au 30 septembre 2023.

La situation détaillée se présente comme suit :

- 51 programmes enregistrent un taux d'exécution des AE inférieur à 25% ;
- 10 programmes enregistrent un taux d'exécution des AE compris entre 25% et 50%;
- 11 programmes enregistrent un taux d'exécution des AE compris entre 50% et 75%;
- 21 programmes enregistrent un taux d'exécution des AE supérieur ou égal à 75%.

En somme, il ressort que les crédits d'AE ajustés de 443,71 milliards FCFA ont été engagés visés (hors financements extérieurs) à hauteur de 226,68 milliards FCFA d'où un taux d'exécution de 51,09%.

Les annexes 7 et 8 donnent les niveaux d'exécution des CP et AE par programme au 30 septembre 2023.

III.5. ANALYSE DES CREDITS DELEGUES

Dans cette partie, il sera analysé les crédits délégués aux structures déconcentrées des ministères et institutions au titre des dépenses d'acquisition de biens et services.

A fin septembre 2023, lesdites dépenses ont enregistré un montant engagé visé de 29,84 milliards FCFA sur des CP ajustés de 37,47 milliards FCFA, correspondant à un taux de 79,66%. Ces engagements visés ont été liquidés à hauteur de 26,91 milliards FCFA, soit un taux de liquidation de 90,16%

A la même date en 2022, le taux d'exécution des crédits délégués était de 89,67% correspondant à des dépenses engagées visées de 34,04 milliards FCFA.

Le détail par ministère disposant de crédits délégués est fourni en [annexe 10](#).

III.6. ANALYSE DES DEPENSES SOCIALES

Les dépenses sociales de réduction de la pauvreté sont définies comme celles contribuant à la lutte contre la pauvreté et bénéficiant en majorité aux couches les plus vulnérables. Ces dépenses à l'instar de celles des autres thématiques transversales du budget (genre et droits de l'enfant, réduction des effets de changement climatique) font l'objet de suivi en programmation et en exécution.

Relativement au contexte national, ces dépenses s'inscrivent en droite ligne des actions entreprises par le Gouvernement pour le relèvement des populations affectées par la crise humanitaire.

L'identification de ces dépenses donnait un montant de 456,47 milliards FCFA de crédits de paiement dans la LFI. A fin septembre 2023, ces crédits étaient engagés visés à hauteur de 330,09 milliards FCFA sur des CP ajustés de 456,08 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 72,37%. Le taux de liquidation des engagements visés ressort à 87,47%.

Les engagements ont porté sur les dépenses ordinaires pour 228,10 milliards FCFA et de dépenses en capital pour 101,99 milliards FCFA, ce qui correspond à des taux d'exécution respectifs de 85,70% et de 53,70% et leurs liquidations ressortent à 93,86% et 73,18%.

La situation d'exécution des dites dépenses par section est fourni en annexe 11.

III.7. ANALYSE DES DEPENSES DE CONSOMMATION D'EAU, D'ELECTRICITE ET DE TELEPHONE

Les mesures de rationalisation des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone de l'Etat se poursuivent par :

- le renforcement des textes encadrant l'utilisation des abonnements publics d'eau, d'électricité et de téléphone ;
- la mise en œuvre des recommandations des audits des branchements et d'abonnements d'eau, d'électricité et de téléphone réalisés courant 2017 ;
- le suivi et le contrôle des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone des ministères et institution.

Aussi, l'analyse se fera selon la disponibilité des données sur les dépenses de consommation d'électricité (fin juin 2023) d'eau (fin mai 2023) et téléphone (fin juin 2023).

III. 7.1 Analyse des dépenses de consommation d'électricité

Les dépenses de consommation d'électricité se sont établies à fin juin 2023 à 10,91 milliards FCFA contre 10,26 milliards FCFA à la même période en 2022, soit une hausse de 6,27% .

Tableau 11 : Evolution de consommation d'électricité à fin juin sur la période 2022 à 2023

Rubrique	A fin juin 2022	A fin juin 2023	Ecart (%)
Consommation d'électricité	10 264 825 229	10 908 941 788	6,27%

Source : DGAIE

Cette hausse est imputable principalement à la hausse des consommations d'électricité de certains ministères et institutions. Il s'agit entre autres du Conseil Supérieur de la Communication (+53,61%), du Conseil Economique et Social (+41,77%) et du ministère en charge de la défense (+22,36%).

III. 7.2 Analyse des dépenses de consommation d'eau

Les dépenses de consommation d'eau se sont établies à fin mai 2023 à 3,50 milliards FCFA contre 3,75 milliards FCFA à la même période en 2022, soit une baisse de 6,62%.

Tableau 12: Evolution de consommation d'eau à fin mai sur la période 2022 à 2023

Rubrique	A fin mai 2022	A fin mai 2023	Ecart (%)
Consommation d'eau	3 746 308 713	3 498 390 887	- 6,62%

Source : DGAIE

Cette baisse est imputable principalement à la baisse des consommations d'eau de certains ministères et institutions. Il s'agit entre autres du Conseil Constitutionnel (-64,21%), du Ministère en charge des Sports (-50,14%) et des Hôtels Administratifs (-42,66%).

III. 7.3 Analyse des dépenses de consommation de téléphone

A fin juin 2023, les dépenses de communications téléphoniques se sont établies à 3,06 milliards FCFA contre 2,99 milliards FCFA à la même période en 2022, soit une hausse de 2,34%.

Tableau 13: Evolution des dépenses de communications téléphoniques à fin juin sur la période 2022 à 2023

Rubrique	A fin juin 2022	A fin juin 2023	Ecart (%)
Consommation de téléphone	2 990 135 432	3 060 113 807	2,34%

Source : DGAIE

Cette hausse est imputable principalement à la hausse des consommations de téléphone de certains ministères et institutions. Il s'agit notamment du Commission Informatique et des Libertés (+147,60%), de la Cour des Comptes (+118,36%) et de la Primature (+83,89%).

Les annexes 12, 13 et 14 donnent respectivement les consommations d'électricité, d'eau et de téléphones

III.8. SITUATION DES RESTES A LIQUIDER EN PROCEDURE NORMALE

Au 30 septembre 2023, sur un montant de dépenses engagées en procédure normale de 990,31 milliards FCFA, il a été liquidé 903,21 milliards FCFA, soit un taux de liquidation de 91,20%.

L'analyse détaillée fait ressortir un niveau de liquidation assez-satisfaisant dans l'ensemble des ministères et institutions.

Le montant total des restes à liquider est de 87,10 milliards FCFA soit un taux de 8,80% des dépenses engagées en procédure normale.

Les détails des restes à liquider en procédure normale par section et par programme sont consignés dans dans *les annexes 15 et 16*.

IV. ANALYSE DES INDICATEURS DE BONNE GOUVERNANCE DES MARCHES PUBLICS

Dans le cadre du suivi des délais de traitement des dossiers de marchés publics et des délégations de service public, à fin septembre 2023, pour les ministères et institutions⁶ ayant transmis les contrats approuvés et pour toute source de financement confondue, 973 marchés dont 262 conventions ont été approuvés pour un montant total de 179,83 milliards FCFA.

En 2022, à la même période, pour les ministères et institutions ayant transmis les contrats approuvés et toute source de financement confondue, 688 marchés dont 266 conventions ont été approuvés pour un montant total de 84,59 milliards FCFA.

La situation des indicateurs de bonne gouvernance économique en matière de marchés publics se présente comme suit :

IV.1. DU RESPECT DE L'INDICATEUR "IP18"

Cet indicateur apprécie le pourcentage des marchés publics conclus dans le délai de validité des offres.

A fin septembre 2023, sur un total de 711 marchés approuvés concernés par le délai de traitement, 671 marchés pour un montant de 155,64 milliards FCFA ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de 94,37% en nombre et 96,61% en valeur pour une cible supérieure à 90% dans les deux cas selon la matrice du cadre de résultats 2023-2025 du PTA du MEFP.

Lesdits marchés approuvés et concernés par le délai de validité des offres se décomposent comme suit par source de financement :

- 628 marchés financés sur ressources propres ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de 94,01% ;
- 43 marchés financés sur ressources extérieurs ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de 100%.

Il ressort donc un respect de l'indicateur "IP18" en nombre et en valeur à fin septembre 2023.

⁶ Les 22 ministères et institutions ayant transmis les contrats approuvés à fin septembre 2023 : PRESIDENCE DU FASO, PRIMATURE, CES, MATDS, MAECRBE, MEFP, MFPTPS, MSJE, MSHP, MSAHRNGF, MENAPLN, MESRI, MEMC MARAH, MID, MTDPC, MTMUSR, MUAFFH, MEEA, CSC, CENI, COURS DE CASSATION.

IV.2. DU RESPECT DE L'INDICATEUR "IP19"

Cet indicateur apprécie le pourcentage des marchés publics conclus suivant le type de procédure. Le détail des marchés approuvés à fin septembre 2023 suivant le type de procédure se présente comme suit :

➤ Appel à concurrence ouverte

628 marchés passés par appel à concurrence ouverte ont été approuvés à fin septembre 2023 pour un montant de 139,71 milliards FCFA.

Le taux des appels à concurrence ouverte à fin septembre est de 86,72% selon la valeur et 88,47% selon le nombre pour une norme d'au moins 85% dans les deux cas.

➤ Procédures exceptionnelles (Entente Directe et Appels à concurrence restreinte).

82 marchés passés par les procédures exceptionnelles ont été approuvés à fin septembre 2023 pour un montant total de 21,39 milliards FCFA.

Ces marchés représentent des taux de 13,28% selon la valeur et de 11,53% selon le nombre pour une cible prévisionnelle inférieure à 15 % dans les deux cas.

En ce qui concerne les ententes directes, 65 marchés ont été approuvés et conclus pour un montant global de 20,45 milliards FCFA.

S'agissant des appels d'offres restreints et consultations restreintes, le montant global des 17 marchés approuvés et conclus est de 939,54 millions FCFA.

A fin septembre 2023, il est noté un respect de l'indicateur "IP19" en nombre et en valeur.

En conclusion, il faut relever qu'à fin septembre 2023, les indicateurs "IP18" et "IP19" de bonne gouvernance économique en matière de marchés publics sont respectés.

IV.3. SITUATION DES REMISES DE PENALITES ET DE PAIEMENT DES INTERETS MORATOIRES

A la date du 30 septembre 2023, il a été accordé des remises de pénalités de retard à hauteur de 133,762 millions FCFA correspondant à vingt (20) requêtes.

Ces remises de pénalités de retard s'expliquent essentiellement par des cas de force majeure intervenus dans l'exécution des prestations relatives aux marchés ou par des manquements des autorités contractantes dans le suivi de l'exécution des contrats.

Elles peuvent s'expliquer également par des pénalités de retard induites calculées.

En ce qui concerne les intérêts moratoires, il a été émis quatre (04) avis favorables correspondant à un montant de 21,03 millions FCFA au 30 septembre 2023.

V. SITUATION D'EXECUTION DES PLANS DE DEBLOCAGES DE FONDS

Les prévisions de déblocage de fonds sur le budget de l'Etat, exercice 2023 s'élèvent à 1 192, 98 milliards FCFA (contre 1 069, 21 milliards FCFA en 2022) dont 1 179,4 milliards FCFA pour les besoins en fin septembre (c'est-à-dire pour les trois (03) trimestres), soit 98,86% des prévisions totales.

Au 30 septembre 2023, le niveau global des déblocages effectués est de 953,98 milliards FCFA correspondant à un taux d'exécution global de 79,97% (pour une cible attendue à fin septembre de 98,86%).

A la même période en 2022, il avait été débloqué 837,93 milliards FCFA correspondant à un taux d'exécution global de 78,37% (la cible était de 89,16%).

Le taux d'exécution connaît une hausse de 13,85% correspondant à un accroissement de 116,05 milliards FCFA.

V.1. SITUATION D'EXECUTION PAR NATURE DE DEPENSES

En dehors des investissements (avec un taux de 74,54%), toutes les autres natures de dépenses enregistrent un taux de déblocage supérieurs à 80%.

Les restes à débloquer se situent à 239,00 milliards FCFA.

A l'effet de permettre une meilleure exécution du budget 2023 dans les délais prescrits, les ministères et institutions sont invités à transmettre dans les délais les pièces justificatives des décisions de déblocage antérieurs afin d'obtenir les rapports de vérification nécessaires au déblocage des tranches suivantes.

La situation d'exécution par nature de dépenses se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 13: Situation d'exécution du plan de déblocage de fonds à fin septembre 2023 (en milliards de F CFA)

Sections / Natures de dépenses	Prévisions déblocage annuelles	Prévisions déblocage au 30 septembre	Taux de référence	Montant total débloqué	Taux d'exécution global	Restes à débloquer fin décembre
	[a]	[b]	[c=b/a]	[d]	[e=d/a]	[f=a-d]
Dépenses de personnel	296 256 487	296 256 487	100,00%	245 660 102	82,92%	50 596 385
Acquisition de biens et de services	83 781 012	83 263 734	99,38%	68 445 329	81,70%	15 335 683
Dépenses de transferts courants	375 061 416	373 684 753	99,63%	313 463 165	83,58%	61 598 251
Investissements exécutés	437 878 726	426 229 766	97,34%	326 410 362	74,54%	111 468 364
TOTAL GENERAL	1 192 977 641	1 179 434 739	98,86%	953 978 958	79,97%	238 998 683

Source : SI N@folo-SIGASPE/DG-CMEF, septembre 2023

V.2. EXECUTION DU PLAN DE DEBLOCAGE DE FONDS PAR MINISTERE ET INSTITUTION

L'analyse de la situation indique que vingt-quatre (24) ministères et institutions enregistrent un taux d'exécution supérieur au taux global de 79,97% à fin septembre 2023. Il y a, cependant, lieu de signaler que la Primature et la Commission Nationale des Droits Humains enregistrent des taux d'exécution très faibles respectivement de 1,11% et de 0,00%.

L'*annexe 16* donne respectivement la synthèse par programme des dépenses et par ministère ou institution la situation d'exécution du plan de déblocage de fonds au 30 septembre 2022.

V.3. EXECUTION DU PLAN DE DEBLOCAGE DE FONDS PAR PROGRAMME BUDGETAIRE

Cent vingt-deux (122) programmes budgétaire sont concernés par les déblocages de fonds. L'analyse par programme budgétaire fait ressortir ce qui suit :

- Vingt-un (21) programmes budgétaires connaissent un taux d'exécution de 100%, avec un poids de 8,36% ;
- Quarante-quatre (44) programmes budgétaires enregistrent des taux d'exécution compris en 100% et 75%. Ils représentent 84,46% du montant débloqué à fin septembre 2023 ;
- Vingt-un (21) programmes budgétaires connaissent des taux d'exécution situés entre 75% et 50% ;
- Quinze (15) programmes budgétaires enregistrent de faibles taux en deçà de 50% dont quatre (04) programmes budgétaires n'ayant toujours pas connu un début d'exécution à fin septembre 2023.

L'annexe 17 donne respectivement la synthèse par programme des dépenses et par ministère ou institution la situation d'exécution du plan de déblocage de fonds au 30 septembre 2022.

V.4. DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS DE DEBLOCAGE DES FONDS.

Les difficultés liées à la non justification des précédents déblocages de fonds constituent un frein quant au respect de la mise en œuvre du plan de déblocage de fonds.

Le retard accusé par les structures bénéficiaires dans le transfert des pièces justificatives influence négativement la production diligente des rapports de vérification indispensables au déblocage des tranches suivantes.

Il y a lieu également de relever la modification tardive des plans de déblocage initiaux qui interviennent en cours d'exécution.

VI. EVOLUTION DES DELAIS DE PAIEMENT DE LA DEPENSE PUBLIQUE

Le délai de paiement s'entend de la période qui va de la délivrance par le gestionnaire de crédits du reçu de demande de liquidation au règlement de la dépense par le comptable public.

C'est un indicateur qui témoigne de la bonne performance administrative et économique d'un pays. Réduire davantage les délais constitue une préoccupation constante de notre administration.

Le référentiel des délais de paiement en matière d'exécution des dépenses publiques a été actualisé et les délais de paiement sont suivis auprès des ministères et institutions. Les délais sont également calculés sur les dépenses exécutées sous la forme de crédits délégués au niveau régional.

Par ailleurs, les dossiers qui font l'objet de suivi, ne concernent que ceux de la procédure normale d'exécution des dépenses publiques.

La présente partie fait le point sur les délais de paiement des dossiers de dépenses au 30 septembre 2023. Il présente d'abord la situation au niveau central avant de s'intéresser à celle des structures déconcentrées. Il relève à chaque niveau les principales préoccupations et propose des solutions.

VI.1. LES DÉLAIS DE PAIEMENT AU NIVEAU CENTRAL

Du 1^{er} janvier au 30 septembre 2023, 1 199 mandats « procédure normale » de l'année 2023 ont été payés pour un montant de 33,21 milliards FCFA contre 1 354 mandats pour un montant de 49,78 milliards FCFA à la même période en 2022.

Cette situation s'explique essentiellement par des difficultés d'ordre technique rencontrées avec le nouveau logiciel de finances publiques SI N@folo. Cela a impacté les délais de paiement qui sont légèrement au-delà des 47 jours.

VI.2. LES DELAIS DE PAIEMENT AU NIVEAU DECONCENTRE

A fin septembre 2023, 4 120 mandats « procédure normale » de l'année 2023 ont été payés sur les crédits délégués pour un montant de 6,77 milliards FCFA contre 5 987 mandats pour un montant de 9,57 milliards FCFA à la même période en 2022. Le délai moyen de paiement n'a pas pu être contenu dans les 47 jours requis.

Cependant, il s'avère nécessaire de poursuivre la mise en œuvre des réformes entreprises en vue de permettre une réduction encore plus significative des délais.

Il s'agit notamment de :

- ❖ la poursuite des réformes budgétaires et comptables engagées ;
- ❖ l'opérationnalisation des Directions de la solde et de l'ordonnancement (DSO) dans les ministères et institutions ;
- ❖ la formation des acteurs sur la nouvelle nomenclature des pièces justificatives en vue d'améliorer la qualité des dossiers ;
- ❖ le renforcement des effectifs notamment ceux chargés de la transmission des dossiers physiques surtout au niveau déconcentré.

VII. GESTION DE LA TRESORERIE

La gestion de la trésorerie a pour objectif principal de permettre à l'Etat et ses démembrements d'honorer leurs engagements financiers échus à bonne date.

Le présent rapport fait le point des opérations de trésorerie au 30 septembre 2023 et des difficultés rencontrées au cours de leur exécution.

Le présent rapport synthétique donne un aperçu de la situation de la trésorerie sur les encaissements, les décaissements, les disponibilités de trésorerie, les instances de paiement, les difficultés ainsi que des perspectives.

VII.1. SITUATION DES ENCAISSEMENTS AU 30 SEPTEMBRE 2023

Au 30 septembre 2023, au total 2 856,78 milliards FCFA ont été encaissés sur des comptes de disponibilités des comptes directs du Trésor contre 2 706,12 milliards FCFA au 30 septembre 2022, soit un taux de progression de 5,57% en glissement annuel.

Sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2023, l'Etat a eu recours à quatorze (14) émissions de titres publics pour financer la trésorerie à hauteur de 784,02 milliards FCFA. Cela représente 27,44% des encaissements réalisés sur la période sous revue et traduit l'apport des titres publics dans le financement de la trésorerie de l'Etat.

Au titre des financements extérieurs, l'Etat a bénéficié du FMI un montant de 68,53 milliards FCFA représentant 2,40% des encaissements réalisés ; dont 48,98 milliards FCFA du guichet choc alimentaire et 19,55 milliards FCFA du Droit spécial de tirage (DTS) au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC).

VII.2. SITUATION DES DECAISSEMENTS AU 30 SEPTEMBRE 2023

Au 30 septembre 2023, le montant total des décaissements effectués par le Trésor Public se chiffre à 2 964,19 milliards FCFA. A la même période en 2022, les décaissements se situaient à 2 555,16 milliards FCFA, soit un taux de progression de 16,01% en glissement annuel.

VII.3. SOLDE DES OPERATIONS D'ENCAISSEMENTS ET DE DECAISSEMENTS AU 30 SEPTEMBRE 2023

Sur la période sous revue, en rapprochant les encaissements des décaissements, il se dégage un solde débiteur de 107,41 milliards FCFA. Ce solde est entièrement couvert par les disponibilités utilisables de début de période de l'ordre de 117,18 milliards FCFA.

VII.4. EVOLUTION DES INSTANCES DE PAIEMENTS DU TRESOR PUBLIC AU 30 SEPTEMBRE 2023

Les dépenses en instance de paiement au 30 septembre 2023 se chiffrent à 172,35 milliards FCFA. A la même période de 2022, le niveau de ces instances était de 25,20 milliards FCFA. Ces instances seront prises en compte au dernier trimestre de l'année en cours.

VII.5. SITUATION DES DISPONIBILITES DE TRESORERIE AU 30 SEPTEMBRE 2023

Au 30 septembre 2023, les disponibilités totales au Trésor se chiffrent à 199,51 milliards FCFA contre 417,03 milliards FCFA au 30 septembre 2022, soit un taux en baisse de 52,16% en glissement annuel. Sur ces disponibilités, 56,06 milliards FCFA (soit 28,10%) sont des comptes d'affectation spéciale.

Tableau 14: Situation des disponibilités de trésorerie à fin septembre 2023

Intitulés des comptes	Disponibilités Totales au 30 Septembre 2022	Disponibilités Totales au 30 Septembre 2023
Caisses (ACCT et TR)	4,82	8,62
BCEAO (CPE et TR)	76,05	78,03
Banques commerciales (ACCT)	116,36	10,44
Appuis budgétaires	0,00	0,00
Centralisation Fonds Publics (CFP)	0,48	0,00
Facilité Elargie de Crédit (FEC)	0,00	19,55
Emprunt d'Etat	171,33	25,94
Comptes Chèques Postaux (CCP)	0,40	0,46
Fonds Dette Multilatérale	0,00	0,00
Comptes d'Affectation Spéciale	47,59	56,06
Total	417,03	199,11

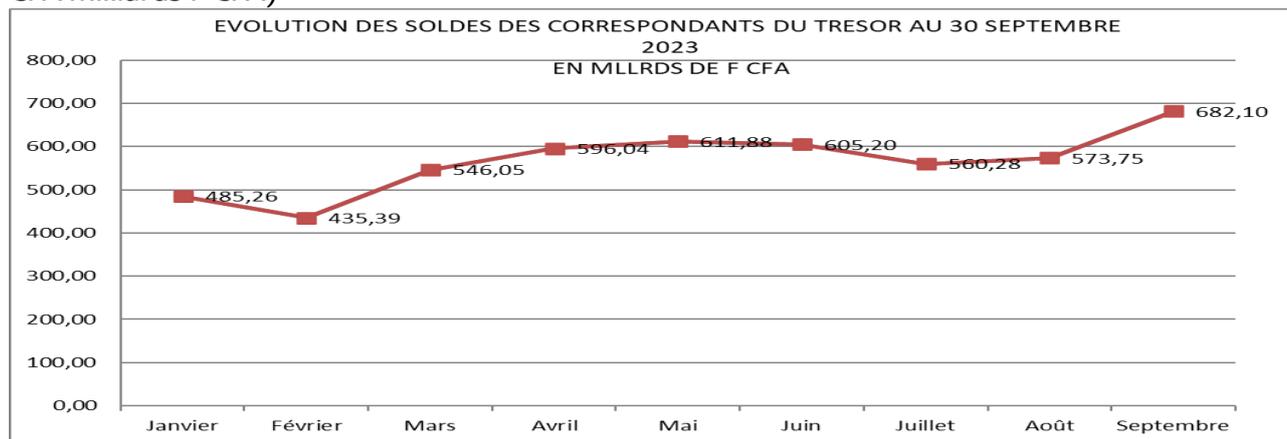
Source : ACCT au 30 septembre 2023

VII.6. EVOLUTION MENSUELLE DES SOLDES DES COMPTES DE DEPOTS DU 1^{er} JANVIER AU 30 SEPTEMBRE 2023

Au 31 janvier 2023, le solde des comptes de dépôts s'élevait à 485,26 milliards FCFA. A fin septembre 2023, le solde s'est établi à 682,10 milliards FCFA, soit une hausse de 40,56% par rapport à fin janvier 2022.

Le graphique ci-après donne un aperçu de l'évolution mensuelle des soldes des comptes de dépôts au 30 septembre 2023.

Graphique 11 : Evolution des soldes des correspondants du Trésor au 30 septembre 2023 (en F CFA milliards F CFA)



Source : DGTCP

Les difficultés qui rendent la trésorerie de l'Etat inconfortable au 30 septembre 2023 peuvent être expliquées par plusieurs facteurs, notamment :

- l'incertitude du marché financier pour la levée des fonds à travers les titres publics ;
- l'incertitude dans le décaissement des appuis budgétaires au titre de l'année 2023 ;
- la situation sécuritaire au niveau national non propice à une embellie de l'activité économique et partant à une grande mobilisation des ressources propres.

VIII. ANALYSE DES PRINCIPAUX SOLDES ET INDICATEURS DE PERFORMANCES DE LA GESTION BUDGETAIRE

L'examen des principaux soldes et indicateurs en exécution permet d'apprécier les efforts de respect de ces éléments, gage d'une bonne gestion budgétaire. A fin septembre 2023, ces soldes et indicateurs se présentent comme suit :

VIII.1. SOLDES BUDGETAIRES

Au 30 septembre 2023, l'exécution du budget général de l'Etat dégage une épargne budgétaire de 154,29 milliards FCFA et un solde budgétaire global déficitaire de 541,93 milliards FCFA pour des soldes prévisionnels respectifs de 273,18 milliards FCFA et -604,65 milliards FCFA.

Il ressort une épargne budgétaire positive. Elle est en hausse par rapport au niveau constaté à fin juin 2023. En d'autres termes, les ressources propres du budget de l'Etat ont permis à cette date de faire face aux charges de fonctionnement de l'administration publique et une épargne a été dégagée pour la couverture partielle des investissements.

Pour ce qui est du solde budgétaire global, il est noté une amélioration par rapport au niveau prévisionnel. Cela pourrait s'expliquer par le fait qu'en fin septembre, les dossiers de liquidation des dépenses d'investissements n'étaient pas encore mûrs.

Tableau 15: Situation des soldes au 30 septembre 2023 (en milliards de FCFA)

NATURE	2023	
	PREVISION LFI	EXECUTION AU 30 SEPTEMBRE 2023
RECETTES TOTALES " C = A+B"	2 631,26	2 025,27
RECETTES ORDINAIRES "A"	2 347,80	1 830,90
RECETTE EXTRAORDINAIRE "B"	283,46	194,37
DEPENSES TOTALES " D"	3 235,91	2 567,20
DEPENSES ORDINAIRE " E"	2 074,62	1676,61
DEPENSES EN CAPITAL "F"	1 161,29	890,59
EPARGNE BUDGETAIRE "G = A - E"	273,18	154,29
solde Budgétaire Global "H= C - D"	-604,65	-541,93

Source : DGB

NB : Les recettes ordinaires « A » à l'exécution sont obtenues en déduisant du montant total recouvré des recettes ordinaires, les recettes recouvrées au profit du compte CAST « remboursement crédits TVA » d'un montant de 71,40 milliards FCFA.

VIII.2. CRITERES DE REALISATION QUANTITATIFS ET OBJECTIFS INDICATIFS DU PROGRAMME EN LIEN AVEC LE TOFE

Les montants de quelques agrégats du TOFE sont donnés :

- ✓ le **financement intérieur net de l'Etat** est la somme nette des ressources intérieures qui ont servies à financer le déficit global. Il est ressorti à 118,03 milliards FCFA à fin septembre 2023. A fin septembre 2022, il était de 254,89 milliards FCFA ;
- ✓ le **déficit budgétaire global**, dons compris est l'écart entre les recettes et dons et les dépenses et prêts nets. Au niveau des dépenses budgétaires, la phase budgétaire considérée est celle de la liquidation. Il est ressorti à 497,34 milliards FCFA à fin septembre 2023 contre un déficit de 392,26 milliards FCFA à la même période en 2022, soit une détérioration de 105,08 milliards de FCFA ;
- ✓ les **recettes propres de l'Etat**⁷ ont atteint un niveau de 1 855,92 milliards FCFA à fin septembre 2023, contre 1 655,07 milliards FCFA à fin septembre 2022. Cette performance est expliquée par l'augmentation des recouvrements des recettes fiscales de 154,38 milliards FCFA (+10,45%) et des recettes non fiscales de 46,47 milliards FCFA (+26,18%).

⁷ Il s'agit des recettes budgétaires ordinaires hors recettes de privatisation, remboursement du principal sur prêts rétrocédés et TVA destinée au CAST « remboursement crédits TVA ».

IX. RECOMMANDATIONS

Les ministères et institutions sont invités au strict respect des délais de clôture conformément aux dispositions de la circulaire N° 2023-02953 /MEFP/SG/DG-CMEF du 10 octobre 2023 portant clôture des opérations budgétaires, exercice 2023.

Aussi, au regard du niveau de l'exécution des dépenses et des dispositions de la circulaire ci-dessus cités, les ministères et institutions sont invités à observer une prudence dans l'engagement des dépenses, notamment celles liées aux investissements qui ne pourront pas être liquidées d'ici la fin de l'exercice budgétaire.

CONCLUSION

Le niveau de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2023 au 30 septembre est satisfaisant tant en recettes qu'en dépenses. A fin septembre, il se dégage une épargne budgétaire de **154,29 milliards FCFA** pour un solde prévisionnel de 273,18 milliards FCFA. Cette épargne budgétaire positive signifie que les ressources propres du budget de l'Etat ont permis à cette date de faire face aux charges de fonctionnement de l'Administration publique et servira à la couverture partielle des investissements.

Quant au solde budgétaire global, il s'établit à - 478,03 milliards FCFA pour une prévision de -604,65 milliards FCFA.

Le niveau d'exécution actuel recommande un suivi particulier de l'exécution du budget exercice 2023 au vu des délais de clôture des opérations budgétaires

ANNEXES

Annexe 1 : situation d'exécution par catégorie de dépenses au 30 septembre 2023 (en milliers FCFA)

CATEGORIE	AE_INIT	AE_AJUST	CP_INIT	CP_AJUST*	MT PROJET CP	ENGAGES VISES CP		LIQUIDES		VBP	
						MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)	MT VBP	TX (%)
	[a]	[b]	[c]	[d]	[e]	[g]	[h=g/d]	[i]	[j=i/g]	[i]	[j=i/g]
DEPENSE COURANTES	0	0	2 074 624 804	2 071 616 813	26 472 208	1 676 607 293	80,93	1 639 688 574	97,80	1 404 444 397	67,79
CHARGES FINANCIÈRES DE LA DETTE	0	0	234 160 242	234 160 242	0	228 744 698	97,58	228 744 698	100,00	228 745	0,10
DÉPENSES DE PERSONNEL	0	0	1 097 180 821	1 097 180 821	2 193 701	832 588 081	75,88	830 091 886	99,70	829 908 621	75,64
DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	0	0	209 000 000	222 771 847	8 908 772	154 738 662	69,46	137 111 440	88,61	133 443 484	59,90
DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS	0	0	533 283 741	516 073 904	15 263 432	459 212 271	88,98	442 416 970	96,34	439 539 968	85,17
DÉPENSES EN ATTÉNUATION DES RECETTES	0	0	1 000 000	1 430 000	106 303	1 323 580	92,56	1 323 580	100,00	1 323 580	92,56
DEPENSES EN CAPITAL	859 864 969	859 864 969	1 161 288 820	1 164 296 811	12 014 501	890 591 321	76,49	848 789 489	95,31	391 875 993	33,66
INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT	859 864 969	859 864 969	1 151 288 820	1 155 296 811	11 904 741	883 876 915	76,51	842 075 083	95,27	385 161 587	33,34
FINANCEMENT ETAT	443 710 939	443 710 939	696 000 000	700 088 791	11 904 741	427 717 630	61,09	385 915 798	90,23	384 705 428	54,95
0-ETAT SEUL	425 748 636	426 622 955	640 875 832	648 648 023	9 542 352	406 100 860	62,61	367 355 527	90,46	366 200 356	56,46
1-CONTRE PARTIE	17 962 303	17 087 984	55 124 168	51 440 768	2 362 389	21 616 770	42,02	18 560 272	85,86	18 505 072	35,97
FINANCEMENT EXTERIEUR	416 154 030	416 154 030	455 288 820	455 208 020	0	456 159 285	100,21	456 159 285	100,00	456 159	0,10
2-SUBVENTION	170 532 608	170 532 608	239 589 806	239 489 806	0	194 367 532	81,16	194 367 532	100,00	194 368	0,08
3-PRÊT	245 621 422	245 621 422	215 699 014	215 718 214	0	261 791 753	121,36	261 791 753	100,00	261 792	0,12
TRANSFERTS EN CAPITAL	0	0	10 000 000	9 000 000	109 760	6 714 406	74,60	6 714 406	100,00	6 714 406	74,60
Total général	859 864 969	859 864 969	3 235 913 624	3 235 913 624	38 486 708	2 567 198 613	79,33	2 488 478 063	96,93	1 796 320 390	55,51

Source : SI N@FOLO

Annexe 2 : Situation d'exécution des dépenses de personnel au 30 septembre 2023 (en FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	MT PROJCT CP	ENGAGES VISES		LIQUIDES		VBP	
				MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)
	[a]	[b]	[c]	[d]	[f=d/b]	[g]	[h=g/d]	[i]	[j=l/b]
01-Présidence du Faso	5 544 314	5 544 314	172	3 560 467	64,22	3 533 929	99,25	3 532 874	63,72
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	627 335	627 335	2 354	498 819	79,51	497 153	99,67	497 153	79,25
03-Primature	1 458 995	1 458 995	3 056	1 137 017	77,93	1 132 989	99,65	1 132 989	77,66
05-Conseil Economique et Social	221 212	221 212	319	156 471	70,73	156 314	99,90	156 314	70,66
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	102 208 665	102 208 665	63 301	75 445 727	73,82	75 266 740	99,76	75 266 740	73,64
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	25 226 765	25 226 765	1 302	20 199 355	80,07	20 167 559	99,84	20 166 248	79,94
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	200 710 659	200 710 659	967	150 536 518	75,00	150 536 518	100,00	150 536 035	75,00
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	27 761 607	27 761 607	1 534 049	14 836 206	53,44	14 804 914	99,79	14 802 414	53,32
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	42 031 353	42 031 353	3 320	26 638 391	63,38	26 627 222	99,96	26 620 992	63,34
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	2 954 714	2 954 714	3 423	2 799 657	94,75	2 789 649	99,64	2 788 880	94,39
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	4 802 233	4 802 233	6 910	3 853 463	80,24	3 793 802	98,45	3 791 961	78,96
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	6 116 830	6 116 830	2 972	3 997 624	65,35	3 985 273	99,69	3 976 377	65,01
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	143 799 296	143 799 296	527 878	116 113 740	80,75	114 665 383	98,75	114 654 947	79,73
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	9 543 410	9 543 410	421	5 766 830	60,43	5 762 245	99,92	5 761 823	60,37
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	451 062 088	451 062 088	15 443	357 131 571	79,18	356 755 207	99,89	356 634 347	79,07
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	9 218 923	9 218 923	0	8 579 499	93,06	8 566 295	99,85	8 566 295	92,92
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	2 429 926	2 429 926	633	1 805 234	74,29	1 800 459	99,74	1 800 459	74,10
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	1 633 021	1 633 021	220	1 365 711	83,63	1 365 059	99,95	1 364 323	83,55
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	20 384 783	20 384 783	13 553	14 251 744	69,91	14 045 485	98,55	14 045 485	68,90
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	2 899 861	2 899 861	598	2 247 293	77,50	2 246 734	99,98	2 246 734	77,48
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	1 259 031	1 259 031	151	959 885	76,24	959 160	99,92	959 160	76,18
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1 601 485	1 601 485	2 453	1 384 391	86,44	1 373 767	99,23	1 373 336	85,75
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	2 565 175	2 565 175	2 394	1 689 484	65,86	1 683 025	99,62	1 683 025	65,61
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	16 509 349	16 509 349	7 811	14 052 278	85,12	14 023 619	99,80	14 017 197	84,90
50-Grande Chancellerie	147 452	147 452	0	129 825	88,05	128 760	99,18	128 760	87,32
51-Conseil Supérieur de la Communication	435 074	435 074	0	315 291	72,47	315 291	100,00	315 291	72,47
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1 001 890	1 001 890	0	476 883	47,60	476 883	100,00	476 883	47,60
54-Conseil Constitutionnel	484 799	484 799	0	353 940	73,01	353 834	99,97	353 834	72,99
55-Conseil d'Etat	738 015	738 015	0	577 281	78,22	577 281	100,00	577 281	78,22
56-Cour des Comptes	1 204 720	1 204 720	0	869 466	72,17	857 657	98,64	851 789	70,70
57-Cour de Cassation	1 332 557	1 332 557	0	858 019	64,39	843 682	98,33	828 673	62,19
61-Commission Nationale des Droits Humains	115 757	115 757	0	0	0,00	0		0	0,00
99-Dépenses Communes Interministérielles	9 149 527	9 149 527	0	0	0,00	0		0	0,00
Total général	1 097 180 821	1 097 180 821	2 193 701	832 588 081	75,88	830 091 886	99,70	829 908 621	75,64

Source : DGB

Annexe 3 : Situation d'exécution des dépenses d'acquisition des biens et service au 30 septembre 2023 (en FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	MT PROJET CP	ENGAGES VISES		LIQUIDES		VBP	
				MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)
	[a]	[b]	[c]	[d]	[f=d/b]	[g]	[h=g/d]	[i]	[j=l/b]
01-Présidence du Faso	6 773 654	7 584 155	226 527	4 854 584	64,01	3 863 425	79,58	3 446 369	45,44
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	582 420	582 420	10 973	461 755	79,28	406 819	88,10	406 819	69,85
03-Primature	1 779 532	1 779 532	76 714	1 185 110	66,60	1 039 448	87,71	1 021 574	57,41
05-Conseil Economique et Social	681 140	681 140	3 676	653 830	95,99	645 160	98,67	644 496	94,62
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	11 461 966	11 461 966	609 228	7 737 590	67,51	6 745 895	87,18	6 135 394	53,53
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	5 491 429	5 486 429	388 400	3 270 134	59,60	2 492 183	76,21	2 369 163	43,18
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	23 161 473	23 161 473	755 388	14 524 560	62,71	14 486 683	99,74	14 486 683	62,55
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	22 054 145	22 194 210	603 936	11 840 271	53,35	9 962 270	84,14	9 520 611	42,90
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	35 460 179	35 451 537	206 627	28 897 648	81,51	27 696 558	95,84	27 673 504	78,06
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	4 315 929	4 315 929	160 145	3 580 229	82,95	2 484 840	69,40	2 420 993	56,09
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	2 474 324	2 600 366	174 104	1 944 498	74,78	1 563 492	80,41	1 367 061	52,57
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	0	38 458	0	0	0,00	0		0	0,00
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	4 234 424	4 579 543	274 531	3 646 473	79,63	3 134 472	85,96	2 991 738	65,33
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	21 362 829	21 742 631	1 094 077	13 498 262	62,08	10 235 844	75,83	9 791 167	45,03
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	2 602 594	2 523 628	97 976	1 166 152	46,21	706 074	60,55	695 455	27,56
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	25 876 678	35 951 192	2 230 424	29 303 597	81,51	26 651 091	90,95	25 932 556	72,13
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	2 674 714	2 972 464	326 578	1 653 111	55,61	1 358 002	82,15	1 351 702	45,47
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	564 421	572 421	21 406	399 695	69,83	343 457	85,93	338 970	59,22
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	836 320	836 320	44 746	570 181	68,18	385 802	67,66	385 802	46,13
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	2 999 571	3 236 281	54 224	1 295 971	40,05	887 990	68,52	863 226	26,67
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	1 923 565	1 923 565	77 352	1 301 920	67,68	1 010 468	77,61	930 490	48,37
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	1 022 672	1 022 672	37 514	400 749	39,19	314 345	78,44	312 526	30,56
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	964 309	964 309	181 703	618 468	64,14	469 149	75,86	389 958	40,44
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	522 790	572 790	44 525	449 013	78,39	281 244	62,64	263 475	46,00
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	2 227 242	2 255 655	141 656	1 378 116	61,10	1 214 583	88,13	1 192 416	52,86
50-Grande Chancellerie	803 818	803 818	0	797 968	99,27	797 968	100,00	797 968	99,27
51-Conseil Supérieur de la Communication	595 468	595 468	0	303 975	51,05	301 949	99,33	301 949	50,71
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1 271 791	1 271 791	61 409	864 565	67,98	806 814	93,32	806 814	63,44
54-Conseil Constitutionnel	356 208	356 208	10 907	275 611	77,37	237 757	86,27	237 757	66,75
55-Conseil d'Etat	251 406	251 406	14 705	236 701	94,15	236 701	100,00	236 701	94,15
56-Cour des Comptes	506 461	506 461	38 774	455 687	89,97	455 687	100,00	455 687	89,97
57-Cour de Cassation	358 307	358 307	0	333 962	93,21	330 287	98,90	330 287	92,18
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	282 584	282 584	21 160	222 000	78,56	222 000	100,00	222 000	78,56
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	447 725	406 807	0	406 807	100,00	406 807	100,00	406 807	100,00
60-Médiateur du Faso	250 091	250 091	0	196 766	78,68	196 766	100,00	196 766	78,68
61-Commission Nationale des Droits Humains	361 022	361 022	0	0	0,00	0		0	0,00
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	4 975 976	4 975 976	0	4 972 525		4 972 525		4 972 525	
99-Dépenses Communes Interministérielles	16 490 823	17 860 823	919 387	11 040 180	61,81	9 766 885	88,47	9 546 075	53,45
Total général	209 000 000	222 771 847	8 908 772	154 738 662	69,46	137 111 440	88,61	133 443 484	59,90

Source : DGB

Annexe 4 : Situation d'exécution des dépenses de transferts courants au 30 septembre 2023 (en F CFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	MT	ENGAGES VISES		LIQUIDES		VBP	
			PROJET CP	MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)
	[a]	[b]	[c]	[d]	[f=d/b]	[g]	[h=g/d]	[i]	[j=i/b]
01-Présidence du Faso	14 703 253	13 696 776	0	13 585 297	99,19	13 585 297	100,00	13 545 297	98,89
03-Primature	5 135 760	5 135 760	54 878	3 175 440	61,83	2 970 316	93,54	2 970 316	57,84
04-Parlement	10 000 000	10 000 000	0	10 000 000	100,00	10 000 000	100,00	10 000 000	100,00
05-Conseil Economique et Social	4 640	4 640	0	0	0,00	0		0	0,00
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	16 499 098	16 499 098	1 544 595	11 962 565	72,50	11 775 087	98,43	11 775 087	71,37
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	2 131 362	2 136 362	473 976	1 628 727	76,24	1 620 227	99,48	1 620 227	75,84
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	12 842 643	12 842 643	0	9 631 982	75,00	9 631 982	100,00	9 631 982	75,00
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	2 220 397	2 070 397	0	1 738 171	83,95	1 597 871	91,93	1 548 871	74,81
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	50 554 370	50 554 370	39 162	46 081 961	91,15	43 569 100	94,55	43 556 478	86,16
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	6 204 164	6 204 164	411 002	5 486 035	88,43	5 486 035	100,00	5 486 035	88,43
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	11 927 331	11 698 831	454 727	10 530 343	90,01	10 375 343	98,53	10 375 343	88,69
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	7 935 291	7 566 919	277 956	6 025 474	79,63	6 025 474	100,00	4 368 378	57,73
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	71 437 357	70 965 307	8 970 287	59 854 791	84,34	55 860 259	93,33	55 321 373	77,96
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	10 496 541	10 548 852	0	10 215 876	96,84	10 194 876	99,79	10 194 876	96,64
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	45 462 877	33 736 416	1 402 087	25 086 069	74,36	20 606 352	82,14	20 397 992	60,46
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	71 803 411	71 488 411	710 856	65 996 352	92,32	61 882 578	93,77	61 882 578	86,56
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	12 648 750	12 640 750	44 079	12 398 857	98,09	12 230 127	98,64	12 222 760	96,69
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	6 325 277	6 325 277	61 000	6 042 277	95,53	6 042 277	100,00	6 042 277	95,53
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	5 073 306	4 436 400	154 619	2 913 339	65,67	2 768 222	95,02	2 765 255	62,33
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	393 350	393 350	0	393 350	100,00	393 350	100,00	393 350	100,00
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	818 308	818 308	427 210	318 308	38,90	318 308	100,00	318 308	38,90
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1 272 199	1 272 199	130 000	1 054 151	82,86	1 036 151	98,29	1 036 151	81,45
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	165 000	115 000	0	100 000	86,96	100 000	100,00	100 000	86,96
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	4 056 994	4 010 694	103 500	3 348 991	83,50	3 223 991	96,27	3 223 991	80,38
51-Conseil Supérieur de la Communication	112 673	112 673	0	57 262	50,82	57 262	100,00	57 262	50,82
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	6 700	6 700	3 500	1 200	17,91	0	0,00	0	0,00
54-Conseil Constitutionnel	2 294	2 294	0	2 292	99,91	2 292	100,00	2 292	99,91
55-Conseil d'Etat	1 220	1 220	0	1 220	100,00	1 220	100,00	1 220	100,00
56-Cour des Comptes	8 500	8 500	0	8 500	100,00	8 500	100,00	8 500	100,00
57-Cour de Cassation	205 014	205 014	0	202 000	98,53	202 000	100,00	202 000	98,53
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	243 101	243 101	0	243 101	100,00	216 101	88,89	216 101	88,89
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	56 170	97 088	0	97 088	100,00	97 088	100,00	97 088	100,00
60-Médiateur du Faso	419 595	419 595	0	419 595	100,00	419 595	100,00	419 595	100,00
61-Commission Nationale des Droits Humains	148 417	148 417	0	0	0,00	0		0	0,00
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	19 037 893	19 037 893	0	19 037 888	100,00	19 037 888	100,00	19 037 888	100,00
99-Dépenses Communes Interministérielles	142 930 485	140 630 485	0	131 573 769	93,56	131 081 802	99,63	130 721 098	92,95
Total général	533 283 741	516 073 904	15 263 432	459 212 271	88,98	442 416 970	96,34	439 539 968	85,17

Source : DGB

Annexe 5 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement exécutées sur ressources propres(Etat seul+ contreparties) au 30 septembre 2023 (en F CFA)

CATEGORIE	AE_INIT	AE_AJUST	CP_INIT	CP_AJUST*	MT	ENGAGES VISES CP		LIQUIDES		VBP	
					PROJET CP	MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)
	[a]	[b]	[c]	[d]	[e]	[g]	[h=g/d]	[i]	[j=i/g]	[k]	[l=k/d]
01-Présidence du Faso	5 796 259	5 796 259	17 296 259	17 492 235	0	16 612 146	94,97	16 468 379	99,13	16 468 379	94,15
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	200 000	200 000	200 000	200 000	198 116	0	0,00	0		0	0,00
03-Primature	588 000	588 000	23 018 149	23 018 149	66 206	466 930	2,03	0	0,00	0	0,00
04-Parlement	0	0	9 500 000	9 500 000	0	9 500 000	100,00	9 500 000	100,00	9 500 000	100,00
05-Conseil Economique et Social	150 000	150 000	150 000	150 000	0	150 000	100,00	150 000	100,00	150 000	100,00
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	26 806 553	26 806 553	33 255 444	33 255 444	3 142 461	8 557 565	25,73	5 678 595	66,36	5 646 118	16,98
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	10 061 944	10 061 944	6 832 189	6 832 189	1 462 925	3 145 577	46,04	1 028 125	32,68	721 153	10,56
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	223 287 993	223 287 993	265 011 326	265 011 326	0	195 674 591	73,84	195 674 591	100,00	195 674 591	73,84
12-Ministère des Affaires Etrangères,de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	2 200 000	2 200 000	2 200 000	2 209 935	15 779	2 039 973	92,31	2 018 220	98,93	2 018 220	91,32
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	11 392 765	11 392 765	15 223 220	15 231 862	42 248	5 710 972	37,49	3 885 070	68,03	3 864 787	25,37
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1 530 245	1 530 245	1 035 114	1 035 114	139 814	821 043	79,32	229 745	27,98	229 745	22,20
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	1 636 943	1 572 951	1 827 595	1 827 603	430 851	204 152	11,17	117 605	57,61	117 605	6,43
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	0	63 992	0	63 992	63 992	0	0,00	0		0	0,00
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	7 908 765	7 908 765	7 998 247	8 021 501	9 794	360 140	4,49	148 482	41,23	148 482	1,85
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	12 212 876	12 212 876	24 826 117	24 918 365	2 004 500	13 884 640	55,72	6 099 658	43,93	6 098 158	24,47
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	1 595 000	1 595 000	4 657 927	4 684 582	17 249	2 668 663	56,97	2 406 419	90,17	2 406 419	51,37
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	44 856 500	44 856 500	18 373 220	20 125 166	773 603	7 313 587	36,34	2 909 451	39,78	2 747 800	13,65
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	9 053 582	9 053 582	13 228 177	13 245 427	106 905	4 877 998	36,83	3 947 949	80,93	3 947 949	29,81
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	1 156 817	1 156 817	1 282 267	1 282 267	92 127	331 204	25,83	145 674	43,98	145 674	11,36
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	4 985 793	4 985 793	4 354 038	4 354 038	30 000	3 281 124	75,36	3 279 299	99,94	3 279 299	75,32
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	14 732 376	14 732 376	46 487 131	46 868 127	1 520 733	31 361 045	66,91	26 120 137	83,29	25 880 700	55,22
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	18 186 398	18 186 398	58 594 636	58 594 636	66 188	32 384 863	55,27	29 434 475	90,89	29 409 475	50,19
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	1 143 974	1 143 974	1 762 214	1 762 214	23 918	1 467 218	83,26	1 467 218	100,00	1 467 218	83,26
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	12 109 379	12 109 379	22 305 086	22 305 086	0	12 958 440	58,10	10 362 360	79,97	10 362 360	46,46
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	2 142 200	2 142 200	2 899 869	2 899 869	191 512	1 018 946	35,14	296 406	29,09	294 676	10,16
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	19 774 078	19 774 078	33 999 339	34 017 227	1 207 262	21 046 336	61,87	14 458 788	68,70	14 177 467	41,68
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1 143 874	1 143 874	1 143 874	1 143 874	121 798	711 358	62,19	600 000	84,35	600 000	52,45
55-Conseil d'Etat	35 000	35 000	35 000	35 000	0	0	0,00	0		0	0,00
56-Cour des Comptes	50 000	50 000	50 000	50 000	0	40 000	80,00	40 000	100,00	40 000	80,00
57-Cour de Cassation	25 000	25 000	25 000	25 000	0	25 000	100,00	25 000	100,00	25 000	100,00
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	95 000	95 000	165 000	165 000	0	165 000	100,00	165 000	100,00	165 000	100,00
60-Médiateur du Faso	60 000	60 000	60 000	60 000	0	60 000	100,00	60 000	100,00	60 000	100,00
61-Commission Nationale des Droits Humains	21 151	21 151	21 151	21 151	0	0	0,00	0		0	0,00
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	8 772 474	8 772 474	10 571 374	10 571 374	0	10 568 374		10 568 374		10 568 374	
99-Dépenses Communes Interministérielles	0	0	67 611 037	69 111 037	176 760	40 310 747	58,33	38 630 782	95,83	38 490 782	55,69
Total général	443 710 939	443 710 939	696 000 000	700 088 791	11 904 741	427 717 630	61,09	385 915 798	90,23	384 705 428	54,95

Source : CID

Annexe 6 : Situation d'exécution des investissements exécutés par l'Etat seul au 30 septembre 2023 (en FCFA)

CATEGORIE	AE_INIT	AE_AJUST	CP_INIT	CP_AJUST*	MT PROJET CP	ENGAGES VISES CP		LIQUIDES		VBP	
						MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)
	[a]	[b]	[c]	[d]	[e]	[g]	[h=g/d]	[i]	[j=i/g]	[k]	[l=k/d]
01-Présidence du Faso	5 796 259	5 796 259	14 796 259	14 992 235	0	14 112 146	94,13	13 968 379	98,98	13 968 379	93,17
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	200 000	200 000	200 000	200 000	198 116	0	0,00	0	0,00	0	0,00
03-Primature	588 000	588 000	23 018 149	23 018 149	66 206	466 930	2,03	0	0,00	0	0,00
04-Parlement	0	0	9 500 000	9 500 000	0	9 500 000	100,00	9 500 000	100,00	9 500 000	100,00
05-Conseil Economique et Social	150 000	150 000	150 000	150 000	0	150 000	100,00	150 000	100,00	150 000	100,00
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	25 596 553	25 656 553	27 990 853	28 307 053	1 784 758	5 470 613	19,33	2 591 643	47,37	2 559 166	9,04
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	10 011 944	10 011 944	6 548 694	6 548 694	1 229 430	3 145 577	48,03	1 028 125	32,68	721 153	11,01
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	223 287 993	223 287 993	265 011 326	265 011 326	0	195 674 591	73,84	195 674 591	100,00	195 674 591	73,84
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	2 200 000	2 200 000	2 200 000	2 209 935	15 779	2 039 973	92,31	2 018 220	98,93	2 018 220	91,32
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	9 967 780	9 967 780	11 582 780	11 591 422	42 248	2 753 036	23,75	927 134	33,68	906 851	7,82
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1 530 245	1 530 245	1 035 114	1 035 114	139 814	821 043	79,32	229 745	27,98	229 745	22,20
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	1 605 843	1 541 851	1 605 843	1 605 851	430 851	5 936	0,37	0	0,00	0	0,00
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	0	63 992	0	63 992	63 992	0	0,00	0	0,00	0	0,00
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	7 908 765	7 908 765	7 908 765	7 932 019	9 794	270 658	3,41	59 000	21,80	59 000	0,74
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	10 867 322	10 867 322	23 864 063	23 956 311	2 004 500	13 684 330	57,12	5 899 348	43,11	5 897 848	24,62
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	1 595 000	1 595 000	3 959 869	3 986 524	17 249	1 970 605	49,43	1 708 361	86,69	1 708 361	42,85
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	44 850 000	44 850 000	17 915 876	19 820 057	773 603	7 069 416	35,67	2 686 030	38,00	2 524 379	12,74
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	7 806 139	7 806 139	11 511 996	11 529 246	62 302	4 217 628	36,58	3 384 784	80,25	3 384 784	29,36
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	1 156 817	1 156 817	1 156 817	1 156 817	92 127	205 754	17,79	20 224	9,83	20 224	1,75
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	994 739	994 739	1 074 739	1 074 739	30 000	1 825	0,17	0	0,00	0	0,00
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	9 149 363	10 237 954	36 997 164	38 555 598	925 454	27 013 183	70,06	23 905 057	88,49	23 702 820	61,48
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	18 186 398	18 186 398	43 146 082	42 846 082	66 188	32 134 863	75,00	29 184 475	90,82	29 159 475	68,06
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	1 143 974	1 113 974	1 493 974	1 493 974	23 918	1 198 978	80,25	1 198 978	100,00	1 198 978	80,25
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	10 000 000	10 000 000	17 830 262	17 830 262	0	12 596 080	70,64	10 000 000	79,39	10 000 000	56,08
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	2 142 200	2 142 200	2 854 869	2 854 869	191 512	1 009 623	35,36	287 083	28,43	285 353	10,00
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	18 810 803	18 566 531	27 839 902	30 195 317	1 075 952	18 707 595	61,96	12 845 197	68,66	12 581 876	41,67
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1 143 874	1 143 874	1 143 874	1 143 874	121 798	711 358	62,19	600 000	84,35	600 000	52,45
55-Conseil d'Etat	35 000	35 000	35 000	35 000	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00
56-Cour des Comptes	50 000	50 000	50 000	50 000	0	40 000	80,00	40 000	100,00	40 000	80,00
57-Cour de Cassation	25 000	25 000	25 000	25 000	0	25 000	100,00	25 000	100,00	25 000	100,00
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	95 000	95 000	165 000	165 000	0	165 000	100,00	165 000	100,00	165 000	100,00
60-Médiateur du Faso	60 000	60 000	60 000	60 000	0	60 000	100,00	60 000	100,00	60 000	100,00
61-Commission Nationale des Droits Humains	21 151	21 151	21 151	21 151	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	8 772 474	8 772 474	10 571 374	10 571 374	0	10 568 374	100,00	10 568 374	100,00	10 568 374	100,00
99-Dépenses Communes Interministérielles	0	0	67 611 037	69 111 037	176 760	40 310 747	58,33	38 630 782	95,83	38 490 782	55,69
Total général	425 748 636	426 622 955	640 875 832	648 648 023	9 542 352	406 100 860	62,61	367 355 527	90,46	366 200 356	56,46

Source : DGB

Annexe 7 : Situation d'exécution des crédits de paiement des programmes budgétaires au 30 septembre 2023 (en FCFA)

PROGRAMMES	CP_INIT	CP_AJUST*	MT PROJET CP	ENGAGES VISES		LIQUIDES		VBP	
	[a]	[b]		[c]	MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)	MONTANT
				[d]	[f=d/b]	[g]	[h=g/d]	[i]	[j=i/b]
001-Pilotage de l'action présidentielle	31 071 687	31 071 687	226 527	27 352 027	88,03	26 217 101	95,85	25 760 045	82,91
002-Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	451 479	451 479	0	450 000	99,67	450 000	100,00	450 000	99,67
003-Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	7 250 000	7 250 000	0	7 250 000	100,00	7 250 000	100,00	7 250 000	100,00
004-Organisation du travail gouvernemental	782 420	782 420	209 090	461 755	59,02	406 819	88,10	406 819	51,99
005-Soutien à l'action de la Primature	1 939 532	1 939 532	86 173	1 312 619	67,68	1 116 201	85,04	1 098 327	56,63
006-Appui à la gouvernance	1 120 314	1 120 314	20 809	744 630	66,47	651 943	87,55	651 943	58,19
007-Pilotage des projets stratégiques	1 038 746	1 038 746	0	0	0,00	0	0	0	0,00
008-Promotion du capital humain	25 834 849	25 834 849	90 817	2 770 231	10,72	2 241 620	80,92	2 241 620	8,68
009-Conseil Economique et Social	835 780	835 780	3 676	803 830	96,18	795 160	98,92	794 496	95,06
010-Sureté de l'Etat	1 744 645	1 744 645	0	1 743 000	99,91	1 613 000	92,54	1 613 000	92,45
011-Administration du territoire	4 776 603	4 776 603	463 551	997 553	20,88	528 926	53,02	450 524	9,43
012-Sécurité intérieure	33 906 256	33 906 256	3 805 506	10 795 634	31,84	10 029 505	92,90	10 004 381	29,51
013-Protection Civile	3 689 774	3 689 774	84 591	1 433 901	38,86	1 099 078	76,65	1 075 600	29,15
014-Décentralisation	11 899 608	11 899 608	665 037	10 590 343	89,00	8 579 780	81,02	8 579 780	72,10
015-Etat civil	205 284	205 284	0	20 079	9,78	11 997	59,75	11 997	5,84
016-Pilotage et soutien des services du MATD	4 994 338	4 994 338	277 600	2 677 212	53,60	2 337 291	87,30	1 821 317	36,47
017-Administration judiciaire	5 664 277	5 664 277	833 365	3 048 673	53,82	2 166 084	71,05	1 835 101	32,40
018-Administration pénitentiaire	5 946 640	5 946 640	1 127 750	3 463 378	58,24	1 581 371	45,66	1 497 609	25,18
019-Droits humains	333 700	333 700	13 074	235 837	70,67	217 112	92,06	215 462	64,57
020-Civisme et citoyenneté	363 147	363 147	78 175	213 952	58,92	204 927	95,78	204 377	56,28
021-Pilotage et soutien	2 047 216	2 047 216	272 936	982 597	48,00	871 040	88,65	857 993	41,91
022-Défense	212 827 605	212 827 605	0	159 794 069	75,08	159 794 069	100,00	159 794 069	75,08
023-Préparation et emploi des forces	32 176 270	32 176 270	0	24 132 203	75,00	24 132 203	100,00	24 132 203	75,00
024-Equipement des forces	11 016 638	11 016 638	0	7 427 806	67,42	7 427 806	100,00	7 427 806	67,42
025-Appui à la sécurité publique et à la protection civile	4 161 910	4 161 910	0	3 121 433	75,00	3 121 433	100,00	3 121 433	75,00
026-Renforcement du lien Armée-Nation	722 231	722 231	0	541 673	75,00	541 673	100,00	541 673	75,00
027-Pilotage et soutien	40 110 788	40 110 788	755 388	24 813 950	61,86	24 776 073	99,85	24 776 073	61,77
028-Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	20 930 766	20 930 766	293 613	11 879 891	56,76	10 598 103	89,21	10 300 770	49,21
029-Intégration africaine	1 351 410	1 351 410	59 000	1 241 047	91,83	1 215 138	97,91	1 215 138	89,92
030-Pilotage et soutien aux services du Ministère	3 885 231	3 885 231	193 251	2 410 027	62,03	1 682 995	69,83	1 492 369	38,41
031-Charge de la dette	234 160 242	234 160 242	117 195 819	35 281 485	15,07	32 615 852	92,44	6 781 307	2,90
032-Pilotage de l'Economie et du développement	46 864 897	46 981 897	42 103	41 438 470	88,20	41 190 800	99,40	41 182 265	87,66
033-Mobilisation des ressources	11 862 146	11 834 646	138 482	5 248 084	44,35	3 286 107	62,62	3 289 085	27,79
034-Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	3 466 952	3 466 952	48 130	1 718 013	49,55	1 460 425	85,01	1 450 195	41,83
036-Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	2 426 285	2 426 285	0	1 036 694	42,73	832 618	80,31	820 118	33,80
038-Pilotage et soutien des services du ministère	36 617 489	36 527 989	59 322	31 249 319	85,55	28 380 777	90,82	28 353 107	77,62
039-Culture	2 266 500	2 266 500	7 210	2 087 760	92,11	2 026 035	97,04	2 021 695	89,20
040-Tourisme	1 488 843	1 488 843	902 048	477 375	32,06	357 574	74,90	353 049	23,71
042-Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	5 757 793	6 178 849	109 791	5 811 648	94,06	4 399 934	75,71	4 382 428	70,93
043-Réforme de l'administration	255 000	255 000	0	205 000	80,39	205 000	100,00	205 000	80,39
044-Travail décent	4 517 995	3 957 125	444 276	3 173 652	80,20	3 015 366	95,01	2 994 898	75,68
045-Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	1 024 419	1 164 233	156 894	697 007	59,87	580 320	83,26	554 447	47,62
046-Communication	10 505 331	10 505 331	14 299	8 824 009	84,00	8 520 999	96,57	8 510 834	81,01
047-Pilotage et soutien	1 968 576	1 968 576	200 116	1 289 850	65,52	1 151 833	89,30	974 432	49,50
048-Femme et du genre	395 745	484 212	21 969	385 681	79,65	390 047	95,58	328 096	67,76
049-Enfance et famille	1 949 189	2 384 557	22 663	1 598 380	67,03	1 511 526	94,57	1 506 627	63,18
050-Solidarité nationale et gestion des catastrophes	13 290 829	12 905 045	59 852	11 048 989	85,62	10 631 371	96,22	10 627 602	82,35
051-Pilotage et soutien des services du Ministère	2 121 299	1 983 248	10 742	1 017 641	51,31	834 425	82,00	834 425	42,07
052-Sport et activités physiques	9 917 365	9 917 365	163 994	2 571 212	25,93	2 340 463	91,03	2 295 792	23,15
053-Loisirs	93 147	93 147	8 275	68 764	73,82	54 332	79,01	41 984	45,07
054-Pilotage et soutien des services du MSL	1 779 383	1 779 383	232 388	1 231 507	69,21	971 295	78,87	913 572	51,34
055-Offre de soin	51 762 054	51 762 054	10 500 199	35 828 899	69,22	25 765 569	71,91	25 299 483	48,88
056-Santé publique	37 338 987	37 338 987	970 563	31 164 793	83,46	29 087 604	93,33	28 880 736	77,35
057-Pilotage et soutien aux services de la Santé	14 416 245	14 416 245	598 101	8 591 735	59,60	6 338 570	73,78	6 026 462	41,80
058-Accès à l'éducation formelle	34 832 875	34 932 875	810 868	20 407 206	58,42	16 945 363	83,04	16 873 480	48,30
059-Qualité de l'éducation formelle	44 489 928	44 489 928	3 154 074	35 378 347	79,52	28 172 467	79,63	27 294 157	61,35
060-Accès et qualité de l'éducation non formelle	2 365 000	2 365 000	0	1 710 136	72,31	1 705 021	99,70	1 705 021	72,09
061-Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	8 024 972	8 024 972	441 173	4 207 564	52,43	3 344 043	79,48	3 205 689	39,95
062-Enseignement supérieur	44 276 824	44 276 824	0	38 517 789	86,99	37 163 071	96,48	37 163 071	83,93
063-Fourniture des services sociaux aux étudiants	28 372 705	28 372 705	46 241	22 998 348	81,06	22 901 143	99,58	22 901 143	80,72
064-Recherche scientifique et technologique	9 402 152	9 402 152	42 050	8 356 824	88,88	4 829 984	57,80	4 829 984	51,37
065-Pilotage et soutien aux services du MESRSI	5 311 553	5 311 553	1 046 922	2 541 644	47,85	2 185 924	86,00	2 179 624	41,04
066-Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	343 068	343 068	9 125	112 857	32,90	108 407	96,06	108 407	31,60
067-Industrie	1 168 976	1 168 976	69 426	383 957	32,85	316 671	82,48	316 006	27,03
068-Commerce	10 925 733	10 925 733	36 598	10 751 011	98,40	10 737 031	99,87	10 737 031	98,27
069-Artisanat	374 011	374 011	3 300	265 451	70,97	250 096	94,22	248 151	66,35

PROGRAMMES	CP_INIT	CP_AJUST*	MT PROJET CP	ENGAGES VISES		LIQUIDES		VBP	
	[a]	[b]	[c]	MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)
				[d]	[f=d/b]	[g]	[h=g/d]	[i]	[j=i/b]
070-Secteur privé	1 397 807	1 397 807	29 091	1 282 749	91,77	1 088 333	84,84	1 088 333	77,86
071-Pilotage et soutien	628 911	628 911	19 197	446 588	71,01	327 126	73,25	317 883	50,55
072-Mines	3 672 393	3 672 393	21 730	3 529 892	96,12	3 434 109	97,29	3 434 109	93,51
073-Energie	6 952 030	6 952 030	91 000	5 740 624	82,57	5 738 799	99,97	5 738 799	82,55
074-Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	600 262	600 262	23 016	367 266	61,18	278 670	75,88	278 670	46,42
075-Aménagements hydro-agricoles et irrigations	11 903 898	11 722 358	866 007	5 993 185	51,13	2 339 432	39,03	2 339 432	19,96
076-Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	12 190 556	11 958 056	124 721	9 718 528	81,27	9 591 905	98,70	9 591 905	80,21
077-Economie agricole	3 499 214	3 435 714	117 301	1 886 136	54,90	1 739 728	92,24	1 733 939	50,47
078-Développement durable des productions agricoles	12 300 328	13 079 884	216 695	9 016 554	68,93	8 125 270	90,12	7 919 486	60,55
079-Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	4 000 620	3 876 120	117 315	2 040 947	52,65	1 835 528	89,94	1 835 528	47,35
080-Pilotage et soutien	6 093 621	6 063 621	90 000	3 792 824	62,55	3 234 717	85,29	3 182 122	52,48
081-Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	699 750	587 050	51 568	185 030	31,52	143 103	77,34	143 103	24,38
082-Productivité et compétitivité des productions animales	1 643 185	1 622 913	79 512	1 325 279	81,66	1 306 107	98,55	1 306 107	80,48
083-Santé animale et santé publique vétérinaire	1 936 264	1 904 022	56 909	1 383 566	72,67	1 304 152	94,26	1 301 152	68,34
084-Développement des productions halieutiques et aquacoles	292 572	291 072	9 547	228 306	78,44	156 406	68,51	156 406	53,73
086-Gestion durable des ressources forestières et fauniques	4 757 978	4 757 978	379 350	3 178 576	66,81	2 302 517	72,44	2 275 688	47,83
087-Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	577 380	577 380	10 846	421 265	72,96	273 966	65,03	269 466	46,67
088-Gouvernance environnementale et développement durable	375 207	375 207	80 776	235 697	62,82	233 760	99,18	232 530	61,97
089-Economie verte et changement climatique	550 820	550 820	104 043	261 719	47,51	178 785	68,31	175 110	31,79
091-Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	12 455 878	12 455 878	40 356	1 311 794	10,53	768 996	58,62	730 213	5,86
092-Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	38 080 297	38 080 297	0	29 009 840	76,18	27 783 064	95,77	27 758 064	72,89
093-Développement de réseau de pistes rurales	7 350 958	7 350 958	10 325	2 405 880	32,73	1 113 248	46,27	1 111 229	15,12
094-Pilotage et soutien	3 024 418	3 024 418	92 859	1 352 619	44,72	1 172 986	86,72	1 133 809	37,49
095-Developpement d'infrastructures de communications électroniques	2 590 426	2 590 426	380 602	1 433 766	55,35	1 386 807	96,72	1 386 807	53,54
096-Appui au sous-secteur postal	7 770	7 770	0	6 509	83,77	3 916	60,16	3 916	50,40
097-Pilotage et soutien aux structures du MDENP	173 465	173 465	8 040	120 711	69,59	90 500	74,97	88 681	51,12
098-Transports et météorologie	23 060 285	23 060 285	9 527	13 652 987	59,21	11 035 007	80,82	10 994 436	47,68
099-Mobilité et sécurité routière	843 000	843 000	156 923	579 724	68,77	567 401	97,87	559 653	66,39
100-Pilotage et soutien des services du MTMUSR	638 309	638 309	145 253	398 347	62,41	265 252	66,59	234 380	36,72
101-Jeunesse	1 408 627	1 408 627	18 672	943 808	67,00	759 599	80,48	748 984	53,17
102-Formation professionnelle	5 216 707	5 216 707	6 413	3 844 458	73,70	3 818 264	99,32	2 767 813	53,06
103-Promotion de l'emploi	1 752 733	1 752 733	132 539	1 372 336	78,30	1 364 485	99,43	740 454	42,25
105-Planification et aménagement urbain	1 348 212	1 348 212	130 403	458 882	34,04	262 139	57,13	255 308	18,94
106-Architecture et construction	798 846	798 846	37 085	203 367	25,46	152 683	75,08	149 699	18,74
107-Accès aux logements décentés	854 564	854 564	28 550	491 001	57,46	76 331	15,55	75 011	8,78
108-Pilotage et soutien au service du MUH	586 037	586 037	40 000	414 710	70,77	186 497	44,97	178 132	30,40
109-Aménagements hydrauliques	17 361 313	17 361 313	229 323	10 196 142	58,73	7 708 931	75,61	7 693 571	44,31
110-Gestion intégrée des ressources en eau	2 552 923	2 552 923	60 845	1 630 752	63,88	1 526 484	93,61	1 503 375	58,89
111-Approvisionnement en eau potable	9 281 561	9 281 561	302 396	6 888 949	74,22	4 361 418	63,31	4 210 071	45,36
112-Assainissement des eaux usées et excréta	1 168 311	1 168 311	151 521	791 438	67,74	344 153	43,48	276 716	23,69
113-Pilotage et soutien	3 658 082	3 658 082	133 318	2 168 906	59,29	1 967 348	90,71	1 957 348	53,51
114-Ordres burkinabè	803 818	803 818	0	797 968	99,27	797 968	100,00	797 968	99,27
115-Régulation du secteur de la communication	708 141	708 141	0	361 237	51,01	359 210	99,44	359 210	50,73
116-Contrôle d'Etat	2 422 365	2 422 365	186 707	1 577 123	65,11	1 406 814	89,20	1 406 814	58,08
117-Coordination des actions du Conseil constitutionnel	358 502	358 502	10 907	277 903	77,52	240 049	86,38	240 049	66,96
118-Juridiction supérieure de l'ordre administratif	287 626	287 626	14 705	237 921	82,72	237 921	100,00	237 921	82,72
119-Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	564 961	564 961	38 774	504 187	89,24	504 187	100,00	504 187	89,24
120-Régulation performante du droit et unification efficace de la jurisprudence dans l'ordre judiciaire	588 321	588 321	0	560 962	95,35	557 287	99,34	557 287	94,73
121-Elections	525 685	525 685	21 160	465 101	88,48	438 101	94,19	438 101	83,34
122-Protection des données à caractère personnel	668 895	668 895	0	668 895	100,00	668 895	100,00	668 895	100,00
123-Médiateur du Faso	729 686	729 686	0	676 361	92,69	676 361	100,00	676 361	92,69
124-Relations avec le Parlement	100 000	100 000	0	100 000	100,00	100 000	100,00	100 000	100,00
133-Dépenses communes interministérielles	238 032 345	238 032 345	1 312 210	190 962 682	80,23	187 517 455	98,20	186 795 941	78,48
134-Fonction parlementaire	19 500 000	19 500 000	0	19 500 000	100,00	19 500 000	100,00	19 500 000	100,00
135-Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	34 585 243	34 585 243	0	34 578 787	99,98	34 578 787	100,00	34 578 787	99,98
136-Transformation et écosystème numérique	831 533	831 533	100 000	625 290	75,20	618 648	98,94	618 648	74,40
137-Gestion des Burkinabè de l'extérieur	307 135	307 135	73 851	87 449	28,47	82 124	93,91	79 424	25,86
138-Carrières	290 950	290 950	0	255 800	87,92	255 800	100,00	255 800	87,92
146-Accès aux produits de santé	14 109 017	14 109 017	0	11 652 266	82,59	11 004 017	94,44	11 004 017	77,99
147-Défense des Droits Humains	530 590	530 590	0	0	0,00	0	0	0	0,00
Total général	1 683 443 983	1 683 524 783	153 488 826	1 084 988 034	64,45	1 006 098 045	92,73	972 508 173	57,77

Source : DGB

Annexe 8 : Situation d'exécution des autorisations d'engagement des programmes budgétaires au 30 septembre 2023 (en FCFA)

LB_PROGRAMME	AE INIT	AE AJUSTEES	MT PROJ ET AE	ENGAGES VISES	
				MONTANT	TX (EN %)
	[a]	[b]	[c]	[d]	[e=d/b]
001-Pilotage de l'action présidentielle	5 796 259	5 796 259	0	4 796 259	82,75
004-Organisation du travail gouvernemental	200 000	200 000	198 116	0	0,00
008-Promotion du capital humain	588 000	588 000	47 710	214 047	36,40
009-Conseil Economique et Social	150 000	150 000	0	150 000	100,00
011-Administration du territoire	1 000 000	1 000 000	50 000	223 500	22,35
012-Sécurité intérieure	21 051 188	21 051 188	957 859	323 313	1,54
013-Protection Civile	2 238 322	2 238 322	77 591	339 175	15,15
014-Décentralisation	2 200 000	2 200 000	200 000	2 000 000	90,91
015-Etat civil	117 043	117 043	0	0	0,00
016-Pilotage et soutien des services du MATD	200 000	200 000	0	0	0,00
017-Administration judiciaire	1 189 000	1 189 000	29 134	176 776	14,87
018-Administration pénitentiaire	8 373 850	8 373 850	3 226 761	1 646 879	19,67
019-Droits humains	15 000	15 000	0	5 000	33,33
020-Civisme et citoyenneté	15 000	15 000	0	4 749	31,66
021-Pilotage et soutien	469 094	469 094	0	0	0,00
022-Défense	171 148 022	171 148 022	0	127 973 082	74,77
023-Préparation et emploi des forces	9 706 660	9 706 660	0	7 279 995	75,00
024-Equipement des forces	10 843 899	10 843 899	0	7 298 252	67,30
025-Appui à la sécurité publique et à la protection civile	2 702 673	2 702 673	0	2 027 005	75,00
026-Renforcement du lien Armée-Nation	265 389	265 389	0	199 042	75,00
027-Pilotage et soutien	28 621 350	28 621 350	0	19 043 416	66,54
028-Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	2 200 000	2 200 000	15 779	2 030 038	92,27
032-Pilotage de l'Economie et du développement	4 435 980	4 435 980	0	1 415 980	31,92
033-Mobilisation des ressources	4 499 261	4 499 261	0	790 240	17,56
038-Pilotage et soutien des services du ministère	2 457 524	2 457 524	42 008	903 632	36,77
040-Tourisme	605 843	605 843	494 843	5 936	0,98
042-Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	1 000 000	1 260 186	0	485 556	38,53
044-Travail décent	530 245	130 245	0	105 742	81,19
045-Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	0	139 814	0	0	0,00
046-Communication	1 000 000	1 000 000	0	0	0,00
047-Pilotage et soutien	31 100	31 100	0	28 775	92,52
049-Enfance et famille	300 000	300 000	0	39 235	13,08
050-Solidarité nationale et gestion des catastrophes	1 095 000	1 095 000	0	375 000	34,25
051-Pilotage et soutien des services du Ministère	200 000	200 000	0	0	0,00
052-Sport et activités physiques	7 000 000	7 000 000	0	0	0,00
055-Offre de soin	10 618 322	10 618 322	0	0	0,00
056-Santé publique	1 555 554	1 555 554	3 000	73 821	4,75
057-Pilotage et soutien aux services de la Santé	39 000	39 000	1 500	1 500	3,85
058-Accès à l'éducation formelle	33 866 500	33 866 500	1 872 277	2 626 294	7,75
059-Qualité de l'éducation formelle	8 830 000	8 830 000	315 717	1 276 894	14,46
060-Accès et qualité de l'éducation non formelle	200 000	200 000	0	0	0,00
061-Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	1 960 000	1 960 000	171 759	344 120	17,56
062-Enseignement supérieur	6 557 558	6 557 558	0	949 842	14,48
063-Fourniture des services sociaux aux étudiants	1 247 443	1 247 443	0	0	0,00
064-Recherche scientifique et technologique	693 580	693 580	42 050	660 630	95,25
065-Pilotage et soutien aux services du MESRSI	480 001	480 001	0	4 442	0,93
066-Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	75 000	75 000	0	0	0,00
067-Industrie	805 869	805 869	23 941	23 250	2,89

LB_PROGRAMME	AE INIT	AE AJUSTEES	MT PROJ ET AE	ENGAGES VISES	
				MONTANT	TX (EN %)
	[a]	[b]	[c]	[d]	[e=d/b]
068-Commerce	85 000	85 000	0	0	0,00
069-Artisanat	100 974	100 974	0	0	0,00
070-Secteur privé	100 974	100 974	0	89 822	88,96
071-Pilotage et soutien	64 000	64 000	0	57 204	89,38
072-Mines	75 000	75 000	0	0	0,00
073-Energie	4 910 793	4 910 793	0	3 127 125	63,68
075-Aménagements hydro-agricoles et irrigations	7 528 311	7 528 311	263 722	2 543 297	33,78
076-Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	704 052	704 052	7 950	391 594	55,62
077-Economie agricole	1 471 761	1 471 761	0	793 162	53,89
078-Développement durable des productions agricoles	3 344 125	3 344 125	75 992	0	0,00
079-Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	773 658	773 658	55 833	424 975	54,93
080-Pilotage et soutien	272 700	272 700	0	48 358	17,73
081-Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	228 000	228 000	0	4 680	2,05
082-Productivité et compétitivité des productions animales	65 500	65 500	0	0	0,00
083-Santé animale et santé publique vétérinaire	253 000	253 000	4 850	190 000	75,10
084-Développement des productions halieutiques et aquacoles	91 269	91 269	0	0	0,00
086-Gestion durable des ressources forestières et fauniques	1 815 198	1 815 198	252 514	554 005	30,52
087-Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	48 000	48 000	0	0	0,00
089-Economie verte et changement climatique	184 000	184 000	0	0	0,00
091-Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	801 000	801 000	0	350 998	43,82
092-Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	5 145 398	5 145 398	0	1 121 688	21,80
093-Développement de réseau de pistes rurales	12 000 000	12 000 000	0	0	0,00
094-Pilotage et soutien	240 000	240 000	7 310	207 310	86,38
095-Developpement d'infrastructures de communications électroniques	1 067 034	1 067 034	23 918	740 000	69,35
098-Transports et météorologie	12 109 379	12 109 379	0	10 095 000	83,37
102-Formation professionnelle	888 765	888 765	0	50 000	5,63
103-Promotion de l'emploi	20 000	20 000	0	0	0,00
105-Planification et aménagement urbain	850 000	850 000	124 191	124 191	14,61
106-Architecture et construction	521 000	521 000	20 943	6 954	1,33
107-Accès aux logements décentés	671 200	671 200	9 200	86 184	12,84
108-Pilotage et soutien aux service du MUH	100 000	100 000	0	88 775	88,77
109-Aménagements hydrauliques	11 362 900	11 362 900	99 977	7 920 625	69,71
110-Gerston intégrée des ressources en eau	908 425	908 425	0	8 115	0,89
111-Approvisionnement en eau potable	4 344 479	4 344 479	192 515	2 419 803	55,70
112-Assainissement des eaux usées et excréta	689 455	689 455	44 122	403 228	58,49
113-Pilotage et soutien	421 621	421 621	19 999	0	0,00
116-Controle d'Etat	1 143 874	1 143 874	898 629	0	0,00
118-Juridiction supérieure de l'ordre administratif	35 000	35 000	0	0	0,00
119-Controle juridictionnel et controle de la gestion des finances publiques	50 000	50 000	0	40 000	80,00
120-Régulation performante du droit et unification efficace de la jurisprudence dans l'ordre judiciaire	25 000	25 000	0	25 000	100,00
122-Protection des données à caractère personnel	95 000	95 000	0	95 000	100,00
123-Médiateur du Faso	60 000	60 000	0	60 000	100,00
135-Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	8 772 474	8 772 474	0	8 769 474	99,97
136-Transformation et écosystème numérique	76 940	76 940	0	0	0,00
147-Défense des Droits Humains	21 151	21 151	0	0	0,00
Total général	443 710 939	443 710 939	9 871 711	226 677 979	51,09

Source : DGB

Annexe 9 : Situation d'exécution des crédits de paiement délégués des ministères et institutions au 30 septembre 2023 (en FCFA)

PROGRAMMES	CP_INIT	CP_AJUST*	MT PROJET CP	ENGAGES VISES		LIQUIDES		VBP	
				MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)
				[a]	[b]	[c]	[d]	[f=d/b]	[g]
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	1 608 975	1 621 225	98 601	1 257 947	77,59	985 647	78,35	891 120	54,97
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	979 793	974 793	77 064	800 457	82,12	636 456	79,51	580 118	59,51
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	822 034	822 034	27 209	698 687	84,99	585 734	83,83	563 794	68,59
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	210 210	210 210	20 255	165 138	78,56	132 162	80,03	109 067	51,88
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	285 000	285 000	18 914	232 356	81,53	205 571	88,47	186 191	65,33
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	269 502	270 502	32 002	191 033	70,62	123 047	64,41	86 319	31,91
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	4 511 367	4 624 367	631 716	2 130 087	46,06	1 027 665	48,25	808 894	17,49
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	105 188	303 564	61 223	86 844	28,61	18 909	21,77	8 290	2,73
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	20 107 084	26 857 207	1 941 484	23 152 830	86,21	22 354 007	96,55	21 829 703	81,28
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	105 950	105 950	15 525	57 034	53,83	43 150	75,66	36 850	34,78
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	74 611	70 643	4 598	60 481	85,62	45 814	75,75	41 523	58,78
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	495 406	495 406	14 992	371 785	75,05	274 969	73,96	250 204	50,50
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	302 142	302 142	40 356	251 244	83,15	171 475	68,25	132 692	43,92
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	122 000	122 000	9 792	90 742	74,38	75 748	83,48	63 399	51,97
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	111 500	161 500	4 080	149 482	92,56	110 768	74,10	101 363	62,76
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	219 321	219 321	31 404	131 419	59,92	102 158	77,73	91 991	41,94
51-Conseil Supérieur de la Communication	19 341	19 341	0	15 912	82,27	13 885	87,27	13 885	71,79
TOTAL	30 349 424	37 465 205	3 029 214	29 843 476	79,66	26 907 164	90,16	25 795 404	68,85

Source : DGB

Annexe 10 : Situation d'exécution des dépenses sociales de réduction de la pauvreté au 30 septembre 2023 (en FCFA)

PROGRAMMES	CP_INIT	CP_AJUST*	MT PROJET CP	ENGAGES VISES		LIQUIDES		VBP	
				MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)	MONTANT	TX (%)
				[a]	[b]	[c]	[d]	[f=d/b]	[g]
01-Présidence du Faso	5 854 100	5 854 100	0	5 779 090	98,72	5 750 000	99,50	5 750 000	98,22
03-Primature	23 040 149	23 040 149	24 611	418 776	1,82	144 095	34,41	144 095	0,63
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	21 950	21 950	0	9 957	45,36	5 409	54,32	5 409	24,64
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	4 833 390	4 842 233	1 269 401	3 074 204	63,49	1 167 914	37,99	1 144 628	23,64
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	2 023 111	2 023 111	0	1 517 333	75,00	1 517 333	100,00	1 517 333	75,00
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	1 756 628	1 756 628	240	1 321 971	75,26	1 276 517	96,56	1 275 902	72,63
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	4 517 995	3 957 125	444 276	3 173 652	80,20	3 015 366	95,01	2 994 898	75,68
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	20 000	20 000	0	20 000	100,00	20 000	100,00	20 000	100,00
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	7 976 287	7 936 287	148 608	5 828 456	73,44	5 610 190	96,26	4 040 723	50,91
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	103 060 110	103 060 110	11 470 763	78 501 009	76,17	65 712 242	83,71	65 039 288	63,11
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	15 644 942	15 782 993	104 484	13 028 550	82,55	12 468 444	95,70	12 457 825	78,93
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	81 457 803	81 541 803	3 964 942	57 283 582	70,25	46 612 744	81,37	45 662 552	56,00
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	72 649 529	72 649 529	46 241	61 516 136	84,68	60 064 213	97,64	60 064 213	82,68
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	938 534	938 534	10 300	759 020	80,87	732 156	96,46	729 545	77,73
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	6 891 030	6 891 030	30 000	5 740 624	83,31	5 738 799	99,97	5 738 799	83,28
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	45 610 939	45 911 259	1 349 886	30 638 543	66,73	25 893 774	84,51	25 679 201	55,93
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	8 565 976	8 265 976	50 681	3 095 487	37,45	1 460 056	47,17	1 419 255	17,17
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	843 000	843 000	156 923	579 724	68,77	567 401	97,87	559 653	66,39
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	854 564	854 564	28 550	491 001	57,46	76 331	15,55	75 011	8,78
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	35 448 802	35 425 802	1 141 121	22 849 964	64,50	16 440 083	71,95	16 158 567	45,61
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	34 465 243	34 465 243	0	34 458 787	99,98	34 458 787	100,00	34 458 787	99,98
TOTAL	456 474 082	456 081 426	20 241 024	330 085 867	72,37	288 731 855	87,47	284 935 685	62,47

Source : DGB

Annexe 11 : Situation des restes à liquider des crédits de paiement en procédure normale en FCFA

Ministères et Institutions	Engagement CF	Liquidation		Reste Liquidation	
	Montant (fcfa)	Montant (fcfa)	Taux (%)	Montant (fcfa)	Taux (%)
01 Présidence du Faso	35 197 673 499	34 080 558 118	96,83	1 117 115 381	3,17
02 Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	478 905 911	422 302 689	88,18	56 603 222	11,82
03 Primature	4 796 990 327	4 247 353 596	88,54	549 636 731	11,46
05 Conseil Economique et Social	816 436 741	806 422 447	98,77	10 014 294	1,23
09 Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	29 482 361 665	25 280 161 092	85,75	4 202 200 573	14,25
10 Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	8 181 495 024	5 274 253 643	64,47	2 907 241 381	35,53
12 Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	28 809 662 626	26 752 404 315	92,86	2 057 258 311	7,14
14 Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	143 588 187 327	130 373 842 015	90,80	13 214 345 312	9,20
17 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	9 932 808 335	8 287 964 264	83,44	1 644 844 071	16,56
18 Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	12 851 820 989	12 222 602 610	95,10	629 218 379	4,90
20 Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	10 131 674 365	9 506 224 319	93,83	625 450 046	6,17
21 Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	183 030 377 284	173 957 620 774	95,04	9 072 756 510	4,96
22 Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	14 927 188 942	14 358 844 544	96,19	568 344 398	3,81
23 Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	74 116 191 215	62 823 890 793	84,76	11 292 300 422	15,24
24 Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	80 790 198 814	75 316 249 944	93,22	5 473 948 870	6,78
25 Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	13 152 219 498	12 746 245 998	96,91	405 973 500	3,09
26 Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	9 918 524 203	9 740 508 085	98,21	178 016 118	1,79
27 Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	46 459 198 548	32 406 075 313	69,75	14 053 123 235	30,25
30 Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	34 178 246 649	31 097 245 206	90,99	3 081 001 443	9,01
31 Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	7 447 413 167	7 404 278 325	99,42	43 134 842	0,58
32 Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	17 137 357 374	12 549 495 620	73,23	4 587 861 754	26,77
38 Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	1 458 181 323	710 856 583	48,75	747 324 740	51,25
42 Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	26 980 996 398	19 856 965 231	73,60	7 124 031 167	26,40
50 Grande Chancellerie	802 804 517	801 740 027	99,87	1 064 490	0,13
51 Conseil Supérieur de la Communication	364 167 458	362 141 228	99,44	2 026 230	0,56
52 Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1 577 325 294	1 407 016 454	89,20	170 308 840	10,80
54 Conseil Constitutionnel	283 495 390	254 627 387	89,82	28 868 003	10,18
55 Conseil d'Etat	294 626 164	290 199 964	98,50	4 426 200	1,50
56 Cour des Comptes	537 318 713	531 049 958	98,83	6 268 755	1,17
57 Cour de Cassation	667 743 310	649 731 819	97,30	18 011 491	2,70
58 Commission Electorale Nationale Indépendante	465 100 500	438 100 500	94,19	27 000 000	5,81
99 Dépenses Communes Interministérielles	191 452 340 384	188 248 525 197	98,33	3 203 815 187	1,67
TOTAL	990 309 031 954	903 205 498 058	91,20	87 103 533 896	8,80

Source : DGCMEF

Annexe 12 : Situation des consommations d'électricité de 2022 et 2023 à fin juin en FCFA

SECTION	Consommation d'électricité	TOTAL	TOTAL
	MINISTERES ET INSTITUTIONS	A FIN SEPTEMBRE 2022	A FIN SEPTEMBRE 2023
01	Présidence du Faso	358 289 169	373 071 632
02	Sécrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	18 008 421	17 244 609
03	Primature	70 683 549	81 475 033
04	Assemblée Législative de Transition	58 303 287	60 956 870
05	Conseil Economique et Social	10 343 945	14 664 438
09	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	808 196 501	955 627 166
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions, Garde des Sceaux	364 272 163	378 137 447
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	1 262 225 920	1 544 420 071
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur	57 917 849	61 319 781
14	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	1 234 257 461	1 308 751 296
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	84 161 828	78 225 401
18	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme	371 821 129	367 865 846
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	105 808 124	120 594 819
21	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	2 737 978 859	2 854 345 235
22	Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Reconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	137 835 552	122 690 936
23	Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	462 550 417	482 567 513
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	456 005 432	460 806 430
25	Ministère du Développement industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	50 020 749	47 661 528
26	Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	57 476 797	52 238 969
27	Ministère de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques	512 881 596	508 696 321
30	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	261 606 166	249 998 606
31	Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques	130 091 178	125 813 383
32	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	50 596 406	51 456 485
38	Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	23 261 039	23 124 110
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	211 619 624	213 461 648
50	Grande Chancellerie	10 686 353	10 834 685
51	Conseil Supérieur de la Communication	20 118 927	30 903 726
52	Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	22 834 768	25 391 787
54	Conseil Constitutionnel	10 727 906	10 881 068
55	Conseil d'Etat	0	0
56	Cour des Comptes	14 923 950	15 776 917
57	Cour de Cassation	20 791 726	21 439 717
58	Commission Nationale Indépendante (CENI)	0	0
59	Commission Informatique et des Libertés	8 698 334	10 100 989
60	Médiateur du Faso	12 608 825	12 450 936
61	Commission Nationale des Droits Humains	0	0
99	Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	247 221 279	215 946 390
TOTAUX		10 264 825 229	10 908 941 788

Source : DGAIE

Annexe 13 : Situation des consommations d'eau de 2021 et 2022 à fin mai en FCFA

SECTION	CONSUMMATION D'EAU	TOTAL	TOTAL
	MINISTERES ET INSTITUTIONS	A FIN SEPTEMBRE 2022	A FIN SEPTEMBRE 2023
01	Présidence du Faso	622 690 422	504 700 777
02	Sécrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Minisres	1 278 971	2 078 126
03	Primature	20 297 251	20 999 948
04	Assemblée Législative de Transition	10 549 428	21 387 989
05	Conseil Economique et Social	1 689 557	1 741 688
09	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	184 466 311	149 116 235
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions, Garde des Sceaux	285 014 280	258 761 559
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	1 090 710 993	1 163 162 378
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur	9 596 059	7 655 965
14	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	199 587 103	166 945 481
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	6 011 124	9 007 669
18	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme	51 725 586	59 688 882
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	40 511 872	20 197 576
21	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	705 410 105	653 164 732
22	Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Reconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	53 482 030	38 687 310
23	Ministère de l' Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	57 154 055	60 273 458
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	120 180 559	123 022 569
25	Ministère du Développement industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	12 997 092	14 391 245
26	Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	1 579 129	1 575 914
27	Ministère de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques	56 815 132	52 438 489
30	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	22 782 390	15 275 883
31	Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques	2 314 006	5 143 829
32	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	31 210 552	32 547 628
38	Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	413 144	1 763 421
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	112 686 894	81 165 686
50	Grande Chancellerie	10 199 033	7 051 529
51	Conseil Supérieur de la Communication	3 230 998	2 338 390
52	Autorité Superieur du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	1 131 619	1 936 084
54	Conseil Constitutionnel	1 203 304	430 698
55	Conseil d'Etat	0	0
56	Cour des Comptes	1 432 222	1 855 990
57	Cour de Cassation	2 317 076	2 956 931
58	Commission Nationale Independante (CENI)	3 035 254	3 502 535
59	Commission Informatique et des Libertés	1 507 300	1 164 807
60	Médiateur du Faso	4 034 908	2 475 965
61	Commission Nationale des Droits Humains	0	0
99	Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	17 062 954	9 783 521
	TOTAL	3 746 308 713	3 498 390 887

Source : DGAIE

Annexe 14 : Situation des consommations téléphoniques de 2022 et 2023 à fin juin en FCFA

SECTIO N	CONSOMMATION DE TELEPHONE MINISTERES OU INSTITUTIONS	TOTAL	TOTAL
		A FIN SEPTEMBRE 2022	A FIN SEPTEMBRE 2023
01	Présidence du Faso	279 807 880	348 525 352
02	Sécrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Minisres	1 311 379	1 180 758
03	Primature	17 358 223	31 920 867
04	Assemblée Législative de Transition	49 184 303	45 032 327
05	Conseil Economique et Social	1 984 570	1 899 820
09	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	399 811 712	427 501 022
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions, Garde des Sceaux	45 756 579	43 056 030
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	424 852 868	521 868 484
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur	73 009 723	71 974 924
14	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	579 702 632	550 351 613
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	29 891 317	49 446 954
18	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme	29 826 953	30 845 013
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	5 867 330	5 464 050
21	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	79 941 281	77 634 168
22	Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Reconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	17 363 519	17 280 756
23	Ministère de l' Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	24 554 330	23 451 246
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	20 200 590	20 335 651
25	Ministère du Développement industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	6 685 825	6 714 522
26	Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	24 799 316	28 132 820
27	Ministère de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques	78 445 598	79 731 895
30	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	26 333 322	27 341 408
31	Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques	270 034 429	177 024 951
32	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	4 192 086	4 192 086
38	Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	747 182	844 102
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	34 091 843	31 264 838
50	Grande Chancellerie	1 689 469	1 130 176
51	Conseil Supérieur de la Communication	8 632 512	7 837 541
52	Autorité Supérieur du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	7 628 283	7 545 441
54	Conseil Constitutionnel	275 142	216 465
55	Conseil d'Etat	645 064	643 587
56	Cour des Comptes	311 230	679 589
57	Cour de Cassation	0	0
58	Commission Nationale Independante (CENI)	19 253 102	12 804 947
59	Commission Informatique et des Libertés	976 292	2 417 251
60	Médiateur du Faso	9 506 780	8 106 911
61	Commission Nationale des Droits Humains	1 099 111	1 053 437
99	Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	414 363 657	394 662 805
	TOTAUX	2 990 135 432	3 060 113 807

Source : DGAIE

Annexe 15 : Situation de la mise en œuvre des plans de déblocage de fonds par nature et par ministères et institutions au 30 septembre 2023 (en milliers FCFA)

Section / Nature	Prévisions déblocage annuelles	Prévision déblocage au 30 septembre	Taux de référence	Montant total déblocué	Taux d'exécution global	Restes à déblocuer au 31 décembre
	[a]	[b]	[c=b/a]	[d]	[e=d/a]	[f=a-d]
04 Parlement	19 500 000	19 500 000	100,00%	19 500 000	100,00%	0
50-Grande Chancellerie	797 968	797 968	100,00%	797 968	100,00%	0
57-Cour de Cassation	510 012	510 012	100,00%	510 012	100,00%	0
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	668 895	668 895	100,00%	668 895	100,00%	0
60-Médiateur du Faso	676 361	676 361	100,00%	676 361	100,00%	0
05 Conseil économique et social	791 743	791 743	100,00%	786 603	99,35%	5 140
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	29 113 890	29 113 890	100,00%	28 698 350	98,57%	415 540
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	12 563 915	12 563 915	100,00%	12 268 850	97,65%	295 065
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	156 345	156 345	100,00%	151 345	96,80%	5 000
01-Présidence du Faso	32 056 409	32 056 409	100,00%	31 000 441	96,71%	1 055 968
22 Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	13 618 505	13 618 505	100,00%	12 680 416	93,11%	938 089
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	5 897 037	5 897 037	100,00%	5 486 035	93,03%	411 002
56-Cour des Comptes	542 961	542 961	100,00%	504 187	92,86%	38 774
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	74 592 240	74 592 240	100,00%	69 171 365	92,73%	5 420 875
21 Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	176 382 932	176 382 932	100,00%	163 384 967	92,63%	12 997 965
54-Conseil Constitutionnel	66 292	66 292	100,00%	61 292	92,46%	5 000
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	516 260	516 260	100,00%	475 279	92,06%	40 981
51-Conseil Supérieur de la Communication	613 736	613 736	100,00%	541 744	88,27%	71 992
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	76 694 835	74 119 671	96,64%	67 551 135	88,08%	9 143 700
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	248 872	248 872	100,00%	216 472	86,98%	3240000%
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	756 398	756 398	100,00%	656 858	86,84%	99 540
55-Conseil d'Etat	287 626	287 626	100,00%	242 921	84,46%	44 705
20 Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	13 372 547	13 372 547	100,00%	11 210 202	83,83%	2 162 345
23 Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales	20 898 164	20 898 164	100,00%	17 020 318	81,44%	3 877 846
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	11 855 550	11 855 550	100,00%	9 456 691	79,77%	2 398 859
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	2 117 098	2 117 098	100,00%	1 679 048	79,31%	438 050
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	13 068 739	13 068 739	100,00%	10 344 091	79,15%	2 724 648
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	16 748 216	16 429 438	98,10%	13 019 835	77,74%	3 728 381
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	14 767 260	14 767 260	100,00%	11 470 291	77,67%	3 296 969
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	489 153 716	489 153 716	100,00%	368 407 235	75,32%	120 746 481
18-Ministère de la Communication, de la Culture des Arts et du Tourisme	14 853 921	14 853 921	100,00%	11 145 448	75,03%	3 708 473
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	30 664 934	30 664 934	100,00%	22 276 999	72,65%	8 387 935
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	3 528 086	3 528 086	100,00%	2 399 913	68,02%	1 128 173
09-Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	31 658 264	31 658 264	100,00%	21 487 935	67,87%	10 170 329
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	56 378 506	56 378 506	100,00%	34 578 787	61,33%	21 799 719
03-Primature	26 328 820	15 679 859	59,55%	3 450 669	13,11%	22 878 150
61-Commission Nationale des Droits Humains	530 590	530 590	100,00%	0	0,00%	530 590
TOTAL GENERAL	1 192 977 641	1 179 434 739	98,86%	953 978 958	79,97%	238 998 683

Source : DGCMEF

Annexe 17 : Situation de la mise en œuvre des plans de déblocage par programme au 30 septembre 2023 (en milliers FCFA)

Section / Nature	Prévisions déblocage annuelles	Prévision déblocage au 30 septembre	Taux de référence	Montant total déblocué	Taux d'exécution global	Restes à déblocuer au 31 décembre
	[a]	[b]	[c=b/a]	[d]	[e=d/a]	[f=a-d]
Programme n°062 : Enseignement supérieur	36 526 755	36 526 755	100,00%	36 620 559	100,00%	0
Programme n°002 : Renforcement capacités d'analyse et de transaction publi	450 000	450 000	100,00%	450 000	100,00%	0
Programme n°003 : Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	7 250 000	7 250 000	100,00%	7 250 000	100,00%	0
Programme n°134 : Fonction parlementaire	19 500 000	19 500 000	100,00%	19 500 000	100,00%	0
Programme n°020 : Civisme et citoyenneté	191 720	191 720	100,00%	191 720	100,00%	0
Programme n°124 : Relations avec le Parlement	100 000	100 000	100,00%	100 000	100,00%	0
Programme n°029 : Intégration africaine	1 210 000	1 210 000	100,00%	1 210 000	100,00%	0
Programme n°042 : Recrutement, formation professionnelle et gestion carrière des agents fonction publ	2 378 535	2 378 535	100,00%	2 378 535	100,00%	0
Programme n°043 : Réforme de l'administration	205 000	205 000	100,00%	205 000	100,00%	0
Programme n°045 : Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	63 500	63 500	100,00%	63 500	100,00%	0
Programme n°064 : Recherche scientifique et technologique	8 231 841	8 231 841	100,00%	8 231 841	100,00%	0
Programme n°067 : Industrie	278 057	278 057	100,00%	278 057	100,00%	0
Programme n°069 : Artisanat	244 387	244 387	100,00%	244 387	100,00%	0
Programme n°138 : Carrières	250 000	250 000	100,00%	250 000	100,00%	0
Programme n°105 : Planification et aménagement urbain	20 250	20 250	100,00%	20 250	100,00%	0
Programme n°106 : Architecture et construction	81 000	81 000	100,00%	81 000	100,00%	0
Programme n°107 : Accès aux logements décentés	18 000	18 000	100,00%	18 000	100,00%	0
Programme n°114 : Ordres burkinabè	797 968	797 968	100,00%	797 968	100,00%	0
Programme n°120 : Régulation performante du droit et unification efficace de la jurisprudence dans l'ordre judiciaire	510 012	510 012	100,00%	510 012	100,00%	0
Programme n°122 : Protection des données à caractère personnel	668 895	668 895	100,00%	668 895	100,00%	0
Programme n°123 : Médiateur du Faso	676 361	676 361	100,00%	676 361	100,00%	0
Programme n°092 : Développement du réseau routier classé, voirie urbaine et infrastructures	27 325 000	27 325 000	100,00%	27 225 000	99,63%	100 000
Programme n°009 : Conseil Economique et Social	791 743	791 743	100,00%	786 603	99,35%	5 140
Programme n°102 : Formation professionnelle	3 693 660	3 693 660	100,00%	3 663 660	99,19%	30 000
Programme n°068 : Commerce	10 759 133	10 759 133	100,00%	10 669 633	99,17%	89 500
Programme n°005 : Soutien à l'action de la Primature	430 600	430 600	100,00%	421 500	97,89%	9 100
Programme n°146 : Accès aux produits de santé	11 254 017	11 254 017	100,00%	11 004 017	97,78%	250 000
Programme n°038 : Pilotage et soutien aux services du Ministère	24 719 235	24 313 562	98,36%	24 128 889	97,61%	590 346
Programme n°110 : Gestion intégrée des ressources en eau	1 353 339	1 353 339	100,00%	1 303 525	96,32%	49 814
Programme n°030 : Pilotage et soutien aux services du Ministère	189 492	189 492	100,00%	181 392	95,73%	8 100
Programme n°001 : Pilotage de l'action présidentielle	24 356 409	24 356 409	100,00%	23 300 441	95,66%	1 055 968
Programme n°048 : Femme et du genre	318 332	318 332	100,00%	303 045	95,20%	15 287
Programme n°050 : Solidarité nationale et gestion des catastrophes	10 933 820	10 933 820	100,00%	10 397 885	95,10%	535 935
Programme n°056 : Santé publique	44 472 145	44 472 145	100,00%	41 584 596	93,51%	2 887 548
Programme n°060 : Accès et qualité de l'éducation non formelle	1 753 411	1 753 411	100,00%	1 638 411	93,44%	115 000
Programme n°019 : Droits humains	137 645	137 645	100,00%	128 045	93,03%	9 600
Programme n°074 : Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	129 368	129 368	100,00%	120 170	92,89%	9 198
Programme n°119 : Contrôle juridictionnel et contrôle gestion des fin publi	542 961	542 961	100,00%	504 187	92,86%	38 774

Section / Nature	Prévisions débloquées annuelles	Prévision débloquée au 30 septembre	Taux de référence	Montant total débloqué	Taux d'exécution global	Restes à débloquer au 31 décembre
	[a]	[b]	[c=b/a]	[d]	[e=d/a]	[f=a-d]
Programme n°117 : Coordination des actions du Conseil constitutionnel	66 292	66 292	100,00%	61 292	92,46%	5 000
Programme n°087 : Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	378 791	378 791	100,00%	349 991	92,40%	28 800
Programme n°055 : Offre de soin	118 596 638	118 596 638	100,00%	109 398 045	92,24%	9 198 593
Programme n°121 : Elections	516 260	516 260	100,00%	475 279	92,06%	40 981
Programme n°018 : Administration pénitentiaire	901 900	901 900	100,00%	821 900	91,13%	80 000
Programme n°094 : Pilotage et soutien	606 703	606 703	100,00%	551 163	90,85%	55 540
Programme n°051 : Pilotage et soutien des services du Ministère	725 105	725 105	100,00%	655 864	90,45%	69 241
Programme n°014 : Décentralisation	12 156 216	12 156 216	100,00%	10 965 318	90,20%	1 190 898
Programme n°032 : Pilotage de l'Economie et du développement	45 452 969	44 160 139	97,16%	40 923 098	90,03%	4 529 870
Programme n°052 : Sport et activités physiques	2 588 961	2 588 961	100,00%	2 285 902	88,29%	303 059
Programme n°115 : Régulation du secteur de la communication	613 736	613 736	100,00%	541 744	88,27%	71 992
Programme n°080 : Pilotage et soutien	2 240 881	2 240 881	100,00%	1 970 562	87,94%	270 319
Programme n°044 : Travail décent	3 250 002	3 250 002	100,00%	2 839 000	87,35%	411 002
Programme n°109 : Aménagements hydrauliques	1 788 016	1 788 016	100,00%	1 556 390	87,05%	231 626
Programme n°004 : Organisation du travail gouvernemental	248 872	248 872	100,00%	216 472	86,98%	32 400
Programme n°116 : Contrôle d'Etat	756 398	756 398	100,00%	656 858	86,84%	99 540
Programme n°108 : Pilotage et soutien aux services du MUH	37 095	37 095	100,00%	32 095	86,52%	5 000
Programme n°053 : Loisirs	25 925	25 925	100,00%	22 400	86,40%	3 525
Programme n°078 : Développement durable des productions agricoles	7 114 881	7 114 881	100,00%	6 138 788	86,28%	976 094
Programme n°136 : Transformation et écosystème numérique	686 548	686 548	100,00%	586 548	85,43%	100 000
Programme n°118 : Juridiction supérieure de l'ordre administratif	287 626	287 626	100,00%	242 921	84,46%	44 705
Programme n°100 : Pilotage et soutien des services du MTMUSR	4 480	4 480	100,00%	3 780	84,38%	700
Programme n°070 : Secteur privé	1 277 338	1 277 338	100,00%	1 074 773	84,14%	202 565
Programme n°059 : Qualité de l'éducation formelle	5 500 060	5 500 060	100,00%	4 625 060	84,09%	875 000
Programme n°063 : Fourniture des services sociaux aux étudiants	27 309 985	27 309 985	100,00%	22 950 545	84,04%	4 359 440
Programme n°111 : Approvisionnement en eau potable	3 853 457	3 853 457	100,00%	3 218 586	83,52%	634 871
Programme n°073 : Energie	6 930 361	6 930 361	100,00%	5 738 799	82,81%	1 191 562
Programme n°058 : Accès à l'éducation formelle	12 382 702	12 382 702	100,00%	10 135 326	81,85%	2 247 377
Programme n°076 : Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	10 342 940	10 342 940	100,00%	8 429 596	81,50%	1 913 344
Programme n°103 : Promotion de l'emploi	1 660 380	1 660 380	100,00%	1 350 753	81,35%	309 627
Programme n°089 : Economie verte et changement climatique	155 240	155 240	100,00%	125 240	80,68%	30 000
Programme n°049 : Enfance et famille	1 641 248	1 641 248	100,00%	1 323 623	80,65%	317 625
Programme n°091 : Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	1 182 187	1 182 187	100,00%	922 187	78,01%	260 000
Programme n°098 : Transports et météorologie	14 058 975	14 058 975	100,00%	10 946 511	77,86%	3 112 464
Programme n°046 : Communication	10 846 073	10 846 073	100,00%	8 355 331	77,04%	2 490 742
Programme n°095 : Développement d'infrastructures de communications électroniques	1 417 210	1 417 210	100,00%	1 090 000	76,91%	327 210
Programme n°082 : Productivité et compétitivité des productions animales	602 280	602 280	100,00%	462 640	76,81%	139 640
Programme n°024 : Equipement des forces	10 373 774	10 373 774	100,00%	7 884 665	76,01%	2 489 110
Programme n°028 : Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	15 348 724	15 029 946	97,92%	11 628 443	75,76%	3 720 281
Programme n°027 : Pilotage et soutien	49 487 541	49 487 541	100,00%	37 418 480	75,61%	12 069 061
Programme n°022 : Défense	211 655 484	211 655 484	100,00%	159 876 403	75,54%	51 779 081
Programme n°039 : Culture	2 716 500	2 716 500	100,00%	2 039 500	75,08%	677 000
Programme n°077 : Economie agricole	2 036 325	2 036 325	100,00%	1 528 084	75,04%	508 241
Programme n°144 : Appui à la Formation Professionnelle	3 613 093	3 613 093	100,00%	2 709 820	75,00%	903 273

Section / Nature	Prévisions déblocage annuelles	Prévision déblocage au 30 septembre	Taux de référénc e	Montant total déblocué	Taux d'exécutio n global	Restes à déblocuer au 31 décembre
	[a]	[b]	[c=b/a]	[d]	[e=d/a]	[f=a-d]
Programme n°023 : Préparation et emploi des forces	156 490 242	156 490 242	100,00%	117 367 682	75,00%	39 122 561
Programme n°025 : Appui à la sécurité publique et à la protection civile	59 298 831	59 298 831	100,00%	44 474 123	75,00%	14 824 708
Programme n°026 : Renforcement du lien Armée-Nation	1 847 844	1 847 844	100,00%	1 385 883	75,00%	461 961
Programme n°013 : Protection Civile	1 089 200	1 089 200	100,00%	811 600	74,51%	277 600
Programme n°083 : Développement des productions halieutiques et aquacoles	35 546	35 546	100,00%	26 289	73,96%	9 256
Programme n°099 : Mobilité et sécurité routière	703 805	703 805	100,00%	520 000	73,88%	183 805
Programme n°072 : Mines	4 545 821	4 545 821	100,00%	3 347 722	73,64%	1 198 099
Programme n°113 : Pilotage et soutien	1 904 462	1 904 462	100,00%	1 394 926	73,25%	509 536
Programme n°006 : Appui à la gouvernance	801 949	801 949	100,00%	585 319	72,99%	216 629
Programme n°066 : Valorisation des résultats de la recherche	143 321	143 321	100,00%	103 407	72,15%	39 914
Programme n°047 : Pilotage et soutien	475 348	475 348	100,00%	339 617	71,45%	135 731
Programme n°010 : Sureté de l'Etat	2 313 000	2 313 000	100,00%	1 613 000	69,74%	700 000
Programme n°086 : Gestion durable des ressources forestières et fauniques	3 017 338	3 017 338	100,00%	2 097 338	69,51%	920 000
Programme n°101 : Jeunesse	1 062 108	1 062 108	100,00%	732 572	68,97%	329 537
Programme n°057 : Pilotage et soutien aux services de la Santé	2 060 132	2 060 132	100,00%	1 398 308	67,87%	661 824
Programme n°083 : Santé animale et santé publique vétérinaire	672 604	672 604	100,00%	453 554	67,43%	219 050
Programme n°079 : Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	2 278 219	2 278 219	100,00%	1 460 002	64,09%	818 217
Programme n°135 : Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	56 378 506	56 378 506	100,00%	34 578 787	61,33%	21 799 719
Programme n°088 : Gouvernance environnementale et développement durable	353 800	353 800	100,00%	216 800	61,28%	137 000
Programme n°054 : Pilotage et soutien des services du MSL	728 420	728 420	100,00%	445 096	61,10%	283 324
Programme n°017 : Administration judiciaire	1 724 346	1 724 346	100,00%	979 168	56,78%	745 178
Programme n°065 : Pilotage et soutien aux services du MESRSI	2 380 338	2 380 338	100,00%	1 265 013	53,14%	1 115 325
Programme n°012 : Sécurité intérieure	14 610 139	14 610 139	100,00%	7 664 889	52,46%	6 945 250
Programme n°040 : Tourisme	816 000	816 000	100,00%	411 000	50,37%	405 000
Programme n°061 : Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	1 261 990	1 261 990	100,00%	621 521	49,25%	640 470
Programme n°034 : Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et...	1 965 190	1 557 190	79,24%	868 119	44,17%	1 097 071
Programme n°071 : Pilotage et soutien	5 000	5 000	100,00%	2 000	40,00%	3 000
Programme n°021 : Pilotage et soutien	472 475	472 475	100,00%	179 080	37,90%	293 395
Programme n°033 : Mobilisation des ressources	2 867 746	2 472 584	86,22%	1 051 055	36,65%	1 816 691
Programme n°075 : Aménagements hydro-agricoles et irrigations	5 085 921	5 085 921	100,00%	1 807 483	35,54%	3 278 438
Programme n°036 : Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	1 689 695	1 616 195	95,65%	579 974	34,32%	1 109 721
Programme n°011 : Administration du territoire	1 055 180	1 055 180	100,00%	344 728	32,67%	710 452
Programme n°112 : Assainissement des eaux usées et excréta	264 295	264 295	100,00%	81 295	30,76%	183 000
Programme n°016 : Pilotage et soutien des services du MATD	426 957	426 957	100,00%	88 400	20,70%	338 557
Programme n°097 : Pilotage et soutien aux structures du MDENP	13 340	13 340	100,00%	2 500	18,74%	10 840
Programme n°008 : Promotion du capital humain	24 057 525	13 408 565	55,74%	2 443 850	10,16%	21 613 675
Programme n°007 : Pilotage des projets stratégiques	1 038 746	1 038 746	100,00%	0	0,00%	1 038 746
Programme n°015 : Etat civil	7 572	7 572	100,00%	0	0,00%	7 572
Programme n°081 : Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	255 336	255 336	100,00%	0	0,00%	255 336
Programme n°147 : Défense des Droits Humains	530 590	530 590	100,00%	0	0,00%	530 590
TOTAL GENERAL	1 192 977 641	1 179 434 739	98,86%	953 978 958	79,97%	238 998 683

Source : DGCMEF